



GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 8 €

Trimestriel n° 149 - 26^e année - janvier/février/mars 2007

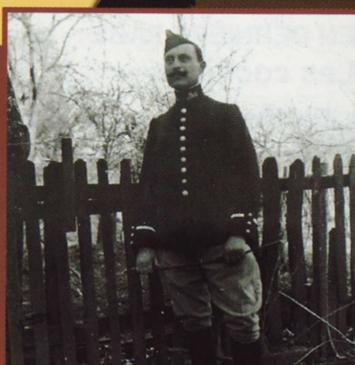


Un témoignage inédit

**Le crime
du métro
Porte-Dorée**



Résistance
de masse au fascisme
et au nazisme



Lettres
Marcel Bienvenu,
un poilu en Orient



1914
Les anarchistes
partent à la guerre

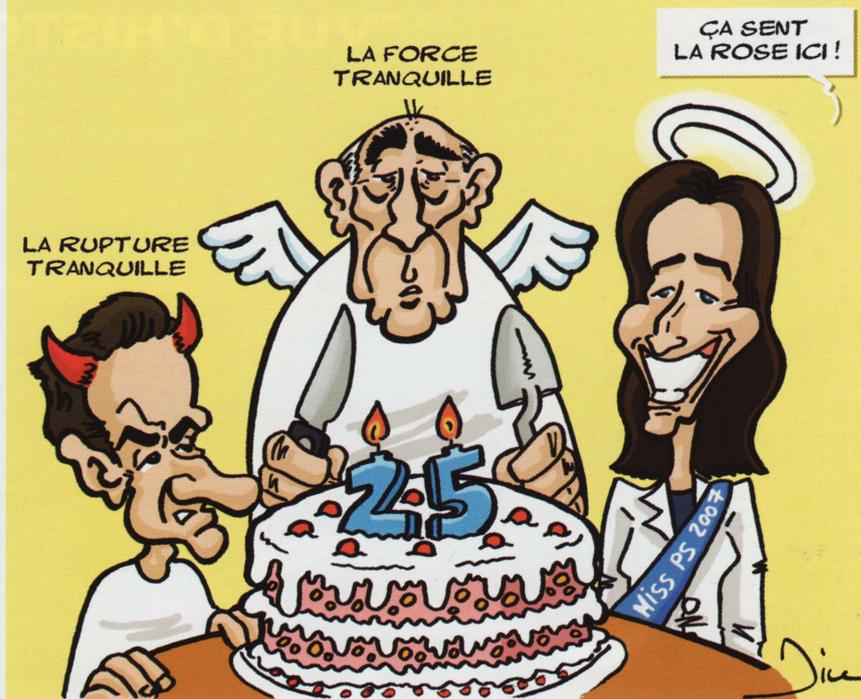
25 ans après

En décembre 2006, *Gavroche* a fêté ses 25 ans. C'est en effet en décembre 1981 qu'est sorti le 1^{er} numéro de la revue. 1981, un bon cru ? Les abonnés de la première heure, dont certains nous témoignent encore leur fidélité, ne sauraient le démentir. En tout cas, en ces temps de pré-campagne électorale, l'année qui vit l'accession de François Mitterrand au pouvoir semble particulièrement inspirer les candidats à la présidentielle qui n'ont pas manqué d'y faire référence comme on agite un talisman, sait-on jamais, au cas où ça marcherait. Ségolène Royal, en bonne héritière, a été la première à sentir « un parfum de 1981 » devant un parterre de militants socialistes enthousiastes à Narbonne début novembre. Puis Nicolas Sarkozy s'est engouffré dans la brèche en qualifiant sa rupture de « tranquille ». Rappel subliminal de la « force tranquille », slogan de la campagne de François Mitterrand en 1981 ?

Gavroche ne va pas tenter d'invoquer les esprits de 1981 pour s'assurer un avenir radieux, mais plutôt continuer d'œuvrer au service de l'histoire sociale, des auteurs qui ont des recherches à faire partager et des lecteurs qui s'y intéressent. Les propositions d'articles, de plus en plus nombreuses, et le renouvellement des abonnements nous encouragent à persévérer dans cette voie, à privilégier la qualité de la revue. Elle paraîtra cette année encore tous



COMME UN PARFUM DE 1981



les trois mois. Mais si le rendez-vous reste trimestriel dans votre boîte aux lettres ou votre librairie, il est maintenant possible de retrouver *Gavroche* sur Internet entre chaque numéro. Le site www.gavroche.info reprend certains articles et les critiques de livres, propose de consulter les sommaires de la revue depuis 25 ans et l'index thématique des articles parus. Depuis peu, il annonce aussi des expositions et autres événements en lien avec l'histoire populaire. Souhaitons qu'il contribue au fil du temps à la rendre plus accessible et vivante.

Car l'histoire n'est pas figée. Elle est même parfois personnelle, troublante, émouvante. La preuve avec l'article qui revient dans ce numéro sur l'affaire Laetitia Toureaux, le « crime du métro Porte-Dorée » en 1937. Nous sommes touchés que Liliane Riou ait choisi la revue pour livrer une histoire de famille longtemps passée sous silence, comme nous avons été touchés par le texte que nous publions. 70 ans après, l'histoire a encore des secrets bien gardés. 25 ans après, *Gavroche* en a encore quelques-uns à découvrir.

EN DERNIÈRE PAGE : Les cochères

Si le nouveau tramway parisien a occupé l'espace médiatique ces dernières semaines, un coup d'œil sur la presse nationale du début 1907 nous apprend que la curiosité dans les rues de Paris portait sur les fiacres conduits par des femmes. Une première pour cinq femmes qui venaient d'obtenir l'autorisation de prendre la place de cocher. *L'Illustration*, le *Paris-Match* de l'époque, publia sur une pleine page la photo de groupe de ces cinq premières cochères qu'on appelait aussi cochettes, mais également cochesses ou cocherelles. Il n'en reste plus trace dans nos dictionnaires d'aujourd'hui où seul le nom cocher a survécu. Reste au moins cette photo qui rappelle cet événement considéré alors comme une nouvelle conquête du féminisme.

SOMMAIRE N° 149

P. 4 LA CORRESPONDANCE DE MARCEL BIENVENU

Officier-payeur à la Trésorerie et Postes aux armées - 1914-1917

Tout le temps de sa mobilisation, l'officier Marcel Bienvenu ne cesse d'écrire, d'envoyer des cartes et des photos à sa famille restée à l'arrière, et de témoigner du quotidien de la guerre. Première partie jusqu'en janvier 1916.

> Par Joël RAVIER



P. 12 QUAND LES ANARCHISTES PARTIRENT À LA GUERRE

Après avoir montré comment la Deuxième Internationale fut incapable de tenter quoi que ce soit pour empêcher la «Grande guerre», il aurait été injuste de ne pas souligner que les anarchistes n'opposèrent pas plus de résistance à la catastrophe que leurs frères ennemis sociaux-démocrates.

> Par François ROUX



P. 16 TRAVAILLEURS SANS SYNDICATS - résistance de masse dans l'Italie fasciste et dans l'Allemagne nazie

En mars 1943 débute dans le nord de l'Italie une vague de grèves qui va déstabiliser le pouvoir fasciste. On ne retrouve pas une telle forme d'opposition de masse dans l'histoire de l'Allemagne nazie. La situation des classes ouvrières italienne et allemande était pourtant comparable en de nombreux points.

> Par Tim W. MASON



P. 24 À QUI APPARTIENDRA LE XXI^E SIÈCLE ?

Les États-Unis vont-ils garder leur prédominance économique, politique et culturelle sur le système-monde au XXI^e siècle ? Examen des hypothèses les plus probables sur l'évolution de la situation mondiale d'ici à 2025.

> Par Immanuel WALLERSTEIN

P. 26 LE CRIME DU MÉTRO PORTE-DORÉE

L'affaire Laetitia Toureaux, assassinée dans le métro parisien le 16 mai 1937, eut d'autant plus de retentissement qu'elle ne fut jamais élucidée. Le témoignage d'Yvonne Riou, à travers cet article de sa fille Liliane, est le premier à établir les relations de la victime avec le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Mussolini.

> Par Liliane RIOU



P. 36 PAUL-LOUIS COURIER ET PIERRE-JEAN DE BÉRANGER

Les relations entre l'écrivain au regard social Paul-Louis Courier (1772-1825) et le chansonnier Pierre-Jean de Béranger (1780-1857) se basent sur leurs œuvres respectives, mais aussi sur leur destin commun face à la censure.

> Par Frédéric-Gaël THEURIAU

P. 41 La chronique médiatique de JJ. Ledos – P. 42 Bonnes feuilles – P. 44 À la page
P. 49 Abonnement – P. 50 L'amateur de livres – P. 51 À lire

GAVROCHE

Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 149, 1^{er} trimestre 2007. BP 863 27008 Evreux Cedex.
Tél.: 02 32 39 50 50. E-mail: revue@gavroche.info. Site Internet: <http://www.gavroche.info>

Directeur de la publication: Sophie VIRLOUVET. Avec la collaboration pour ce numéro de: G. CHEPTOU, M. CHUECA, COMAGUER, J.L. DEBRY, G. DOIZY, H. FABRE, C. JACQUIER, J.J. LEDOS, T. MASON, C. PATILLON,

J. RAVIER, L. RIOU, F. ROUX, F.G. THEURIAU, TOTO (dessin p. 2), I. WALLERSTEIN. Commission paritaire: 0707K81974.

I.S.S.N.: 02-42-9705 © Gavroche Tous droits de reproduction réservés. Distribution en librairie: DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris.

Tél.: 01 40 24 21 31 Publication, secrétariat de rédaction et mise en page: Scoop Presse – BP 863 – 27008 Evreux cedex. Impression: 27 Offset – 27930 Gravigny.

La correspondance de Marcel Bienvenu Officier-payeur à la Trésorerie et Postes aux armées 1914-1917 – 1^{re} partie

L'officier Marcel Bienvenu est un poilu parmi d'autres. Tout le temps de sa mobilisation, d'août 1914 à janvier 1917, il ne cesse d'écrire, d'envoyer des cartes et des photos à sa famille restée à l'arrière, et témoigne du quotidien de la guerre. Première partie jusqu'en janvier 1916.

L'apport des petites histoires à l'écriture de l'Histoire semble constituer un filon intarissable. Ainsi, au hasard d'une succession, d'un rangement de grenier, soyons certains que les carnets de route et les albums photos de nos valeureux aïeux continueront régulièrement à apporter à notre connaissance de la Première Guerre mondiale une touche humaine indéniable. Toujours parcellaires, parfois terre à terre ou visionnaires, forcément partiales, ces tranches de vie n'en constituent pas moins des témoignages « historiques » d'importance à défaut d'être essentiels.

La correspondance de Marcel Bienvenu, constituée d'une centaine (113) de cartes postales et de photos, s'inscrit dans cette veine. Elle nous dévoile la vie quotidienne d'un homme, percepteur dans le civil, mobilisé dès le premier jour de guerre, le 3 août 1914, comme officier-payeur à la Trésorerie et Postes aux armées, 57^e division de réserve, jusqu'au mois de janvier 1917, date à laquelle il est rapatrié sanitaire à Nice après avoir contracté une fièvre à Salonique, un des théâtres de la campagne d'Orient.

- D'août 1914 à avril 1915 : Dôle (Jura) puis campagne d'Alsace, avec séjour régulier à Belfort ;
- Du 16 avril au 8 octobre 1915 : pas de correspondance conservée ;
- Octobre 1915 : descente vers Marseille par Besançon, Lyon, Montélimar ;
- De novembre 1915 à janvier 1917 : traversée de Marseille à Salonique puis la campagne d'Orient avec de nombreuses vues « touristiques », noir et blanc ou couleurs, de Salonique et ses environs, des témoignages de la vie des villages grecs et serbes (fête au village, culture du tabac, etc.) et des photos des camps français (installation, vie quotidienne). Durant ces seize mois, il ne retournera pas chez lui.
- Janvier 1917 : rapatriement sanitaire à Nice : photos du navire et de la convalescence à Nice.

Carte 1 : 5 août 1914 - Dôle (Jura)



La plupart des camarades sont partis pour le théâtre des opérations. Je resterai ici jusqu'au 20, ne t'inquiète pas, nous menons joyeuse vie et sommes enchantés. Pas de nouvelles des opérations. Bons baisers
P.S. Mon adresse : M. Bienvenu, Trésorerie et Postes aux armées, chez M. Quintard, 6 place Jules-Ferry, Dôle (Jura).

Carte 2 : 9 août 1914 - Dôle (Jura)



Je n'ai toujours pas reçu de nouvelles d'Evron. Les correspondances ne doivent pas encore s'acheminer rapidement. Je suis logé dans la maison marquée d'une croix.

On annonce des succès en Alsace. Je te donnerai des renseignements.

Ne t'ennuie pas mon petit chéri, nous sommes très bien logés et la population est aux petits soins autour de nous. Je me lève à huit heures et tout mon travail pour le moment consiste à aller au rapport.

Mille millions de bons baisers
M.B. Officier payeur

Cette correspondance évoque à travers les campagnes militaires d'Alsace et d'Orient la vie quotidienne d'un officier de la Trésorerie et Postes aux armées, percepteur dans le civil. Déformation liée à la fonction ou non, elle souligne toute l'importance du courrier pour les soldats, l'attente et l'espoir des nouvelles fraîches avec l'arrivée annoncée d'un navire, l'amélioration de l'ordinaire procurée par les colis, et l'ennui.

Ces courriers décrivent également le besoin incessant de savoir ce qui se passe à l'arrière et le désir de vouloir gérer la vie d'une famille, laissée à Azay-sur-Cher, en Indre-et-Loire. Ils témoignent des difficultés rencontrées par son épouse pour gérer le quotidien, l'attente des mandats, les placements financiers, tout en continuant à informer son époux sur le fonctionnement de « sa perception » laissée entre les mains d'un remplaçant et d'un commis.

Cette correspondance nous fait aussi sentir la monotonie de la vie dans les camps militaires, l'importance accordée au quotidien, le couchage, les repas, la tenue et l'hygiène. De loin en loin, car un officier-payeur n'est pas un combattant de première ligne, les faits de guerre transparaissent également à travers le récit d'un avion abattu, des nouvelles du front ou l'incendie d'un village.

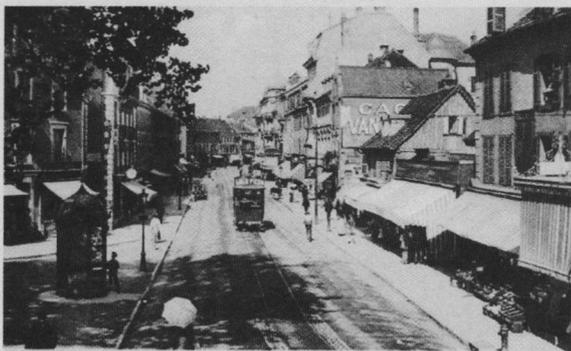
Carte 5 : 18 août 1914 - Dôle (Jura)



26 DÔLE. — Le Canal et la Cathédrale. — LL

Je reçois ta lettre à l'instant. Tu as bien fait de retourner à Azay. Tu t'ennuieras moins. Nous serons armés incessamment et partirons d'ici peu de temps. Tu peux m'écrire encore une fois à Dôle, ensuite je te donnerai une autre adresse. Les succès se suivent et tout le monde est content. Nous avons vu hier des prisonniers allemands. Je reçois ce matin en même temps que ta lettre, une lettre de maman. Ils ont l'air un peu plus rassurés.

Carte 6 : 25 août 1914 - Belfort



420 BELFORT. — FAUBOURG DE FRANCE LL

Sans texte.

L'avant-guerre de Marcel Bienvenu

• Né le 10 avril 1881 en Indre-et-Loire

Diplômes :

- Certificat d'étude primaire en 1893
- Certificat d'études primaires supérieures en 1896
- Brevet de capacité pour l'enseignement primaire en 1896
- Diplôme de bachelier (lettres-philosophie) de l'enseignement secondaire moderne en 1899

Distinctions, récompenses (d'avant-guerre) :

- Officier d'académie, en 1912 (expéditionnaire à l'administration centrale des finances)
- Officier de l'ordre du Nichan Iftikhar (Tunis) en 1913 (détaché au cabinet du ministre)

Enfin, ces courriers témoignent, parfois de façon cocasse, de la découverte d'un autre mode de vie, des cultures et des élevages inconnus, des fêtes locales et des paysages.

Aux nombreuses cartes postales qui constituent le support principal de ce courrier, s'ajoutent de nombreuses photographies sur lesquelles figure à plusieurs reprises, seul ou en groupe, notre personnage, Marcel Bienvenu.

En contrepoint aux récits de Marcel Bienvenu, nous apportons un éclairage historique à travers l'évocation des faits importants de cette campagne d'Orient, apportant çà et là le support d'une carte ou d'une documentation.

Carte 7 : 3 septembre 1914 - Masevaux (Alsace), écrite de Belfort

Mon petit zi.

Aujourd'hui pas de lettre de zi ! Je ne t'en écris pas très long car l'échéance est commencée et ce n'est pas le travail qui manque. Ce matin, on a entendu la canonnade pendant deux heures. Il est venu quatre ou cinq avions boches sur Belfort. Ils n'ont pas fait trop de dégâts mais on a copieusement tiré sur eux.

Carte 10 : 13 septembre 1914 - Masevaux (Alsace)



MASEVAUX (Alsace) — Rue principale et Eglise

Je vous remercie du colis que vous nous avez envoyé. Vous voyez qu'il n'a pas mis longtemps à venir. Il est arrivé hier. Les pots n'étaient pas cassés et les confitures sont très bonnes ainsi que les andouilles et les asperges. Je remercie tous ceux qui ont contribué. Serge devrait écrire à tante Antoinette pour avoir des nouvelles d'Henri car je ne me rappelle plus son adresse rue de Tournon. Est-ce que vous lisez « le journal ». On publie en ce moment une carte des opérations où se trouve Angeot. Vous auriez pu suivre les opérations.

p.s. Demain je vais à Belfort, je prendrai non seulement un bain de pieds mais un bain de tout mais je serai obligé de me servir de mes mains. Ça c'est pour la chineuse.

CORRESPONDANCE D'UN POILU

LES PREMIÈRES SEMAINES DE GUERRE : LA CAMPAGNE D'ALSACE

La guerre est déclarée le 3 août 1914, moins de deux jours après la mobilisation générale.

La première carte de Marcel Bienvenu, envoyée de Dôle dans le Jura, est datée de ce même jour. Mobilisé de la première heure donc, cet homme âgé de 33 ans, percepteur à Evron dans l'Indre-et-Loire, est affecté à la 57^e division de réserve en tant qu'officier payeur à la Trésorerie et Postes aux armées.

Après Dôle, il se rendra à Belfort puis, de cette ville de garnison, participera à la campagne d'Alsace, qu'il relate, à travers ses cartes, de septembre 1914 à avril 1915.



Carte 11 : 14 septembre 1914 - Dannemarie (Alsace)



Je suis très heureux d'apprendre que tu as déjà repris une livre. C'est un commencement. J'ai bien peur comme tu me le dis que cette pauvre tante se laisse aller. Tu pourrais peut-être aller la voir lundi. Hier soir, j'ai cueilli des cerises de 4 à 6. J'étais monté dans le haut du cerisier avec un copain et cet après-midi je vais flâner. Il fait une chaleur torride et je voudrais bien avoir une toute petite place auprès de toi sous ton marronnier. La photo ci-jointe a été prise à Dannemarie. Bons baisers à tous et à toi mes plus douces caresses et mon plus tendre amour.

Cartes 12, 14 et 16 (septembre et octobre 1914)

Photos du service de la Trésorerie et Postes aux armées 57^e division de réserve



Carte 17 : 9 octobre 1914 - Dammerkirch - Dannemarie



Merci pour votre carte que j'ai reçue aujourd'hui. Je suis toujours en parfaite santé et nous avons un temps magnifique. Il fait très froid la nuit et le matin. Je vais tâcher de me faire faire un gros manteau mais ce n'est pas facile. J'espère que les vendanges sont finies et que vous allez bientôt réintégrer Azay.

Carte 19 : 3 novembre 1914 - Belfort

Je suis de passage à Belfort aujourd'hui pour faire des courses en auto. Bons baisers à tous

Carte 20 : 8 novembre 1914 - Largitzen

*Ma chère Suzanne
J'ai reçu hier en même temps la carte et la lettre recommandée. Je vais faire le nécessaire, inutile de rien m'envoyer. Nous avons des invités aujourd'hui aussi je me dépêche. Je t'écrirai plus longuement ces jours-ci.
Bons baisers à tous bien affectueux
Marcel*

Carte 21 : 11 novembre 1914 - Brunstatt



Je vous remercie pour le passe-montagne, ce n'est peut-être pas la peine d'en envoyer un ici, nous ne faisons pas de service

*dans les tranchées.
Bons baisers à tous
Marcel*

Carte 23 : 19 décembre 1914 - Dannemarie



*Ma chère Suzanne
Je t'envoie une vue de Dannemarie. J'ai marqué d'une croix la
chambre où je couche et d'un trait la salle où nous mangeons. Ces*

Carte 24 : janvier 1915
Photo de Marcel Bienvenu



*photos ont été prises il y
a quatre jours quand on
a fait la remise des
décorations aux offi-
ciers à l'occasion du
1^{er} janvier. Nous nous
attendons à partir d'ici
peu. Je vous tiendrai au
courant.*

*J'ai reçu hier deux
lettres de toi et une
aujourd'hui. Je suis
content que Mélanie soit
enflammée et bien des
remerciements pour
l'envoi que vous
m'annoncez.
Affectueux et tendres
baisers
Cel*

Carte 28 : 16 avril 1915 - Aspach le Haut - Alsace



*Bons baisers à tous trois et bien tendrement à toi
Marcel*

Carte 29 : 17 avril 1915 - Belfort

*De passage à Belfort, je vous envoie à tous de bons baisers. Il fait
un temps magnifique, il n'est que tôt.
J'ai bien reçu le colis ; Mille remerciements. Lettre suivra.
Marcel*

Pas de courrier conservé, ni d'information sur la période
avril 1915 - octobre 1915.

LA DESCENTE VERS LE SUD

Carte 30 : 8 octobre 1915 - Rang-les-L'Isle (Doubs)



Souvenir de passage. Bons baisers

Carte 31 : 9 octobre 1915 - Besançon (Doubs)

*Petite panne hier, obligé de coucher ici. Toujours temps délicieux.
Espère être plus chanceux aujourd'hui.
Bons baisers et mes meilleures tendresses
M.B.*

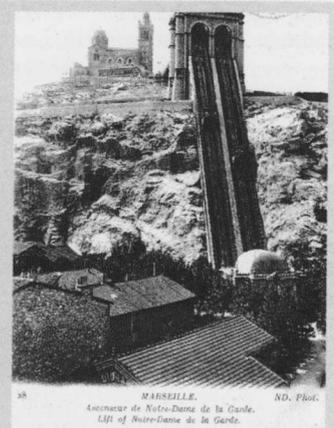
Carte 32 : 10 octobre 1915 - Bourg (Ain)

*Bons baisers. Tout va bien.
M.B.*

Carte 33 : 12 octobre 1915 - Montluel (Ain)

*Bons baisers. Amitiés à tous.
M.B.*

Cartes 37 et 38 : Marseille



LA CAMPAGNE D'ORIENT

La Première Guerre mondiale dans les Balkans

La Première Guerre mondiale a éclaté dans les Balkans, pour être plus précis, dans la Bosnie annexée à l'Autriche-Hongrie, revendiquée par la Serbie. Le prince héritier d'Autriche, l'archiduc François-Ferdinand, voulait créer dans le cadre de la monarchie une troisième « région » qui engloberait toutes les régions slaves du Sud, y compris la Bosnie. Ce qui aurait comme conséquence d'enlever tout espoir à la Serbie d'annexer la Bosnie.

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo, la capitale de la Bosnie, par des conspirateurs serbes. L'Autriche adresse à la Serbie un ultimatum contenant dix points qu'elle doit respecter au risque de se faire attaquer. Sur les conseils de la Russie, la Serbie accepte tous les points à l'exception d'un. Aussitôt, l'empire d'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie et la rend responsable de l'assassinat de l'archiduc. Par le jeu des alliances, la Russie, la France, l'Angleterre et plus tard l'Italie entrent en guerre aux côtés des Serbes. L'Allemagne quant à elle s'allie à l'Autriche-Hongrie. La politique des armements qui s'ensuit rend le conflit inévitable.

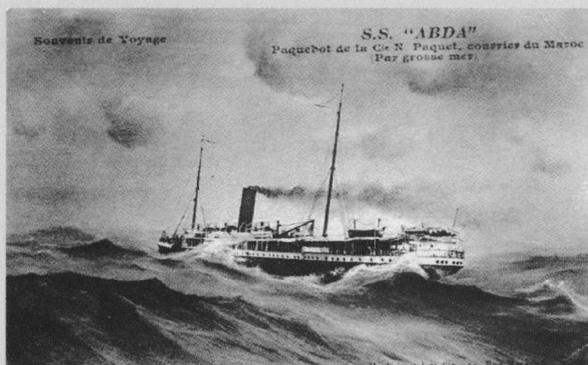
Parmi les pays balkaniques, la Bulgarie et la Turquie rejoignent toutes deux le camp des Austro-allemands.

En Grèce, le roi, Constantin I^{er} et le premier ministre, Venizelos, sont en désaccord sur la politique à adopter pour leur pays. Constantin I^{er}, impressionné par la puissance militaire allemande, entend préserver la neutralité grecque. En revanche, le Premier ministre Vénizélos trouve préférable de collaborer avec le Royaume-Uni, la France et la Russie qui demeurent les puissances protectrices de la Grèce. Il est également conscient de la prédominance de la flotte britannique en Méditerranée orientale. Aussi demande-t-il à l'Angleterre et à la France de débarquer discrètement leurs unités militaires à Salonique, ce qu'ils font à partir du 29 septembre 1915. Le roi met fin aux fonctions de son premier ministre le 5 octobre 1915.

Le corps expéditionnaire français

Le 25 avril 1915, les troupes alliées franco-britanniques débarquent sur la presqu'île de Gallipoli (Turquie).

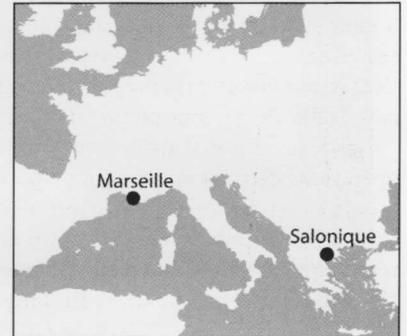
Carte 40: 15 octobre 1915 - Marseille
Vue du paquebot S.S. Abda



*Je viens de recevoir six lettres de toi. Tout va bien jusqu'ici, la mer est splendide et nous venons d'embarquer sur le bateau ci-contre. Bons et tendres baisers
Marcel*

L'opération est une idée de Winston Churchill. Elle vise à conquérir Istanbul et à prendre à revers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Mais cette campagne des Dardanelles aboutira à un dramatique fiasco. L'échec sanglant de la tentative de percée du détroit des Dardanelles, à partir du 19 février 1915, entraînera l'évacuation de cette région le 6 octobre de la même année.

Après l'occupation de la Serbie et de l'Albanie par les troupes allemandes et austro-hongroises, les pays alliés (France, Grande-Bretagne, Serbie, Grèce et Italie) vont cependant maintenir un front solide aux frontières nord de la Grèce, plus précisément sur le golfe de Salonique. Le repli des troupes qui s'achèvera en janvier 1916 sur Thessalonique (Salonique), va alors former le noyau de l'Armée Alliée d'Orient.



Le 12 octobre 1915, les deux premières divisions françaises évacuées des Dardanelles et une division anglaise débarquent à Salonique sous le commandement du général Sarrail, pour porter secours à l'armée serbe et fixer les troupes austro-hongroises. Cette opération s'inscrit dans un contexte politique local troublé, puisqu'elle répond à la demande « officieuse » du premier ministre grec Vénizélos, aux fonctions duquel le roi Constantin I^{er} vient de mettre fin.

Marcel Bienvenu embarque à Marseille le 15 octobre 1915 et débarque à Salonique autour du 25. Il fait donc partie de la première vague et connaîtra plusieurs des camps où séjourneront les troupes françaises : dans un premier temps,



Négotin (deux mois de décembre 1915 à janvier 1916) puis, principalement, les camps de Samli et d'Arapli. De par ses fonctions d'officier-payeur, Marcel Bienvenu possède un véhicule et a régulièrement l'occasion de se déplacer. Il profite de ces obligations et probable-

ment de ses rares permissions pour céder aux charmes d'une certaine forme de tourisme, immortalisant par une photo ou une carte postale les lieux qu'il évoque dans ses courriers. Salonique, souvent traversée, le charme et l'étonne. L'architecture de cet « îlot urbain » isolé au sein de vastes espaces ravagés par les hommes lui procure en effet un sentiment mêlé d'exotisme et de connaissance : il y a un quartier vraiment joli, on se croirait dans une ville d'eau, il n'y a que des villas.

Un contexte difficile

L'approvisionnement de ce corps expéditionnaire, devenu l'armée d'Orient, n'est pas sans poser de problèmes. Au travers d'une chaîne logistique lente et complexe, il faut en effet importer de France du matériel pour Salonique, dans un contexte politique et militaire devenu plus que difficile, (batailles de Verdun, de la Somme, du Chemin des Dames). La route à travers la Méditerranée jusqu'à Salonique n'est pas non plus dénuée de risques, le voyage d'une durée d'environ 8 jours se déroulant le plus souvent sous la menace omniprésente des mines et des sous-marins allemands. Marcel Bienvenu évoque à ce propos le torpillage d'un navire français, le *Provence*, transportant du courrier et des troupes.

Arrivé sur place, il faut ensuite commencer sans tarder les opérations de remontage, afin de permettre l'acheminement rapide de ces matériels sur le terrain des opérations.

Officiellement, le rôle de cette armée d'Orient n'était réduit qu'à des « offensives limitées » ayant pour but de fixer les troupes ennemies. En langage « poilu », Marcel

Cartes 42 et 43 : 23 novembre 1915 - Salonique (Grèce)



Ἐπίθετον τῆς Θεσσαλονίκης View of Salonica



Ma petite Suzanne

J'ai retrouvé quelques petites vues de Salonique. Je te les envoie. Je crois bien que nous n'allons pas rester longtemps ici. On ne nous envoie plus de troupes et nous ne parviendrons probablement pas à soutenir le choc. Je crois bien qu'un de ces matins on va mettre les voiles. Il est arrivé deux nouveaux camarades à notre formation qui sont presque de Touraine et qui connaissent très bien Azay. Il y en a un qui est ambulant. Il s'appelle Giraud et c'est un ami du mari de Lise d'Azay.

Que deviens-tu mon pauvre chou. Il y a bien longtemps que je n'ai pas eu de tes nouvelles. On ne reçoit plus rien depuis trois jours. À part cela, il fait toujours un soleil magnifique pendant la journée mais la nuit il gèle. Tantôt on nous a servi du bœuf. C'est un peu dur mais enfin on est en guerre.

Au revoir ma petite chérie. Je t'embrasse très fort sur tes lèvres de tout mon cœur.

Marcel

Nous avons reçu ce matin des confitures de Salonique. C'est la dame du directeur de la Cie des messageries maritimes qui nous les a faites.

Bienvenu évoque de longs séjours en camp, où les occupations principales sont le courrier et le jardinage (radis, salade, chicorée) avec, de temps en temps, des offensives et des combats, plus ou moins lointains, marqués par des incendies (*Guevguili*), des pilonnages d'obus, des survols de Zeppelins et, rarement, la présence d'un ennemi identifié, bulgares ou turcs.

Sur ce front, les conditions de vie sont difficiles. La chaleur de l'été semble insupportable, et le froid de l'hiver plonge les hommes dans une profonde souffrance morale et physique. Les ravitaillements sont irréguliers, et le matériel s'avère inadapté pour ce genre de région. Les hommes meurent non seulement de froid, mais de maladie également. Le paludisme s'installe, la plupart des soldats sont contaminés. Marcel Bienvenu signale l'arrivée des premières doses de Quinine en janvier 1916. Mais au quotidien, c'est parfois l'évocation d'une rencontre, d'un bon repas, d'une soirée, d'une visite chez le tailleur, qui apporte une note joyeuse dans cet environnement et rend cette tranche de vie si humaine.

Carte 44 : 8 décembre 1915 - Négotin (Serbie)

Portait de Marcel Bienvenu
Ma petite chérie

Je t'envoie une autre de mes photos prise à Négotin. Aujourd'hui j'ai reçu deux lettres de toi mais tu me dis toujours pas si tu as reçu les mandats que je t'ai envoyés et si tu as fait le nécessaire pour les bons. Nous sommes toujours dans le même endroit mais en passe de f... le camp car nous ne sommes pas en nombre. Le travail ne manque pas en ce moment. On émet l'emprunt

5 % et je t'assure que cela me donne de l'ouvrage. J'en ai pris pour 600 francs pour mon compte, j'ai acheté 90 francs de rente. François a de la veine d'être allé en congé. On ferait pas mal de nous y faire retourner un peu aussi. On en a besoin. Hier je t'ai envoyé deux petites coupes en cuivre. J'ai trouvé cela ici ce sera un souvenir de Serbie. Je t'emmènerai bien un petit turc mais c'est très embarrassant. Il y en a plein nos jambes, ils se sont vite familiarisés avec nous.

Mon petit chéri aimé je t'envoie mes baisers les plus doux et les plus tendres.

Amitiés à tous

Ton Cel

Carte 45 - Négotin (Serbie)



Photo - souvenir de la campagne d'Orient.

CORRESPONDANCE D'UN POILU

Carte 46 : 9 décembre 1915 - Négotin (Serbie)

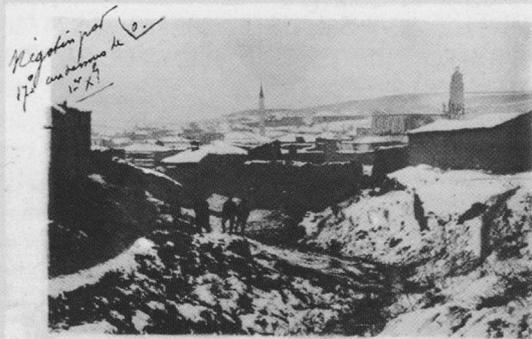
Ma petite Zette

Reçu aujourd'hui les confits d'oie et deux lettres. Ils étaient excellents. Justement il y avait 3 paysans en retraite qui sont venus se réfugier chez nous. Ils en ont profité. Ça change un peu des mixtures qu'on mange et du buffle. Mon pauvre chéri tu as été bien longtemps sans argent. Je ne croyais pas que mes lettres auraient mis si longtemps à te parvenir. Prends patience mon petit chéri et amuse-toi de ton mieux, on en verra bien le bout.

Je te souhaite ainsi qu'à papa et maman une bonne et heureuse nouvelle année. On sera peut-être un peu moins loin l'année prochaine.

Je vous embrasse bien tous comme je vous aime
Marcel

Carte 47 : 13 décembre 1915 - Négotin (Serbie)



Ma petite zane

Nous voici encore dans la brousse et depuis 3 jours. Il faut que je te raconte notre voyage. Nous avons quitté Guevguili avant-hier avec les Bulgares dans les reins. Il faisait beau temps mais quelle tristesse avant de partir nous avons mis le feu à tous les bâtiments publics et quand nous fumes à six km de là, nous contemplâmes l'incendie. Ce sont des spectacles que l'on oublie pas. La nuit nous a pris ensuite dans la brousse et l'on a couché à la belle étoile. On a pas eu très chaud et l'on a passé la nuit autour de brasiers. Depuis hier nous sommes en Grèce dans un petit village et comme dans ce village il n'y a que deux maisons qui sont en partie démolies, on a encore couché dehors et je crois que l'on recommencera encore ce soir car on est en alerte et on ne peut sortir nos tentes. Nous avons à manger. C'est déjà quelque chose car on a razié en quittant la Serbie tout ce qui pouvait nourrir l'ennemi. Nous espérons revoir Salonique d'ici quelques jours. On le souhaite vivement mais hélas il va falloir réintégrer le camp de fortune mais peut-être sera-t-il mieux aménagé.

Ma chérie, je te quitte, je t'embrasse aussi tendrement que je t'aime et embrasse bien aussi papa et maman pour moi.
Ton poilu

Carte 48 : 23 décembre 1915 - Négotin (Serbie)

Ma petite chérie

J'ai reçu hier ta lettre du 30 novembre. Elle s'était égarée. Tu me demandais d'envoyer des timbres serbes à Madeleine. Mon pauvre coco, il y a bien longtemps que la poste serbe ne marche plus, et il n'y a plus de bureaux de poste, par conséquent pas de timbres. Dans quelques jours nous allons être installés dans notre baraque. Nous y serons très bien. Aujourd'hui il fait chaud et on étouffe sous la tente. Je crois que si cet été on est encore ici on prendra quelque chose. Dis donc chéri as-tu renouvelé les bons de Défense nationale. Fais-le le plus tôt possible car ça perd de l'intérêt. Ils étaient échus en novembre. Je te souhaite ainsi qu'à papa et maman un bon Noël. Je crois

qu'il y en aura un aussi demain soir car les ambulanciers ont fait une chapelle en roseaux.

Je te quitte ma chérie et vous embrasse bien tendrement tous les trois.

Marcel

Carte 49 : 25 décembre 1915 - Négotin (Serbie)



Ma petite chérie

Je vous remercie tous de vos bons souhaits. J'ai reçu votre lettre hier. Dans une tu me dis que tu iras d'ici peu à Evron, tu feras bien d'aller voir ce qui s'y passe. J'ai écrit au Trésorier pour lui dire que je désirais beaucoup voir Ragal être nommé intérimaire mais je ne veux pas d'un fondé de pouvoir car je ne veux avoir aucune responsabilité à Evron. J'en ai assez ici. As-tu bien reçu mes lettres dans lesquelles je te demande un tas de choses : savon, bandes molletonnées, bretelles, papier à lettres. Nous sommes bien dépourvus ici. Fais ton possible pour me les envoyer. Je reçois à l'instant ta lettre du Mans, tu aurais bien dû aller jusqu'à Evron. La 1^{re} vendeuse a-t-elle bien vendu au moins ? Nous sommes moins mal qu'en Serbie. Je crois que nous n'allons plus coucher longtemps sous la tente. Il fait 2° au-dessous de 0 la nuit sous la tente et à midi 25° au soleil. Tu vois ces différences de température. On a fait un bien pauvre réveillon. Les copains ont mangé un porcelet en gelée, mais comme je n'avais pas faim, je me suis couché. Ce qui ne manque pas ici, ce sont les mandarines et les oranges.

Je te quitte ma petite Zane et je t'embrasse aussi tendrement que je t'aime. Embrasse bien papa et la dinde de Noël. J'aimerais mieux y goûter.

Ton cel poilu

Quand tu as quelque chose à m'envoyer ne t'inquiète pas de la nouvelle résidence quand on change, c'est toujours Secteur 508 et ça arrive toujours.

Carte 50 : 27 décembre 1915 - Négotin (Serbie)



Ma petite zane

J'ai reçu tes lettres ainsi que les bandes molletonnées. Je te remercie seulement tu ne me parles pas de Ragal. Que fait-il, s'en va-t-il ou reste-t-il ? est ce qu'il a reçu ma lettre. Maintenant nous avons un beau temps continué mais les nuits sont froides et l'on voit des cristaux de glace briller sur la tente. Tu verras ton poilu pris sous la neige sur la carte (...)

Beaucoup d'ouvrages en ce moment ma petite chérie, je t'embrasse passionnément ainsi que tous.

Carte 51 : 31 décembre 1915 - Négotin (Serbie)

Guevgueli - La Grande Rue.



Ma chère toute petite Zane

Je t'envoie une carte prise lors de notre voyage à Guevgueli. Tout ce que tu vois a été brûlé quand nous sommes partis. Nous avions les Bulgares dans le dos. C'est en faisant la grande halte à 10 km de là que nous avons contemplé l'incendie. Il y a cinq jours que nous n'avons pas reçu de courrier et pas de nouvelles de personne. C'est bien long. Je n'ai pas reçu de colis postaux non plus. On en reçoit pourtant des pleins sacs tous les jours mais pas de lettres. Nous avons toujours un temps merveilleux vraiment trop chaud le jour. La nuit on entend les bandes de chacals.

Aujourd'hui, 31 décembre, que ne sommes-nous pas à Paris? On ne doit pas s'apercevoir là qu'on est en guerre. Je te souhaite une bonne année et te couvre de bises.

Cel

Carte 52 : 2 janvier 1916 - Négotin (Serbie)



Ma petite chérie

Je viens à l'instant de recevoir ta lettre où tu me dis n'avoir rien reçu depuis vingt jours, c'est désolant et pourtant j'écris tous les deux jours. Je te remercie de tes photos et de celle de maman. Le papa Esnault n'a donc pas voulu poser : j'aurais eu toute la famille. Je t'envoie notre marabout, cela nous sert de bureau et de chambre à coucher. On y est pas mal et l'on a l'électricité. Hier 1^{er} janvier il a plu un peu pour la première fois depuis que nous sommes là. Nous avons félicité tout le monde et le soir nous sommes allés branguer avec les hommes. Il y a déjà un peu de paludisme mais je n'ai pas encore été atteint. On nous a distribué de la quinine. Dans la journée, on a 20° à l'ombre. Il fait un temps merveilleux mais les nuits sont très fraîches. Celui sous lequel j'ai mis une croix est mon ordonnance. Je l'ai depuis le début de la campagne. J'ai toujours un travail fouet je n'ai pas le temps de rayonner dans les environs. La campagne n'est pas laide et l'on voit des tas de Turcos-Grecs. Prends ton mal en patience mon chéri, je ne crois pas que la guerre durera bien longtemps maintenant. Déjà un an et demi c'est long mais enfin il faut en prendre son parti. Bons baisers à tous et une bonne provision pour la petite coucoute

Ton cel

Carte 53 : 4 janvier 1916 - Guevgueli (Serbie)

Ma petite chérie

Rien de bien nouveau. Il fait un vent épouvantable et on est obligé de consolider notre guitoune à chaque instant. Ce soir il est arrivé un courrier. Peut-être aurais-je de tes nouvelles. J'ai reçu dernièrement une carte de Guette; ce veinard est toujours à la section technique du génie à Paris. Comptes-tu aller à Paris bientôt? mes effets commencent à être bien sales mais il m'est difficile d'en faire faire d'autres. On a demandé des vêtements de troupe, on fera coudre des galons dessus, ce sera plus poilu. Bons baisers à tous et reçois ma petite coucoute chérie mes plus tendres caresses. Ton cel

Carte 54 : 8 janvier 1916 - Négotin (Serbie)



Ma petite chérie

Toujours pas de courrier, mais on a annoncé aujourd'hui qu'il y avait deux bateaux en rade qui en étaient porteurs. Il me semble bien que tu m'as déjà dit que tu m'avais envoyé mon complet de toile. Je n'ai encore rien reçu. Tu mets bien secteur 508 par Marseille? On reçoit pourtant des cargaisons de colis postaux. Nous avons encore une forte chaleur aujourd'hui. On étouffait sous la guitoune et les boches sont encore venus nous voir en avion. Je ne sais si je t'ai déjà envoyé cette vue, c'est le camion postal à Négotin.

Mon petit chéri embrasse bien tout le monde pour moi et reçois mes plus tendres et vives caresses.

Carte 55 : 10 janvier 1916

Mon zouzou

Comme je n'ai plus rien à faire ce soir, je vais écrire à ma petite zoute. Tu ne te plaindras pas que je n'écris, voilà trois jours de suite, c'est bien bon de penser à sa petite femme. J'ai reçu aujourd'hui deux de tes lettres. Tu me dis d'envoyer des mandats télégraphiques, mais il n'y a pas moyen ici, nous n'avons pas le télégraphe. Je t'ai envoyé hier 200 F. Mon petit coco chéri tes lettres sont bien tristes. Il ne faut pas t'ennuyer, la guerre sera bientôt finie. Voudrais-tu me répondre sur deux points, je te les ai déjà demandés dans au moins deux lettres mon pauvre coco.

1^{er} : M'as-tu expédié mon complet toile bleue que tu as fait teindre?

2^e : As-tu renouvelé tes bons de la Défense?

Je t'embête mon chéri mais je t'aime bien. Si tu as besoin de quelque chose dis-le moi. Je t'assure que la vie n'est pas gaie non plus ici, notre baraque n'est toujours pas prête et nous dormons sous la tente. N'oublie pas de me dire si Ragal accepte d'être mon commis, je crois te l'avoir demandé.

Pauvre petit coco quand est-ce que je frôlerai ton petit corps chéri, comme nous revivrons de bons moments tous les deux, rien que tous les deux. On aménagera notre maison et on aura peut-être notre petite auto.

Je te quitte ma chérie, bien à regret et je te couvre partout de mes baisers les plus brûlants.

Ton cel

Joël RAVIER

Dans le prochain numéro, la suite de la correspondance de Marcel Bienvenu...

Quand les anarchistes partirent à la guerre



Après avoir montré comment la Deuxième Internationale fut incapable de tenter quoi que ce soit pour empêcher la « Grande guerre » (*Gavroche* n° 147), il aurait été injuste de ne pas souligner que les anarchistes n'opposèrent pas plus de résistance à la catastrophe annoncée que leurs frères ennemis sociaux-démocrates.

Un départ de mobilisés. L'illustration, 8 août 1914.

Les anarchistes étant par définition difficiles à comptabiliser, peut-on néanmoins évaluer le nombre des héritiers de Bakounine à la veille de la « Grande guerre », et leur capacité à influencer le cours des événements ?

L'ANARCHISME, COMBIEN DE DIVISIONS ?

Une enquête de police datée de mai 1914¹ décomptait en tout et pour tout 613 militants actifs, dont 282 membres de la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire, prolongement de la FCA, l'organisation nationale constituée en 1911. Une autre estimation, très approximative, peut être obtenue en additionnant les ventes des hebdomadaires anarchistes (*Les Temps nouveaux*, *Le Libertaire*, *L'anarchie*) en activité avant la guerre, soit 13 000 à 14 000 exemplaires². En extrapolant, on pourrait situer à une quarantaine de milliers le nombre des proches sympathisants, sachant qu'un même journal était souvent lu par plusieurs personnes, mais que quelques-uns devaient acheter plusieurs journaux³.

Si l'on s'en tient strictement aux chiffres, la mouvance anti-étatique du mouvement ouvrier ne pesait donc pas lourd en face de l'organisation marxiste. Avec les 90 000 adhérents, 1 400 000 électeurs et 101 députés de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), la social-démocratie semblait en voie de réussir son pari de conquérir bientôt le pouvoir par les urnes.

Le tableau était en réalité moins contrasté et de nombreuses passerelles allaient de l'anarchisme aux organisations de masse du mouvement ouvrier.

Gustave Hervé, par exemple, membre de la SFIO et qui n'avait jamais appartenu à aucun groupe libertaire, défendait dans son journal *La Guerre sociale* des thèses antipatriotiques et antimilitaristes radicales. D'autres adhérents de la SFIO provenaient quant à eux directement de l'anarchisme comme Eugène Vige – dit Miguel Almereyda⁴ –, ou Léon Werth, tous les deux ayant rejoint le parti de Jean Jaurès en 1912, par souci d'efficacité.

Mais c'est principalement de la jeune Confédération Générale du Travail, alors en plein essor⁵, que le courant anti-étatique et anti-autoritaire tirait son influence. L'adhésion, à la CGT embryonnaire, de la Fédération des bourses du travail, dont l'anarchiste Fernand Pelloutier fut le secrétaire général et l'âme de 1895 jusqu'à sa mort en 1901, lui avait donné l'impulsion décisive pour devenir le syndicat révolutionnaire de masse du mouvement ouvrier français. Trois de ses quatre premiers dirigeants, Pouget, Delesalle, Yvetot, étaient de formation libertaire, Victor Griffuelhes venant du blanquisme. Ils pensaient que le syndicalisme révolutionnaire avait intégré le meilleur de l'anarchisme, et qu'il était à présent la seule voie menant à la révolution sociale, la « *propagande par le fait* » ayant échoué. Et s'il est

vrai qu'après le congrès et la Charte d'Amiens⁶ (1906) la tendance « *syndicaliste révolutionnaire* » dominante prit ses distances par rapport « *aux partis et aux sectes* », la CGT, à la veille de la guerre, restait fortement marquée par ses origines libertaires : la Charte d'Amiens prônait la grève générale comme arme décisive pour obtenir « *l'expropriation capitaliste* » et la suppression du patronat, et elle fixait pour mission au syndicat, non seulement d'organiser la résistance et la revendication, mais surtout de se préparer à constituer pour l'avenir, « *le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale* ». Le secrétaire général de la CGT en 1914, Léon Jouhaux, qui avait été élu en 1909 comme candidat des « *révolutionnaires* », venait tout droit du mouvement anarchiste, ainsi que Pierre Monatte, l'animateur du journal *La Vie ouvrière*. Lors du congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907, Monatte, répondant à Errico Malatesta qui reprochait aux libertaires de la CGT de considérer le syndicalisme comme une finalité et non comme un simple moyen, avait défendu le principe de « *l'indépendance politique du syndicat* » et appelé les anarchistes à entrer dans la nouvelle organisation du mouvement ouvrier pour y renforcer le courant révolutionnaire.

En 1914, le sang n'avait pas encore coulé entre les familles du mouvement ouvrier. Elles pouvaient se croire en accord quant au but, sinon sur la stratégie : la Deuxième Internationale proposait toujours « *la transformation de l'ordre capitaliste de propriété et de production en un ordre socialiste de production et de propriété*⁷ », mais par la voie parlementaire. Entre les anarchistes et les marxistes, d'importants courants spécifiquement français, l'allemanisme et le blanquisme⁸, puisaient dans la tradition jacobine et communarde. Les militants de toutes ces organisations se disaient socialistes, héritiers des Sans-culottes, de Proudhon et des insurgés de la Commune. Victor Griffuelhes, le secrétaire général de la CGT de 1902 à 1909, qui voulait la protéger des réformistes autant que des « *braillards* », personifiait la synthèse des différentes tendances de la gauche révolutionnaire française.

DES PAROLES...

Les affrontements étaient nombreux et meurtriers en ce début de siècle entre la classe ouvrière et la troupe. Les anarchistes, pour qui l'armée était l'ennemi naturel du peuple, avaient impulsé en 1904 la création de l'Association Internationale Antimilitariste (AIA) où se côtoyaient Miguel Almereyda, Georges Yvetot et Gustave Hervé. L'AIA avait alors deux préoccupations : la guerre sociale et la guerre internationale. Une affiche de 1905 proclamait : « *Quand on vous commandera de décharger vos fusils sur vos frères de misère [...] vous tirerez sur les soudards galonnés qui osent vous donner de pareils ordres* » et, plus loin : « *Quand on vous enverra à la frontière [...] à l'ordre de mobilisation vous répondrez par la grève immédiate et par l'insurrection...* ». Elle valut trois à quatre ans de prison aux responsables de l'association. L'affiche fut reproduite l'année suivante en janvier, puis en février avec 3 000 signatures, mais l'AIA était épuisée et ses animateurs sous les verrous.

Louis Lecoin proposa, pour empêcher la mobilisation, que dix « camarades conscients » par régiment abattent chacun un officier.

Le risque de conflit avec l'Allemagne grandissant, les organisations anarchistes en vinrent à envisager des dispositions plus précises contre l'entrée en guerre. Lors de son premier congrès, le 4 juin 1911, la FCA prit la résolution de saboter les voies ferrées et d'arrêter les représentants de l'État au premier jour de l'appel sous les drapeaux. L'année suivante, son secrétaire général, Louis Lecoin, proposa, pour empêcher la mobilisation, que dix « *camarades conscients* » par régiment abattent chacun un officier, déclaration qui lui coûta une condamnation à cinq années de prison.

Ces menaces, proférées par quelques militants environnés de mouchards, ne troublaient guère le ministre de l'Intérieur. Plus inquiétante aurait pu être la brochure rouge de 36 pages dont des centaines d'exemplaires furent saisis dans différentes villes de France au début de l'année 1914. Ce document, intitulé « *En cas de guerre* », avait été rédigé par des anarchistes de la CGT. Tiré à 2 000 exemplaires, il circulait depuis avril 1913 entre les syndicats et les groupes d'extrême gauche. La première partie rappelait les thèses anarchistes, la seconde appelait à la grève générale insurrectionnelle en cas de mobilisation, et la troisième, beaucoup plus pratique, expliquait, croquis à l'appui, comment « *saboter la guerre* ».

Cependant, même si certains des auteurs de ce manuel de sabotage occupaient des responsabilités dans la CGT, il s'en fallait de beaucoup pour que la Confédération épouse ces thèses jusqu'au-boutistes.

En fait, toutes les composantes du mouvement ouvrier s'étaient heurtées à la même difficulté : déclencher la grève pour empêcher son propre pays d'agresser ses voisins, soit ; mais que faire lorsqu'il est attaqué⁹ ? Tous continuaient à raisonner d'un point de vue national plutôt qu'en termes de lutte des classes. L'insurrection patriotique de la Commune de Paris et de la guerre des francs-tireurs contre l'invasion prussienne restait la référence révolutionnaire, et la germanophobie un sentiment très partagé.

La Deuxième Internationale avait adopté en 1907 le principe d'une grève générale simultanée qu'elle savait parfaitement irréaliste, puisque le SPD allemand n'envisageait pas de sortir de la légalité¹⁰.

La CGT avait fait preuve de la même irrésolution lors de son congrès de ●●●

1. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, tome I, des origines à 1914, Paris, Gallimard, collection Tel, p. 453.

2. Environ 5 000 exemplaires vendus pour *Les Temps nouveaux*, autant pour *Le Libertaire*, et 3 500 pour *L'anarchie*. Le premier, fondé par Jean Grave, prônait l'entrée des anarchistes dans le syndicalisme, le troisième, animé par Libertad, exprimait les thèses des individualistes anti-syndicalistes, et le second, créé et dirigé par Sébastien Faure, restait ouvert aux deux opinions.

3. Quelques années plus tôt, en 1896, Augustin Hamon, observateur des mouvements sociaux, estimait les anarchistes français entre soixante mille et cent mille, ce qui semble très exagéré. Augustin Hamon, *Le Socialisme et le congrès de Londres*, Bibliothèque sociologique, n° 11, Paris, 1897, p. 16.

4. Figure marquante du mouvement anarchiste au tournant du siècle, secrétaire de rédaction du *Libertaire*, membre de l'AIA, condamné à plusieurs reprises pour ses activités subversives, Miguel Almereyda était entré à la SFIO en décembre 1912, avant de fonder *Le Bonnet rouge* un an plus tard et d'y faire campagne pour les radicaux Joseph Caillaux et Louis Malvy en 1914. Au début de la guerre, *Le Bonnet rouge* reçut d'importantes subventions de Louis Malvy, alors ministre de l'Intérieur, pour faire la propagande de l'Union sacrée. En 1916, lorsque Almereyda, redevenu pacifiste, le fit changer d'orientation, le ministre de l'Intérieur coupa les vivres au *Bonnet rouge*, pour enfin l'interdire en juillet 1917. Sur ces entrefaites, Almereyda fut arrêté, accusé d'espionnage, et mourut quelques jours plus tard en prison dans des conditions suspectes. Eugène Vigo était le père du cinéaste de *Zéro de conduite*, Jean Vigo.

5. 130 000 adhérents revendiqués en 1902, 400 000 en 1910, 600 000 à la veille de la guerre.

6. Lire Émile Pouget, 1906, *le congrès syndicaliste d'Amiens*, présentation et notes de Miguel Chueca, Paris, Ed. CNT-RP, 2006.

7. Résolution du Congrès de Londres de la Deuxième Internationale en 1896, citée par Wolfgang Abendroth, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, La Découverte, 2002, p. 56.

8. Du nom de leurs fondateurs, Jean Allemane et Auguste Blanqui.

9. En 1894, Fernand Pelloutier avait écrit au général Yung : « *Si par exemple l'empereur d'Allemagne se jetait sur la France, soyez persuadé que les anti-patriotes marcheraient vaillamment contre lui. Mais pourquoi ? Par haine des Germains ? Non pas. Pour notre propre sûreté, voilà tout, pour la sauvegarde de nos existences, de nos libertés et de nos droits* ». Fernand et Maurice Pelloutier, *Lettre sur la guerre*, Nantes, 1919, p. 10.

10. Voir l'article « Août 1914 : Le suicide de l'Internationale », *Gavroche* n° 147.

●●● Marseille, en octobre 1908, en appelant à la « grève générale révolutionnaire [...] du point de vue international ».

Mais les militants anarchistes eux-mêmes, malgré les déclarations enflammées de leurs porte-parole les plus en vue, étaient loin d'être unanimes sur la conduite à tenir. Pierre Kropotkine, de passage à Paris en novembre 1905, avait provoqué un véritable tollé en affirmant dans *Les Temps nouveaux* : « Si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose : c'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de la défendre... Non pas comme soldat de la bourgeoisie,

bien entendu, mais comme soldat de la révolution, dans les légions franches de révolutionnaires, pareilles à celles des garibaldiens et des francs-tireurs de 1871 [...] Un nouvel écrasement de la France serait un malheur pour la civilisation. [...] C'est parce que j'ai vécu la révolution sociale et intellectuelle des trente dernières années que je pense que les antimilitaristes de toute nation devraient défendre chaque pays envahi par un État militaire et trop faible pour se défendre lui-même ; mais surtout la France, quand elle sera envahie par une coalition de puissances bourgeoises qui haïssent surtout dans le peuple français son rôle d'avant-garde de la révolution sociale... »

Malgré la tempête de protestations qu'elle avait suscitée, la position du vieux leader russe devait rassembler la quasi-totalité des libertaires français à l'instant de vérité.

... AUX ACTES

Comme on pouvait s'y attendre, l'engrenage guerrier ne laissa aucune chance à une résistance si peu déterminée.

Le 29 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie et la Serbie étant en guerre depuis la veille et tandis que la Russie commençait à mobiliser, les parlementaires socialistes allemands acceptèrent de voter les crédits militaires. Plus rien ne pouvait, dès lors, empêcher la conflagration.

Le 3 août, l'Allemagne déclarait la guerre à la France et envahissait la Belgique neutre.

Le sentiment qui submergea la plupart des Français, celui d'être attaqué par un ennemi sans scrupule, était bien celui décrit par Kropotkine. Il n'y eut pour ainsi dire aucune manifestation d'opposition, aucun acte de sabotage, et encore moins d'assassinat d'officier.

L'entrée en guerre suscita les revirements les plus spectaculaires, non seulement celui de l'ensemble des dirigeants socialistes, mais également de la plupart des anarchistes.

Du côté des leaders d'opinion, Gustave Hervé, qui signait il y a peu ses articles « *Un sans patrie* », s'était bien assagi depuis sa dernière sortie de prison, deux ans auparavant. Le déclenchement du conflit le transforma en ultra-nationaliste, partisan acharné de l'Union sacrée et de la guerre totale. Miguel Almeréyda, son ex-camarade à l'AIA, à *La Guerre sociale*, et animateur depuis novembre 1913 du *Bonnet rouge* qui promettait de tout mettre à feu et à sang au premier coup de clairon, écrivit le 3 août sous le titre, « Notre guerre » : « *La guerre actuelle est une guerre sainte [...] Notre cause, c'est la cause de l'indépendance des peuples, c'est la cause de la liberté, celle pour laquelle nos pères allaient au combat et mouraient en chantant... »*.

Presque tous les journalistes mobilisables des *Temps nouveaux* et du *Libertaire* rejoignirent les casernes qu'ils appelaient à brûler quelques jours auparavant¹¹.

Parmi les militants de la FCA, Louis Lecoin et Pierre Ruff¹² étaient en prison depuis 1913 pour leurs appels à saboter la guerre ; Henry Combes¹³, sur le point d'être arrêté, s'était enfui en Angleterre, de même qu'Édouard Boudot¹⁴.

Les destins des trois principaux rédacteurs de la fameuse « brochure rouge », tous inscrits au « carnet B », se séparèrent à jamais lors de la mobilisation : si Jacques Long¹⁵ s'enfuit en Espagne, Édouard Sené¹⁶ et Eugène Jacquemin¹⁷ se rallièrent à l'Union sacrée. Car de nombreux militants en vue, non contents d'endosser l'uniforme sans barguigner, revendiquèrent leur engagement dans le camp belliciste au nom de la guerre révolutionnaire. Ainsi Charles Albert¹⁸ et Charles Malato¹⁹, journalistes aux *Temps nouveaux*, le premier promettant aux ouvriers qu'ils allaient « *combattre pour la révolution* », le second que les soldats alliés apporteraient la liberté aux peuples d'Europe « *à la pointe des baïonnettes* ».

Autre rédacteur des *Temps nouveaux*, Henri Gauche²⁰ s'engagea volontairement, et un intellectuel comme Léon Werth, qui allait, deux ans plus tard, témoigner sur l'horreur des tranchées dans l'admirable *Clavel soldat*, demanda à partir au front comme simple soldat, lorsqu'il fut mobilisé en août 14.

La CGT avait suivi le parti socialiste comme son ombre. Léon Jouhaux, en réalité fasciné depuis longtemps par la puissance des syndicats réformistes d'Angleterre et d'Allemagne, avait pris exemple sur les « bonzes » allemands et accepté la guerre plutôt que de risquer son organisation dans une aventure illégaliste. Le 1^{er} août, il n'eut aucun mal à obtenir l'unanimité contre la grève générale au Comité confédéral de la CGT.

« *Tout s'était effondré sous mes pas*, raconte Pierre Monatte dans ses souvenirs. [...] *Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué ? La guerre avait-elle balayé l'esprit de*

11. Par exemple Charles Desplanques, ouvrier coiffeur, collaborateur de Jean Grave aux *Temps nouveaux*, qui avait été condamné en 1905 à 1 an de prison et 100 F d'amende pour avoir signé l'affiche de l'AIA appelant à l'insurrection en cas de guerre. En 1908, au cours du débat houleux qui opposa les anarchistes pour savoir s'il fallait appeler à la désertion, Desplanques s'était prononcé « *contre tout conseil de désertion* » mais non « *contre la désertion* ».

12. Correcteur d'imprimerie, compagnon de lutte de Louis Lecoin, collaborateur du *Libertaire* et membre de la FCA, puis de l'Union anarchiste, condamné pour propagande anarchiste et antimilitariste en 1907, 1912, 1916, 1917, 1930, Pierre Ruff fut arrêté une dernière fois le 24 août 1942 et mourut en déportation.

13. Également collaborateur du *Libertaire* et membre de la FCA – dont il devint secrétaire par intérim avec Édouard Boudot en 1912 lors de l'incarcération de Louis Lecoin, syndicaliste, Henry Combes s'enfuit en Angleterre à la mobilisation. Condamné par défaut à 5 ans de prison, il signa le manifeste de février 1915 contre l'Union sacrée et mourut à Londres en 1925.

14. Réfugié en Angleterre avec Henry Combes, Édouard Boudot signa comme lui le manifeste contre l'Union sacrée et fut condamné pour insoumission.

15. Jacques Long, ou Jacklon, colporteur, proche du *Libertaire* et de *L'anarchie*, membre de la FCA, s'enfuit en Espagne en 1914. Expulsé en 1919, menacé d'être livré à la France – où il était sous le coup d'une condamnation à la détention en forteresse – il se suicida le 20 juillet 1921.

16. Militant anarchiste et syndicaliste, collaborateur au *Libertaire*, aux *Temps nouveaux*, à *La Vie ouvrière* et à *La Voix du peuple*, plusieurs fois condamné avant la guerre, Édouard Sené fut mobilisé en 1914 et se rallia à l'Union sacrée.

17. Ouvrier forgeron, membre de la FCA et de la CGT, Eugène Jacquemin, dit Jacquemin, fut l'objet de nombreuses condamnations pour ses activités anarchistes avant 1914. Rédacteur avec Jacques Long et Édouard Sené de la « *brochure rouge* » appelant à saboter la guerre, il rejoignit néanmoins son régiment à la mobilisation et écrivit à Léon Jouhaux pour lui apporter son soutien. Très actif dans la CGT et la lutte syndicale après la guerre, il rejoignit la SFIO juste avant sa mort, en 1930.

18. Collaborateur des *Temps nouveaux*, Charles Albert s'était violem-

classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays ? [...] Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines ».

Une grève générale aurait-elle eu des chances de réussir ? Bien peu, dans l'état d'impréparation où se trouvaient les organisations ouvrières. Aurait-elle pu entraîner les ouvriers allemands ? Impossible à dire, mais le renoncement sans combat devant ce qui allait se révéler la pire tragédie jamais vécue par les peuples d'Europe brisa irrémédiablement et l'Internationale, et le syndicalisme révolutionnaire.

L'ANARCHISME AU PÉRIL DE LA PATRIE

S'ils étaient tombés de haut, les anarchistes, du moins certains d'entre eux, furent les premiers à se relever.

Sébastien Faure lança la première proclamation publique contre la guerre en décembre 1914, en même temps que Pierre Monatte démissionnait du Comité confédéral de la CGT qu'il accusait de s'être « *déshonorée* » en refusant de participer à une conférence socialiste internationale pour la paix, organisée par les partis scandinaves²¹. L'année suivante, les emprisonnés, les exilés, et des personnalités de tous pays comme Emma Goldman et Errico Malatesta réclamaient à leur tour l'arrêt des hostilités. Lecoïn et Ruff, à peine sortis de prison, portaient dans les rues de Paris distribuer des tracts contre la guerre, et retournaient aussitôt derrière les barreaux. Pour courageuses qu'elles fussent, ces actions n'étaient que des piqûres d'épingle portées au Moloch déchaîné. Pendant ce temps, dans la boue des tranchées, combien de militants internationalistes pleuraient de rage avec Léon Werth ? « *Si j'ai prétendu faire la guerre pour imposer la paix, c'est parce qu'on m'a trompé... peut-être parce que j'ai bien voulu m'être trompé, parce que cela m'épargnait la révolte ou la désertion qui obligent à des actes difficiles... Je n'ai pas cru que les élus socialistes pouvaient mentir ou être dupes si complètement. Je croyais que les socialistes ministres avaient eu, à accepter d'être ministres, un scrupule au moins égal à mon scrupule d'accepter le risque de tuer ou de mourir. Sans quoi, quelles fripouilles seraient-ils ?... J'ai cru leurs scrupules levés par la plus indéniable certitude... Quelles raisons avions-nous de ne point nous exposer à notre propre mort, quand ils en trouvaient d'assez bonnes pour accepter la responsabilité de nous engager à mourir ? Et maintenant, on voit par les journaux qu'en Allemagne comme en France, en France comme en Allemagne, le peuple est réduit à l'obéissance par le moyen des mêmes dogmes, des mêmes sophismes, des mêmes arguments interchangeables, des mêmes abstractions inconsistantes, de la même rhétorique qui personnifie les nations...²² »*

La propagande pacifiste animée par les libertaires et la minorité du parti socialiste prit de l'ampleur au fur et à mesure que le conflit s'éternisait, jusqu'à ce que la répression organisée par Clemenceau la réduise au silence à coups de procès et d'emprisonnements.

Les partisans anarchistes de l'Union sacrée étaient restés, comme Kropotkine, campés sur leurs positions. Le 14 mars 1916, le « Manifeste des seize », qui réunit une centaine de signatures dont celles de Jean Grave, Charles Malato, Paul Reclus²³, Marc Pierrot²⁴ et de plusieurs autres rédacteurs des *Temps nouveaux*, affirmait que la poursuite de la guerre était nécessaire pour défendre la justice et le droit.

La rancœur tourna en haine. En mars 1918, Charles Malato parlait de « *coller au mur* » les pacifistes. Un an plus tard, l'éditorial du premier numéro du *Libertaire*, à nouveau autorisé à paraître, prétendait réduire le désastre du mouvement anarchiste à la faillite de quelques-uns : « *Si nous avons sujet de méditer, ce n'est pas sur la fragilité de nos doctrines, de notre idéal, mais bien sur le manque de conscience, sur la lâcheté, sur l'aberration dont ont fait preuve certains individus qui ne peuvent prétendre à eux seuls personnifier l'anarchie* ».

La querelle ne cessa que bien des années plus tard, avec la mort des protagonistes.

Dans la CGT, les opposants à la guerre restèrent minoritaires tout au long du conflit. Parmi les grands anciens, Delesalle continua de soutenir la position de Léon Jouhaux, Victor Griffuelhes – germanophobe endurci – prétendit refuser à la fois le vote des crédits de guerre et la paix de compromis, Georges Yvetot et Émile Pouget se tinrent à l'écart des débats, le premier participant à des actions en faveur des orphelins de guerre, et le second écrivant des feuilletons patriotiques pour *L'Humanité*.

La résistance de Sébastien Faure, Louis Lecoïn, et de militants toujours plus nombreux à reconnaître s'être trompés sauva l'honneur du mouvement libertaire, mais elle servit surtout d'épouvantail au gouvernement et aux chefs militaires. Puisque l'Union sacrée incluait le parti socialiste et que le « *consentement patriotique* » des combattants à leur sacrifice ne pouvait faire l'ombre d'un doute, la résistance des soldats, les mutineries, les fraternisations, les grèves de la guerre, trouvèrent leur explication officielle dans l'action pernicieuse de mystérieux anarchistes. En réalité, la propagande pacifiste ne touchait pas les poilus de l'infanterie combattante, et on n'en trouve quasiment aucune trace dans leurs écrits. À partir de 1915, une fois les ouvriers renvoyés à l'arrière pour travailler dans les usines d'armement, les mines, ou pour servir dans les armes moins exposées, ce sont les paysans qui fournirent 80 % des effectifs de la « biffe » (l'infanterie) et l'essentiel des pertes. Abandonnés dans l'enfer des tranchées, ignorés du reste de la société, révoltés lorsqu'ils traversaient les grandes villes où les riches embusqués couraient à leurs plaisirs, incapables de faire partager leur souffrance aux civils abusés par le bourrage de crânes, réprimés par les soldats des autres armes quand ils se rebellaient, ceux-là n'avaient pas eu besoin de grandes théories pour comprendre que la patrie des généraux et des marchands de canons était leur ennemi mortel. ■

François ROUX

ment opposé à Kropotkine en 1905 lors du débat sur la conduite à tenir en cas de guerre.

19. Né en 1857, déporté en Nouvelle-Calédonie avec son père après la Commune, membre du groupe « L'Avant-garde » autour de 1892 avec Pierre Kropotkine, Errico Malatesta et Louise Michel, Charles Malato était en 1914 un écrivain prolifique et l'un des piliers des *Temps nouveaux*. Il se rallia à l'Union sacrée, signa le « manifeste des seize » et fut incorporé en 1918, sur sa demande, alors qu'il avait soixante ans. Il poursuivit après la guerre sa collaboration aux *Temps nouveaux* et mourut en 1938.

20. Henri Gauche, journaliste aux *Temps nouveaux* et auteur de « L'Immoralité du mariage », s'engagea dès les premiers jours de la guerre alors qu'il était âgé de quarante-quatre ans. Deux ans plus tard, dans une lettre à André Girard, autre collaborateur des *Temps nouveaux*, mais hostile à l'Union sacrée, il reconnut « *s'être trompé* ».

21. Lire Pierre Monatte, « Pourquoi je démissionne du comité confédéral », *Agone*, n° 35/36, 2006, p. 273-277. Ce même numéro reproduit également le texte de Pierre Chardon, « Les anarchistes et la guerre : deux attitudes » (1915), dans un ensemble d'articles consacré à « la résistance obscure à la guerre de trente ans du capitalisme mondial ».

22. Werth Léon, *Clavel soldat*, Paris, Éditions Viviane Hamy, 1993, p. 120.

23. Comme son frère Élisée, Paul Reclus était un scientifique de renom et un anarchiste actif. Dix ans après la guerre, dans la revue *Plus loin*, Paul Reclus expliqua son ralliement et celui de la majorité des anarchistes à l'Union sacrée par la prédominance du sentiment patriotique sur l'idéal social dans la génération des militants qui avaient vécu l'époque de la Commune. De fait, outre l'opposition entre l'équipe des *Temps Nouveaux*, pour l'Union sacrée, et celle du *Libertaire*, plutôt pacifiste, on constate que les militants de plus de quarante ans penchaient très majoritairement vers le courant patriotique, alors que les réfractaires étaient surtout des jeunes.

24. Militant anarchiste et syndicaliste, le « docteur Pierrot » collaborait aux *Temps nouveaux* lorsqu'il fut mobilisé en août 1914. Il signa le « Manifeste des seize » avec Jean Grave et Pierre Kropotkine. Après la guerre il fonda la revue *Plus loin* qui poursuivit ses activités jusqu'en 1939. Au début de la guerre d'Espagne il rejoignit l'association SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) créée par Louis Lecoïn.

Travailleurs sans syndicats

Résistance de masse dans l'Italie fasciste et dans l'Allemagne nazie

En mars 1943 débute dans le nord de l'Italie une vague de grèves qui va déstabiliser le pouvoir fasciste. On ne retrouve pas une telle forme d'opposition de masse dans l'histoire de l'Allemagne nazie.

La situation des classes ouvrières italienne et allemande était pourtant comparable en de nombreux points. Si ce n'est que les populations n'avaient pas la même perception de leur régime respectif.

Le texte qui suit est la contribution de Tim Mason à un colloque organisé par le DGB à Dortmund, les 2 et 3 mai 1983. Il fut publié, à l'origine, dans une revue d'histoire populaire¹.

Mason en fit paraître une seconde version, légèrement remaniée pour les actes du colloque suscité, et c'est de cette dernière version que nous donnons ici une traduction².

Historien britannique, marxiste, disciple d'E. P. Thompson, Timothy W. Mason (1940-1990) s'est consacré à l'étude de la classe ouvrière sous le nazisme. Ce chercheur rigoureux, « engagé » (selon une terminologie qui n'a plus guère cours aujourd'hui)

1. « Arbeiter ohne Gewerkschaften: Massenwiderstand in NS-Deutschland und im faschistischen Italien », in : *Journal für Geschichte*, juin 1983, p. 28-36.

2. « Massenwiderstand ohne Organisation. Streiks im faschistischen Italien und im NS-Deutschland », in : Ernst Breit (éd.), *Aufstieg des Nationalsozialismus – Untergang der Republik – Zerschla-*

gung der Gewerkschaften, Cologne, Bund-Verlag, 1984, p. 197-218 ; ainsi que dans la revue théorique du DGB : *Gewerkschaftliche Monatshefte*, septembre 1984, p. 518-532.

3. Voir néanmoins Tim Mason, *La classe ouvrière sous le III^e Reich*, Paris, Échanges et Mouvement, mai 2005.



Ouvriers italiens en grève (1945-46 ?). Cette image, aux origines incertaines, sert à représenter des événements, les grèves de mars 1943, dont il n'existait aucun témoignage photographique.

et d'une honnêteté rare reste peu connu en France³ bien que ses thèses aient durablement marqué l'historiographie du nazisme en Allemagne, en Angleterre et en Italie. Mason entendait étudier la relation vivante entre les tentatives de neutralisation de la classe ouvrière par la politique sociale des dictatures fascistes et les formes que prenait

« en bas » l'opposition des travailleurs. C'est dans ce contexte qu'il fut amené à réviser l'histoire mythifiée de la *Resistenza* en la définissant d'emblée – à rebours des interprétations qu'en donnait le PCI à l'époque – comme histoire ouvrière et à comparer la situation des classes ouvrières allemande et italienne.

Gaël Cheptou (traducteur)

Sans doute ne connaîtra-t-on jamais tous les détails de ce qui s'est passé, les vendredi 5 et samedi 6 mars 1943, dans plusieurs usines d'armement turinoises. D'abord parce que les événements qui s'y sont déroulés furent confus et déconcertants pour les acteurs eux-mêmes ; aussi la mémoire des survivants induit-elle l'historien en erreur

(surtout sur le plan de la chronologie). À cela s'ajoute un fait curieux : la destruction, ou l'absence dans les archives, de la quasi-totalité des documents de l'époque. Abondante sur le sujet, la littérature historique reste pourtant imprécise. La reconstitution minutieuse du déroulement de ces deux journées serait d'une grande importance, puisque celles-ci



Remmaillage de filets sur la corniche de la Riviera italienne en 1938, alors que le travail ne s'exerce plus librement en Italie. Le droit au travail devient un privilège fasciste au service de la cause nationale, mais la classe ouvrière ne proteste pas encore. L'illustration du 12 février 1938.

marquèrent le début et la percée d'un mouvement de grève qui devait durer 6 semaines et s'étendre sur toute la région industrielle du nord de l'Italie – à l'exception de Gênes. Ces grèves ébranlèrent fortement la dictature fasciste : elles préparèrent la voie au coup d'État conservateur du 25 juillet 1943 et donnèrent une assise à la résistance armée contre la République mussolinienne de Salò et la *Wehrmacht*. Rappelons enfin que le Parti communiste italien (PCI) doit sa puissance actuelle aux événements de ces deux journées.

LE MOUVEMENT DE GRÈVE EN ITALIE DU NORD

Mais revenons-en à cette journée du 5 mars et partons des faits suivants : dans trois ateliers de la gigantesque usine de la Fiat Mirafiori, ainsi que dans deux ateliers de la plus petite firme métallurgique Rasetti, plusieurs groupes d'ouvriers et d'ouvrières arrêtaient leurs machines vers 10 h du matin ; ils formèrent ensuite des cortèges pour exiger des augmentations de salaire. Le lendemain, les ouvriers de la firme Microtechnica suivirent leur exemple. À chaque fois, les grévistes restaient à proximité de leur usine et cherchaient à négocier avec la direction.

Le rôle qu'a joué le parti communiste clandestin dans le déclenchement de ces grèves reste controversé. Une chose est sûre cependant : les usines et les ateliers touchés par le mouvement de grève comptaient parmi ceux où le PCI – relativement peu influent à Turin à cette époque – était le mieux implanté. Ce furent sans doute des communistes clandestins qui déterminèrent la date du mouvement et la forme qu'il prit (arrêt de travail à l'intérieur de l'usine, ce qu'on appelle une grève « blanche ») et qui furent à la tête des premières grèves. Ces cadres communistes affirmèrent après-coup qu'ils avaient défini à l'avance la plate-forme de revendications des grévistes.

Les revendications visaient à obtenir un treizième mois pour tous les salariés, ainsi que des augmentations de salaire qui devaient compenser l'élévation massive du coût de la vie pendant les deux années de guerre. Le choix d'objectifs aussi concrets était judicieux : en raison de l'inflation, ils étaient considérés unanimement comme justifiés et allant

dans le sens d'un juste retour des choses ; c'étaient des mots d'ordre que l'on pouvait facilement reprendre et qui semblaient fournir une base réaliste pour des négociations. De plus, ces revendications mettaient l'accent sur l'égalité et la solidarité des travailleurs, alors que le régime avait tout mis en œuvre – par l'octroi délibéré d'avantages à certaines catégories d'ouvriers – pour fragmenter la classe ouvrière. La première mesure significative (et fatale) que l'État fasciste avait prise pour compenser le blocage des salaires – en vigueur depuis 1940 – avait été de promettre un treizième mois, mais uniquement aux travailleurs qui étaient pères de famille et dont le logement avait été endommagé par les bombardements. Il s'agissait désormais d'obtenir pour tous les travailleurs, y compris les femmes et les jeunes, cette augmentation de salaire.

Le déroulement et les résultats de la première confrontation à Mirafiori, au cours de la journée du 5 mars, restent obscurs. La police bloqua les portes du site, sans entrer elle-même dans l'usine, et elle n'arrêta qu'un seul ouvrier. Qu'il y eût satisfaction ou non de leurs revendications, les grévistes mirent fin au rassemblement et reprirent le travail. Le conflit qui se déroula le même jour dans l'un des deux ateliers de la firme Rasetti fut plus dur : la police pénétra dans l'usine et arrêta neuf meneurs. Dans l'autre atelier, à l'écart du premier, il semble que la direction ait vaguement promis de réexaminer les salaires et que cela fût suffisant pour convaincre les ouvriers et les ouvrières d'arrêter leur mouvement.

Puis, le 6 mars, les ouvriers de Microtechnica contribuèrent à transformer ces premières tentatives coordonnées en une véritable vague de grèves. Ce débrayage constitua un deuxième tournant historique, à partir du moment où l'armée, appelée en renfort, dut intervenir à l'intérieur de l'usine. Les troupes menacèrent de tirer sur l'assemblée des grévistes ; mais elles ne firent pas usage de leurs armes quand les ouvriers refusèrent de reculer. Plusieurs dirigeants de la grève purent donc prendre la parole dans la cantine de l'usine ; c'est seulement en soirée ou dans les jours qui suivirent que certains d'entre eux furent arrêtés.

Le dimanche 7 mars, il ne manquait pas de sujets de discussion dans les quartiers prolétariens de Turin. Il y avait eu toute une série de grèves isolées au cours des mois précédents ; mais les expériences qui, en ce dimanche de mars, furent décortiquées dans de nombreuses discussions formelles et surtout informelles, étaient qualitativement nouvelles. Quatre grands rassemblements d'ouvriers étaient passés à l'action et avaient posé pratiquement les mêmes exigences salariales. Ces grèves étaient la preuve que la combativité de la classe ouvrière adoptait une nouvelle forme.

Durant cette même journée, les communistes s'empresèrent de distribuer des tracts qui appelaient à de nouvelles grèves (et, en vain, à une manifestation dans le centre-ville). Mais la leçon immédiate et décisive que les ouvriers pouvaient tirer de ces grèves n'avait pas grand-chose à voir avec le rôle du PCI : ils savaient désormais par expérience que le régime n'était pas capable ou qu'il n'était pas disposé à réprimer brutalement ce type de mouvements.

On ne sait pas qui a pris la décision – ni quand, ni pourquoi – d'interdire à la police et à l'armée l'usage de la force à l'intérieur des usines. Le seul fait établi, c'est que les usines, ●●●

●●● ainsi que les machines, auraient été gravement endommagées en cas de fusillade – ce qui laisse supposer que les patrons s’y étaient opposés.

EXTENSION ET POLITISATION DU MOUVEMENT

En tout cas, la situation prit, au cours des semaines suivantes, une tournure qui dépassait les espoirs les plus fous des résistants communistes. Dès le lundi, la police enregistra 15 gros débrayages. D’imposantes assemblées de grévistes apparurent tour à tour dans les grandes entreprises. Les ouvriers ne quittaient pas leurs usines, car ils savaient pertinemment que c’était sur le lieu de travail qu’ils encouraient le moins de risques. À Turin et dans les environs, cette vague de refus déclaré tint plus de deux semaines. Les ouvriers et les ouvrières arrêtaient continuellement la production à un moment dont ils avaient convenu, croisaient les bras de manière démonstrative et posaient des exigences identiques : treizième mois, augmentation de salaire compensant l’inflation. Les grèves duraient entre dix minutes et trois jours, une ou deux heures dans la plupart des cas.

Dans certaines grandes entreprises, à la Fiat Mirafiori par exemple, plusieurs manifestations de grévistes eurent lieu pendant cette période, la deuxième plus importante que la première, la troisième plus importante que la deuxième. Les grévistes soumettaient les ouvriers récalcitrants à des pressions physiques pour les amener à rejoindre le mouvement. Lorsque des « meneurs » étaient arrêtés le soir à leur domicile, on entraînait souvent en grève le lendemain matin pour obtenir leur libération. Avec le temps, la dimension politique du mouvement passa encore plus au premier plan : « *Pain, paix et liberté* » peut-on lire dans l’*Unità* du 15 mars 1943, le journal illégal du PCI – un mot d’ordre que l’on retrouve alors de plus en plus souvent dans les rapports de police.

Le cœur de l’agitation communiste consistait, au cours de ces journées, à dévoiler le lien causal qui unissait la guerre à la misère noire de la classe ouvrière. Mais les communistes enfonçaient des portes qui s’étaient soudainement ouvertes : ce furent surtout de jeunes ouvriers et ouvrières de la province voisine – c’est-à-dire des jeunes gens qui n’avaient tout au plus qu’une vague connaissance du PCI sous la forme de souvenirs transmis – qui étaient les partisans les plus radicaux (et souvent violents) du double objectif de la grève : « *pain et paix* ». Au cours de plusieurs affrontements, les ouvrières s’interposèrent entre la police et leurs camarades hommes. Si leur appel courageux et réfléchi à la civilité des représentants de l’autorité étatique échouait, elles se jetaient parfois dans la mêlée et, armées de leurs sabots, elles n’hésitaient pas à frapper soldats et policiers.

Un autre facteur qui contribua à la politisation de la grève fut l’attitude des patrons. Leur marge de manœuvre était très réduite en matière salariale dans la mesure où la loi leur interdisait de proposer une hausse générale des salaires. Ils étaient seulement autorisés à payer des primes uniques. Aussi cher-



L’*Unità* du 15.03.1943 : « Pain, paix et liberté ».

chaient-ils en général à se défaire sur l’État et à l’accuser d’être responsable du blocage des salaires.

La presse fasciste passa sous silence les événements survenus dans la ville et la province de Turin. Ainsi, un dernier tournant historique se produisit lorsque les communistes parvinrent finalement à déclencher une grève à Milan le 22 mars 1943. Ce retard s’explique autant par la mainmise qu’avait l’État dictatorial sur l’information que par la relative faiblesse du PCI clandestin à Milan. Cela étant, le mouvement de grève à Milan et dans les centres voisins de l’industrie textile ne fut pas moins important ni

moins radical que celui de Turin. La tactique et les revendications restaient les mêmes. Dans la région industrielle du nord-est de l’Italie, les grèves dites « blanches » persistèrent jusqu’à la dixième semaine d’avril ; en d’autres termes, le mouvement continua alors même que Mussolini s’était avoué vaincu et qu’il avait annoncé la mise à l’étude d’une nouvelle politique salariale. Les autorités n’enregistrèrent que des grèves isolées dans les autres parties du pays. Cependant, la vague de grèves toucha presque tous les grands centres de la production de guerre.

Plus tard, on dénombra 268 grèves et 875 arrestations – des chiffres bien au-dessous de la réalité. Les sacrifices et les pertes étaient minimes au vu des augmentations de salaires qui avaient été arrachées et surtout au vu des conséquences politiques du mouvement de grève. Il faut dire que les travailleurs de l’Italie du Nord ne s’étaient pas, loin de là, lancés tête baissée dans une insurrection désespérée ou suicidaire. Les formes prises par la résistance de masse et le contenu des revendications étaient politiquement adéquats et correspondaient parfaitement à la situation de crise. Les grévistes faisaient preuve d’une discipline instinctive : sans que leur action ne perdît en efficacité, ils se tenaient juste à la limite au-delà de laquelle le pouvoir fasciste eût réagi militairement. L’ampleur et la radicalité du mouvement de grève, ainsi que son caractère autolimité, étaient le produit d’une conscience immédiate de la lutte prolétarienne, et non le résultat de la propagande d’une organisation de masse. Le rôle principal des militants clandestins consistait surtout à donner l’exemple.

Nous ne nous attarderons pas sur les conséquences de la vague de grèves, bien qu’elles soient considérables. Le prestige de l’autorité fasciste était irrémédiablement ruiné et sa ligne politique avait perdu, principalement aux yeux des patrons, toute crédibilité et même toute raison d’être : la fonction première du fascisme n’avait-elle pas été, en phase avec les intérêts des capitalistes, de neutraliser la classe ouvrière ? De plus, les élites au pouvoir perdirent le peu d’assurance qui leur restait, du fait de l’impuissance de Mussolini à relever le défi lancé par les grévistes et du limogeage de hauts fonctionnaires qui en faisaient les frais. La classe ouvrière avait fait l’expérience de sa propre force et ce fut, pour elle, comme une révélation, comme une incitation directe à la récidive : des grèves plus importantes et plus politiques éclatèrent en septembre et en décembre 1943, de même qu’en mars 1944.

Enfin, au cours de la dernière année de guerre, le PCI vit ses effectifs exploser. C'est pourquoi ces journées de mars 1943, au cours desquelles les ouvriers de trois usines turinoises avaient répondu à l'appel d'un petit groupe de communistes, marquèrent un véritable tournant historique.

IL N'Y A JAMAIS EU DE VAGUE DE GRÈVES SEMBLABLE SOUS LE TROISIÈME REICH

Au beau milieu des troubles, un boss du « syndicat » fasciste laissa échapper, d'un ton mi-amer mi-résigné, que selon lui les nazis eussent agi d'une tout autre manière face aux grèves et qu'il eût fallu faire procéder à des exécutions massives. En effet, à l'annonce des événements survenus à Turin (suite à un appel vraisemblablement de Goering qui se trouvait à Rome), Hitler avait abondé dans ce sens. Il déclara qu'il avait du mal à croire qu'on eût pu cesser le travail dans huit usines et on raconte qu'il ne cessait de répéter que, dans ce genre de situations, le moindre signe de faiblesse était fatal. Mais, en l'espèce, la solution violente préconisée par Hitler était simpliste, ce que devait largement prouver l'attitude de Mussolini pendant ces journées de grève. Donner l'ordre de tirer sur les grévistes aurait été une décision aux conséquences politiques incalculables. Il est difficile de savoir si les dirigeants nazis, placés dans les mêmes conditions, auraient aussitôt engagé une répression sanglante, car le 3^e Reich n'a pas connu de vague de grèves semblable. Mais peut-être est-il plus judicieux de se demander pourquoi il n'y a jamais eu un mouvement de cette ampleur en Allemagne.

Les grèves n'ont pourtant pas manqué dans l'Allemagne nazie. Au cours des années 1936-37, les autorités enregistraient chaque mois dix à douze grèves. Celles-ci étaient souvent offensives et visaient à obtenir des augmentations de salaire. Plus tard, dans les années 1938-39, il y eut de nombreuses grèves défensives pour protester contre les entraves à la libre circulation et la réduction des salaires. Cependant, tous ces conflits déclarés sur le lieu de travail étaient sporadiques et limités ; ils étaient souvent le fait d'ouvriers travaillant soit dans une petite ou une moyenne entreprise, soit sur un seul chantier (entre 40 et 80 ouvriers). Rares furent, dans les usines, les grèves de tout un atelier ou celles de tout un puits dans les mines (100 à 300 ouvriers). En cas de grève, la police pénétrait aussitôt dans l'usine occupée et, en général, elle procédait à des arrestations massives. Après 1934, on cessa d'opposer une résistance violente à la Gestapo et il n'y eut plus – pour autant qu'on sache – de grèves réunissant la totalité des travailleurs d'une grande entreprise. Aucune grève ne fut à l'origine, comme en Italie, d'une réaction en chaîne explosive ; aucune grève n'eut l'« effet boule de neige » des quatre débrayages survenus à Turin les 5 et 6 mars 1943.

Au début de la guerre en septembre 1939, le régime nazi entreprit d'élever radicalement le degré d'exploitation et d'oppression de la classe ouvrière. Celle-ci répliqua par une nonchalance généralisée sur le lieu de travail : absentéisme, refus des heures supplémentaires et des équipes du week-

end, congés maladie, etc. Ainsi la classe ouvrière répliqua par une série de comportements collectifs qui nécessitaient des ententes informelles entre les travailleurs mais qui ne prenaient pas la forme de grèves : la riposte des ouvriers allemands ne fut donc pas une révolte ouverte contre le renforcement de la discipline et une misère toujours plus aiguë. Alors qu'en Italie l'« affaissement du moral au travail » fut l'un des chapitres de la préhistoire du mouvement de grève, c'était en Allemagne la forme ultime et la plus achevée que prit l'opposition de masse. D'où vient cette différence ?

HUIT THÈSES SUR LES DIFFÉRENCES ENTRE LES FORMES D'OPPOSITION DE MASSE EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE

1^{re} thèse : En milieu ouvrier, le régime nazi ne jouissait pas d'une popularité *sensiblement* plus grande que celle du fascisme en Italie. Les deux classes ouvrières présentaient les mêmes caractéristiques : mécontentement quasi général, hostilité économique et politique, mélange de méfiance, de résignation et d'apathie. Le degré d'intégration de la classe ouvrière allemande était sans doute un peu plus élevé : identification plus forte à la personne du *Führer* ; sensibilité patriotique en raison des victoires militaires entre 1939-1941/1942 ; ascension sociale, pendant la guerre, sur le dos des travailleurs forcés étrangers. Mais tous ces éléments constituaient une différence minime et passagère, et non une différence fondamentale entre les deux classes ouvrières. Dans les deux pays, l'adhésion et l'enthousiasme à l'égard du régime étaient rares en milieu ouvrier. Les deux dictatures craignaient plutôt de perdre le contrôle qu'elles avaient sur les travailleurs de l'industrie.

2^e thèse : En ce qui concerne les luttes spontanées et autonomes, le mouvement ouvrier italien n'avait pas en ce domaine une tradition plus spécifique ou *sensiblement* plus grande que le mouvement ouvrier allemand. Par leurs formes directes et spontanées, les soulèvements révolutionnaires dans les deux pays (ainsi que leurs échecs) entre les années 1918-1920/1921 présentaient des similitudes frappantes.

À l'époque de la crise économique mondiale (1929-1934), l'État fasciste abaissa radicalement le niveau de vie de la classe ouvrière italienne et, malgré un chômage élevé, il n'y eut pas de grandes réactions. De même, de la guerre d'Éthiopie (1935) jusqu'à l'automne 1942, on n'enregistra que des grèves sporadiques. Ainsi donc, les événements de mars 1943 n'étaient pas l'aboutissement d'une vague croissante de protestations. Cela venait sans doute du fait que la composition de la classe ouvrière italienne avait été profondément modifiée durant les vingt années précédentes par le recrutement massif de jeunes O.S. dans les nouvelles entreprises rationalisées de la grande industrie. À ce propos, il convient d'évoquer un autre facteur qu'on ne saurait ignorer : le facteur temps. En 1943, les ouvriers italiens qui avaient moins de 37-40 ans ne connaissaient que le monde du travail sous le fascisme ; ils n'avaient pas fait l'expérience des organisations de classe indépendantes. La vague de grèves ●●●

●●● du début de l'année 1943 était donc une nouveauté historique, car seuls les cadres communistes plus âgés avaient cherché à renouer avec les luttes de classe d'avant le fascisme.

3^e thèse : La plus grande misère de la classe ouvrière italienne pendant la première moitié de la guerre ne fut pas à elle seule le facteur déterminant, bien que l'écart avec l'Allemagne était, sur le plan matériel, très important. Après le blocage des salaires en 1940, la hausse des prix (surtout au niveau de l'alimentation) fut telle que, au mois de mars 1943, le salaire réel dans l'industrie italienne avait chuté d'au moins 30 % et, pour beaucoup d'ouvriers, de moitié. Il régnait alors une véritable famine : ainsi des ouvriers d'une grande entreprise moderne ont rapporté avoir perdu jusqu'à 15 kilos à cette époque. À cela s'ajoutait, à Turin et à Milan, une crise aiguë du logement qui avait été aggravée par les bombardements alliés de l'hiver 1942 et de février 1943 : à l'époque de la grève, des dizaines de milliers de familles vivaient dans des abris de fortune à l'extérieur des grandes villes. Et tout au long de l'hiver, il y eut de nombreuses coupures de courant et de gaz ainsi qu'une pénurie de combustibles.

L'histoire du mouvement ouvrier montre cependant qu'il n'existe aucune corrélation automatique entre, d'un côté, le degré de souffrance atteint à un moment donné et la combativité des ouvriers qui en sont victimes, de l'autre. Car, dans ses propres souffrances, que ce soient la faim, l'exploitation brutale ou le déracinement forcé, on peut tout aussi bien voir un coup du sort – ce qui entraîne une démoralisation et la disparition progressive des liens de solidarité – que le fruit d'une injustice sociale – ce qui pousse à la révolte. À ce propos, on pourrait évoquer l'absence de réactions en Allemagne, malgré la grande misère de la population, au cours de l'année 1945, ou la présence, parmi les partisans résolus de la grève en Italie, d'ouvriers très bien payés et de provinciaux qui n'avaient pas souffert des bombardements ou de la disette. Ainsi le facteur décisif, ce n'est pas la souffrance en soi, mais le contexte politique et social dans lequel on la ressent.

4^e thèse : Le poids des organisations de résistance était un élément de ce contexte. Début 1943, le réseau constitué par les cellules et les groupes communistes en Italie du Nord n'était ni plus développé ni mieux organisé que son pendant allemand à Berlin, à Hambourg et en Saxe. Il n'y avait pas non plus de résistance syndicale à Turin et à Milan. La mise sur pied de l'appareil du PCI à partir du mois d'août 1941 ressemblait presque à une refondation. Cette mission avait été confiée à un unique fonctionnaire, retourné clandestinement en Italie, Umberto Massola. À son arrivée, ses anciens camarades de parti ne disposaient même pas d'une machine à écrire ou à dupliquer dans leur planque. De plus, la tactique de front populaire adoptée par le PCI faisait obstacle au recrutement de résistants éprouvés : plusieurs groupes révolutionnaires de la base, qui s'étaient maintenus dans la clandestinité, rejetaient par principe toute forme de collaboration avec les antifascistes démocrates ou chrétiens, car ils y voyaient une trahison de classe ; ils taxaient de pire des opportunistes les efforts du PCI (parfois couronnés de suc-

cès) pour rallier les fascistes soit disant « honnêtes » à la cause du communisme. Ceci explique pourquoi, en mars 1943, le PCI n'avait que 80 membres mobilisables à la Fiat Mirafiori sur un total de 20 000 ouvriers environ. Au moment de la grève, le PCI était encore très faible du point de vue du nombre et de l'organisation. Par exemple, il ne signait pas de son propre nom les tracts qu'il imprimait pour la grève. En outre, de

nombreuses grèves éclatèrent dans des entreprises où le parti n'était pas du tout représenté. On dispose d'une abondante documentation sur un long et dur conflit qui eut lieu à Pinerolo, dans la firme Riv. Villar Perosa : là, et sans la moindre influence communiste, les ouvriers réussirent à obtenir la participation du grand industriel Agnelli aux négociations de grève. Et même après l'énorme succès de la vague de grèves, le PCI était encore loin de pouvoir aspirer à la direction de la classe ouvrière tout entière : sa tentative suivante, qui visait à déclencher des grèves et des manifestations le 1^{er} mai 1943, échoua lamentablement. À Turin, l'arrestation de 60 militants clandestins suffit à désorganiser tout l'appareil à la fin du mois de mars 1943. On pourrait multiplier les exemples montrant qu'il faut tenir compte, non pas de l'état des forces du PCI, mais des conditions qui lui ont permis de reprendre l'initiative.

5^e thèse : Pour une réappropriation de l'arme politique redoutable que constituait le patriotisme (les « vrais intérêts de la nation »), la situation de la classe ouvrière était à cette époque moins favorable en Italie que dans les pays occupés et à peine meilleure qu'en Allemagne. L'un des grands obstacles que rencontrait la résistance de gauche en Allemagne, c'était que les grèves et les actes de sabotage dans l'industrie « prenaient en traître les soldats qui combattaient sur le front », sans atteindre directement les centres du pouvoir nazi.

En Italie, la situation ne changea radicalement qu'à partir de l'occupation allemande en septembre 1943. On avait déjà pu observer une certaine tendance anti-allemande dans les grèves de mars : ressentiment contre la réquisition d'ouvriers italiens et leur envoi en Allemagne, contre les mauvais traitements infligés aux troupes italiennes et l'arrogance de leurs chefs allemands en Afrique du Nord et en Russie, etc. Mais en mars 1943, les grèves que menèrent les ouvriers italiens étaient avant tout dirigées contre leur propre État, contre leurs propres exploités. L'état d'esprit des grévistes était ouvertement défaitiste : on exigeait tout bonnement une paix séparée. Cependant, même si l'armée



Le patriotisme officiel. « Travailler et combattre pour la patrie, pour la victoire » (affiche fasciste, 1944).

italienne avait essuyé de nombreuses défaites, il était difficile de soutenir cette position. En effet, pour les ouvriers de l'armement, il n'était pas aisé en mars 1943 de redéfinir les intérêts du pays en faisant des grèves l'expression d'un authentique patriotisme : l'accusation selon laquelle on trahissait de la sorte les soldats italiens faisait souvent mouche et nombre de grévistes furent victimes d'un odieux chantage moral – on envoyait par exemple des gueules cassées d'obédience fasciste dans les usines en grève pour montrer les conséquences concrètes que pouvaient avoir sur le front italien les arrêts de la production. Ainsi donc, sur le plan politique, le fait de se soustraire à la pression du patriotisme officiel et de défier les contraintes qu'il imposait n'était pas une mince affaire. En raison des lourdes défaites militaires des mois précédents et de la mauvaise tournure que prenait la guerre pour l'Italie, les conditions y étaient sans doute plus favorables qu'en Allemagne. Mais, là encore, en mars 1943 – c'est-à-dire avant les débarquements alliés en Italie – la différence entre les deux pays était minime, et non qualitative.

6^e thèse : Les profondes différences qui existaient entre les deux systèmes de terreur n'étaient peut-être pas aussi déterminantes qu'on pourrait le penser à première vue, en ce qui concerne la résistance de masse. Cette thèse n'est pas définitivement établie car, pour l'instant, un travail qui ressemblerait un tant soit peu à une histoire sociale de la peur nous fait défaut.

Le problème a deux aspects : le premier concerne l'intensité de la terreur exercée par le régime au niveau individuel. Dans les années 30 et au début des années 40, la police politique italienne avait recours au passage à tabac et à de longues peines de prison ou de relégation pour lutter contre la résistance de gauche. Cette répression systématique (qui n'était pas particulièrement sanglante) était suffisante pour barrer la route à la gauche politique et pour intimider les éléments conscients de la classe ouvrière. Comme machine à fabriquer de la peur et à décapiter les mouvements de résistance, elle était très efficace. En Allemagne, avant même la guerre, on savait que les activités de résistance, les tentatives d'insurrection comportaient des risques graves : tortures, esclavage dans les camps de concentration et, à partir de 1939, une condamnation automatique à la peine capitale. Mais il n'est pas certain que la terreur nazie, beaucoup plus meurtrière, ait produit davantage de peur que le système policier italien et que, par suite, le régime allemand ait été plus stable. De nombreux Allemands, en particulier des ouvriers, ont couru des risques immenses en s'opposant, seuls ou en petits groupes, au régime nazi. En général, on estime que la torture, les camps et l'échafaud inspiraient une peur extrême et qu'il y aurait eu davantage de résistants en Allemagne si le niveau de peur y avait été moins élevé... Mais c'est là un jugement hâtif. Il faudrait au moins s'interroger sur la finalité ultime des massacres perpétrés par la terreur policière nazie pour déterminer s'ils relevaient de la pathologie ou des techniques de domination produisant de la peur. En tout cas, en Italie, la grève ne fut pas un jeu d'enfant. Parmi les grévistes arrêtés,

beaucoup furent victimes de mauvais traitements lors des interrogatoires ; pendant une longue période, ils furent déplacés de prison en prison dans des conditions atroces. Et souvent, on faisait endosser l'uniforme aux jeunes ouvriers avant de les envoyer sur le front.

Le deuxième aspect concerne une autre forme de terreur : la terreur de masse, c'est-à-dire l'ordre de tirer sur la foule. Il faut souligner que les grévistes de l'Italie du Nord n'avaient pas seulement ou principalement accepté le risque de mourir sous les coups de la terreur policière individualisée. Ensemble, ils avaient créé une nouvelle situation qui, selon toute apparence, obligeait le régime à recourir à la terreur de masse. C'était de cette manière, en tout cas, que les deux camps appréciaient la situation, et les hypothèses qu'on faisait de part et d'autre sur le recours éventuel à la force étaient foncièrement différentes de celles qu'on pouvait faire sur la terreur individualisée. La plupart des ouvriers pensaient que l'armée n'hésiterait pas à tirer en cas de soulèvement, car ils gardaient en mémoire les heurts sanglants et les campagnes de répression des années 20. Et pourtant, ils firent grève. Le 6 mars, la situation était sur le fil du rasoir : on pouvait donner à tout moment l'ordre de tirer sur les grévistes.

Il n'est pas certain que la terreur nazie, beaucoup plus meurtrière, ait produit davantage de peur que le système policier italien et que, par la suite, le régime allemand ait été plus stable.

La peur fort répandue qu'il fallait alors surmonter était d'une autre nature que la peur quotidienne qu'inspirait l'État policier « normal ». Quoi qu'on puisse penser de la terreur du régime fasciste sur le plan individuel, celui-ci était encore tout à fait capable d'engager une répression ouverte et massive. On pourrait alors objecter que, dans l'Allemagne nazie, la population ne pouvait envisager de se soulever car la terreur, sur le plan individuel, y était plus extrême et plus systématique que dans l'Italie fasciste. Mais ce n'est là qu'une thèse, rien de plus. Il est nécessaire de soumettre cet ensemble de questions à une analyse rigoureuse. En tout

cas, il ne suffit pas d'invoquer la brutalité de l'appareil policier pour expliquer l'apparition ou l'absence d'une résistance de masse.

7^e thèse : La faiblesse du système de terreur en Italie résidait plutôt dans l'infériorité, par rapport à la *Gestapo*, des méthodes fascistes de surveillance et d'investigation. L'enquête sur le réseau communiste clandestin piétina jusqu'au mois de mars 1943, alors que, par exemple, l'*Unità*, l'organe illégal du PCI, était imprimé et distribué une fois par mois depuis juillet 1942 (et toutes les deux semaines à partir de novembre 1943). En Allemagne, ce genre d'activités de résistance était impossible pendant une période aussi longue ; après juin 1941, les nouvelles organisations du Parti communiste allemand (KPD) avaient une espérance de vie qui n'excédait pas quelques mois. Il est certain que Massola s'était révélé particulièrement rigoureux, doué et ingénieux en ce qui concerne les techniques de conspiration ; de plus, en 1942, la police fasciste se distingua par l'inefficacité de ses méthodes et par l'insouciance arrogante dont elle faisait preuve sur le plan politique. Mais tout cela n'épuise pas la question posée. En particulier, l'étude comparative des deux régimes fait ressortir le nombre extrêmement bas de ●●●

●●● dénonciations à Turin. À tel point qu'en février 1943, les milieux dirigeants de la ville, qui étaient au courant de la préparation d'une grève, étaient incapables de mettre la main sur les organisateurs. D'après une version crédible des faits, la direction de la Fiat-Mirafiori savait que l'essai des sirènes d'alerte antiaérienne, prévu le 5 mars à 10 heures du matin, devait servir de signal aux ouvriers pour cesser le travail, et elle coupa les sirènes. Mais même à ce stade des événements, on ne faisait rien pour empêcher les activités de résistance. Le simple fait que la police n'ait pas été mieux informée prouve indéniablement que la classe ouvrière (et même la population de Turin) était de plus en plus mécontente et qu'elle avait perdu toute confiance dans la politique du régime. D'une manière générale, pendant l'hiver 1942-1943, les masses ouvrières qui, sans pour autant ignorer la naissance d'une nouvelle organisation clandestine, ne voulaient pas entendre parler de communisme, opposèrent aux autorités un mutisme obstiné et une attitude de méfiance absolue (*omertà*). Les militants clandestins du PCI ne pouvaient pas être certains d'échapper aux dénonciations qu'ils considéraient comme le plus grave danger auquel ils étaient exposés. D'ailleurs, au cours de la grève, un des groupes les plus énergiques de Turin fut dissout à la suite d'une dénonciation. Mais on ne tarda pas à se rendre compte que, en réalité, le processus décisif des années 1942-43 allait dans la direction opposée : que la naissance d'une sorte de communauté de souffrance en Italie du Nord, déterminée par la situation de classe, qui dépassait les grandes divisions salariales, confessionnelles et politiques au sein de la classe ouvrière, et que même les ouvriers fascistes finirent par respecter, n'était rien d'autre qu'une forme de solidarité passive. Cela permit, en particulier, à la petite organisation du PCI de profiter d'un répit d'un an et demi pour perfectionner ses méthodes de travail en toute tranquillité, et surtout, pour se faire une idée précise de l'état d'esprit qui régnait dans les grandes entreprises. La décision de lancer la grève reposait sur une bonne connaissance de la classe ouvrière turinoise. Du fait de la présence continue des militants dans les entreprises et les quartiers, les expériences et les observations que recueillaient les groupes clandestins constituaient une source sûre. À tout moment, il eût été possible par des arrestations ciblées d'étouffer ce modeste travail politique indispensable, comme c'était le cas dans l'« État SS ».

8^e thèse : Dans les milieux de la résistance allemande, il fut rarement question après 1939 d'organiser des grèves ou des manifestations illégales ; les ouvriers et les communistes italiens étaient autrement disposés à risquer le tout pour le tout car ils avaient de bonnes raisons de douter de la volonté hégémonique et de la solidité de la dictature fasciste. À partir du moment où la population prit conscience que le régime vacillait et que manifestement il restait empêtré dans ses contradictions, l'expérience pénible de l'oppression s'accompagna d'accès de colère et de mépris, sans lesquels la résistance ouverte n'aurait pu se cristalliser. À l'origine des grèves, il y avait le sentiment, alimenté par les expé-

riences quotidiennes, que le régime présentait désormais de grandes faiblesses et qu'il n'avait plus la capacité de s'imposer. Lorsque les hommes et les institutions responsables de la souffrance des masses se révélèrent être en plus des incapables et commencèrent à prendre peur, la révolte ouverte parut sensée sur le plan politique et devint même un impératif moral – malgré les risques encourus.

Il existe de nombreux exemples de cette indéniable érosion de la dictature fasciste ; nous n'évoquerons ici que les plus significatifs. Il ne s'agissait pas de mauvaises décisions ou de la faiblesse de certains dirigeants politiques. Dès la fin de l'année 1942, le régime traversait une crise générale, sur le plan militaire, économique et politique. Pour la population, l'absence de protection des grandes villes contre les bombardements alliés était bien plus grave que les défaites militaires en Afrique du Nord : cette expérience était plus aiguë en Italie qu'en Allemagne. À cela s'ajoutait l'incohérence totale de la politique d'évacuation de l'État qui, après avoir préconisé dans un premier temps la fuite vers les campagnes, essaya en janvier 1943 de faire revenir dans les grandes villes, au moyen de primes salariales, les ouvriers qui avaient été victimes des bombardements. Le régime fut contraint, par la pression d'en bas, de verser une modeste prime, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Marche sur Rome, à un plus grand nombre d'ouvriers que ce qu'il avait initialement prévu en octobre 1942.

Ainsi, avant même que l'octroi d'un treizième mois à une certaine catégorie de travailleurs ne devint le point de cristallisation du mouvement de grève, on ne pouvait plus ignorer la fragilité de l'État fasciste dans ce domaine crucial. Une telle concession, sous cette forme-là, témoignait à elle seule de la perte du sens des réalités au sein de l'administration étatique. De la même façon, début 1943, le gouvernement fut obligé de faire machine arrière dans le domaine de la politique de l'emploi : il était prévu de mener une action drastique de « ratissage » dans le secteur des biens de consommation pour lutter contre le manque de main d'œuvre dans les industries d'armement, mais cette directive fut abandonnée au début du mois de mars car elle avait suscité une forte opposition chez les ouvriers et les patrons. Le résultat qu'eurent les nouvelles interventions de l'État pour s'opposer à l'effritement sensible de la discipline au travail fut à peu près le même : en décembre 1941, le gouvernement étendit le domaine de compétences des cours martiales aux industries d'armement ; un an plus tard, on ordonna la création de baraquements disciplinaires spéciaux dans chaque entreprise. Ces mesures firent l'objet de critiques acerbes dans les milieux ouvriers. Cependant, la dictature ne fit guère usage de son nouvel instrument de terreur par la suite lorsque, en janvier et en février 1943, le nombre de débrayages spontanés se mit par endroits à grimper sensiblement. On a sans doute estimé que la mise en pratique de ces paragraphes répressifs n'aurait fait qu'accroître davantage la colère des ouvriers de l'armement. Ainsi l'État se donnait une double image d'arbitraire et de fragilité, et depuis toujours ce genre de menaces en l'air est le terreau dont se nourrissent les soulèvements. Au cours de ces mois marqués par

À l'origine des grèves, il y avait le sentiment, alimenté par les expériences quotidiennes, que le régime présentait désormais de grandes faiblesses et qu'il n'avait plus la capacité de s'imposer.

la confusion politique, l'oppression croissante et la chute des salaires réels, les pseudo-syndicats fascistes perdirent le peu de crédibilité qui leur restait. Leur impuissance qui se traduisait par des hésitations dans la prise de décisions ne pouvait échapper à personne. Et pendant la grève leurs représentants furent couverts de railleries. Il n'est pas douteux que la dictature subit la plus grave perte d'autorité politique sur le marché de l'alimentation. Pendant l'hiver 1942-1943, le système étatique de rationnement et de maintien des prix s'effondra presque totalement. Les cartes de rationnement qui désormais avaient perdu *de facto* toute valeur devinrent le symbole visuel d'une débâcle administrative annoncée. Le système officiel de rationnement fut progressivement remplacé par le marché noir. Le châtement exemplaire de quelques commerçants restait sans effet. Les prix du marché noir étaient si élevés que, pour les familles ouvrières, tous les produits nécessaires à la vie quotidienne étaient inaccessibles. Ainsi donc, les grévistes de mars 1943 n'étaient pas seulement affamés. Ils étaient aussi en colère contre un système administratif et économique qui était incapable de mettre en œuvre ses propres principes, ce qu'ils payaient au prix fort. Ils se sentaient dans leur droit parce qu'ils ne faisaient qu'exiger le minimum vital que l'État avait lui-même fixé et qui pourtant leur était refusé.

LA MANIÈRE DE PERCEVOIR LES CAPACITÉS POLITIQUES DU RÉGIME EST UN ÉLÉMENT DÉCISIF

En résumé, il ressort que le processus de décomposition de la dictature fasciste était déjà bien avancé quand la classe ouvrière fut disposée à tenter la grève et à reprendre l'initiative. Un processus similaire n'a pas eu lieu dans le Troisième Reich. En particulier, à cause des vastes conquêtes territoriales, le régime nazi ne connut une crise structu-

relle de cette ampleur qu'à la fin de la guerre. Ainsi l'expérience de la classe ouvrière allemande était tout autre que celle de la classe ouvrière italienne. Elle se retrouvait face à une dictature qui apparemment ne reculait devant rien pour étendre son emprise sur le plan intérieur et dont les pratiques de domination laissaient une impression de froide efficacité. Bien que, en certaines occasions, le régime donnât des signes d'inquiétude dans sa manière de gérer les grandes manifestations d'opposition – comme celles des catholiques et des jeunes dans les grandes villes – il y avait peu de place, vu d'en bas, pour mettre en doute la radicalité et l'efficacité dont les nationaux-socialistes faisaient preuve dans l'exercice du pouvoir. Les capacités politiques et organisationnelles de la dictature nazie étaient impressionnantes, tant sur le plan de l'approvisionnement que de la mise à mort.

En mars 1943, la classe ouvrière turinoise ne pouvait absolument pas être certaine du succès de la grève qu'elle menait. Mais cette tentative n'était pas complètement désespérée, car les absurdités et les contradictions de la politique de l'État, au mépris de la vie humaine, poussaient les opprimés à la contre-offensive. La particularité de l'histoire de la résistance allemande ne réside pas tant, en définitive, dans quelque différence significative entre les deux classes ouvrières, entre leurs cultures politiques ou leurs potentiels d'opposition respectifs. L'élément décisif, c'était plutôt l'inégalité des conditions qui présidaient au déclenchement d'une grève de masse : les différences de plus en plus marquées entre les deux régimes sur le plan des capacités politiques, ainsi que la manière dont celles-ci étaient perçues par leurs populations respectives. ■

Timothy W. MASON

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

L'INTERPRÉTATION DE LA LUTTE DES CLASSES :

- Barrington Moore Jr., *The Social Bases of Obedience and Revolt*, Londres 1978. [Les fondements sociaux de la soumission et de la révolte]

NB : Un ouvrage antérieur de Moore a été traduit en français : *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, (Paris, Maspero, 1969). Mason a étudié l'apport de Moore pour l'analyse de la résistance ouvrière en Allemagne dans son article « Injustice and Resistance. Barrington Moore and the Reaction of German Workers to Nazism », in : R.J. Bullen (et al.), *Ideas into Politics. Aspects of European History 1880-1950*, Londres, 1984, p. 106-108. [Injustice et résistance. B. Moore et la réaction des ouvriers allemands face au nazisme]

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE DANS L'ALLEMAGNE NAZIE :

- M. Broszat/E. Fröhlich/A. Grossmann (éd.), *Bayern in der NS-Zeit* (tome IV), Munich et Vienne, 1981. [La Bavière à l'époque nazie]

- Detlev Peukert, *Die KPD im Widerstand*, Wuppertal, 1980. [Le KPD en résistance]

- D. Peukert/J. Reulecke (éd.), *Alltag im Nationalsozialismus*, Wuppertal, 1981. [Le nazisme au quotidien]

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE ET LA CRISE DU FASCISME EN ITALIE :

- Gianni Alasia (et al.), *Un Giorno del'43*, Turin, 1983. [Un jour de 43]

- F.W. Deakin, *Die brutale Freundschaft*, Cologne et Berlin, 1964 [L'amitié brutale (les derniers jours de Mussolini)]

- Nicola Gallerano, « **Il fronte interno attraverso i rapporti delle autorità (1942-1943)** », in : *Il movimento di liberazione in Italia*, n° 109 (1972). [Le front intérieur à travers les rapports des autorités]

- Umberto Massola, *Gli scioperi del'43*, Rome, 1973. [Les grèves de 43]

- Giorgio Vaccarino, « **Die Wiederherstellung der Demokratie in Italien (1943-1948)** », in : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 1973 (21), p. 285 sq. [Le rétablissement de la démocratie en Italie 1943-1948]

Immanuel Wallerstein, sociologue états-unien né en 1930 à New-York, est notamment professeur à l'Université de Binghamton (État de New-York), professeur associé à l'Université de Yale, professeur associé à l'Université du Québec, directeur d'études associé à l'École des Hautes Études en sciences sociales (Paris), directeur du « Centre Fernand Braudel pour les études des économies, des systèmes historiques et des civilisations » de l'Université de Binghamton et l'auteur de nombreux livres et articles dans des revues universitaires du monde entier (voir ci-contre sa bibliographie en langue française). Ses premiers travaux portent sur l'Afrique et il sera un des premiers intellectuels occidentaux à sortir du cadre d'analyse de la guerre froide et à étudier les rapports entre les pays développés et les autres. Il élabore alors la notion de « système-monde », notion plus riche et plus complète que celle de Tiers-Monde qu'il réfute en démontrant que les interactions entre « centre » et « périphérie » sont permanentes et qu'il n'y a pas trois mondes séparés. Il situe les origines de ce « système-monde » au XVI^e siècle, avec le début du mercantilisme. Dans cette construction, il utilise à la fois les ressources de l'analyse économique et sociale de Marx et les outils de l'analyse historique de Fernand Braudel. À ce titre on peut le considérer comme un des premiers intellectuels critiques de la mondialisation.

L'article traduit par COMAGUER (bulletin n° 149, semaine 27, 2006 comaguer@nomade.fr), et dont l'auteur a accepté et approuvé la traduction, a été publié dans la revue *Commentary* de l'Université de Binghamton (n° 186, juin 2006) et repris, comme nombre de ses articles, dans le quotidien mexicain *La Jornada* du 19 juin 2006.

À qui appartiendra le XXI^e siècle ?

Les États-Unis vont-ils garder leur prédominance économique, politique et culturelle sur le système-monde au XXI^e siècle ? Une autre puissance pourrait-elle émerger et reprendre le flambeau ? Début de réponse avec l'examen des hypothèses les plus probables sur l'évolution de la situation mondiale d'ici à 2025.

En 1941, Henry Luce¹ proclama que le XX^e siècle serait le siècle américain. Depuis lors, la plupart des analyses ont été d'accord avec lui. Le XX^e siècle fut évidemment plus que le siècle états-unien. Ce fut le siècle de la décolonisation de l'Asie et de l'Afrique. Ce fut le siècle de l'épanouissement, en tant que mouvements politiques, du fascisme et du communisme. Ce fut aussi, tout à la fois, le siècle de la grande dépression et de l'incroyable expansion, sans précédent, de l'économie-monde pendant les 25 années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale.

Ce fut cependant le siècle américain. Dans la période 1945-1970, les États-Unis se transformèrent en puissance hégémonique incontestable et modelèrent le système-monde à leur convenance. Les États-Unis devinrent le premier producteur, la force politique dominante et le centre culturel du système-monde. Bref, les États-Unis dominèrent la scène, au moins pendant un temps.

Aujourd'hui, les États-Unis sont dans une décadence visible. De plus en plus d'analystes commencent à le déclarer ouvertement, bien que la position officielle de la classe dirigeante US soit de le nier vigoureusement, comme le fait également une certaine fraction de la gauche mondiale qui insiste sur la persistance de l'hégémonie de ce pays. Mais partout, les réalistes à la pensée claire reconnaissent que l'étoile états-unienne est en train de pâlir. La question sous-jacente à toutes les prévisions devient alors : « À qui appartiendra le XXI^e siècle ? »

Bien sûr, nous ne sommes qu'en 2006 et peut-être est-il trop tôt pour répondre

à cette question avec quelque certitude. Cependant, partout dans le monde, les dirigeants politiques font des calculs autour de la réponse à cette question et formulent leurs politiques en conséquence. Si nous reposons la question et nous demandons simplement comment pourrait se présenter le monde en 2025, nous serons peut-être en mesure de dire au moins quelque chose d'intelligent.

LE MONDE EN 2025

Fondamentalement, il y a trois types de réponses à la question sur ce que sera l'état du monde en 2025. La première est que les États-Unis jouiront d'une ultime vigueur, d'une résurgence de leur puissance et continueront à dominer le poulailler en l'absence de tout concurrent militaire sérieux. La seconde est que la Chine remplacera les États-Unis comme superpuissance mondiale. La troisième est que le monde deviendra le champ d'un désordre multipolaire, anarchique et relativement imprévisible. Examinons la validité de chacune d'elles.

CONTRÔLE ÉTATS-UNIEN

Les États-Unis en tête ? Il y a trois raisons d'en douter.

La première est une raison économique : c'est la fragilité du dollar états-unien en sa qualité d'unique monnaie de réserve dans l'économie-monde. Le dollar est soutenu aujourd'hui par les achats massifs de bons du trésor par le Japon, la Chine, la Corée et d'autres pays. Il est très peu probable que cela dure. Quand le dollar chutera de façon dramatique, cela produira momentanément un accroissement des produits manufacturés², mais

les États-Unis perdront le contrôle de la richesse mondiale et leur capacité à augmenter leur déficit sans sanction immédiate sérieuse. Les niveaux de vie baisseront³ et apparaîtront de nouvelles monnaies de réserve, y compris le yen et l'euro.

La seconde est militaire. L'Afghanistan et l'Irak encore plus, ont démontré ces dernières années que les avions, les navires et les bombes ne suffisent pas. Une nation doit aussi disposer d'une force terrestre pour vaincre la résistance locale. Les États-Unis ne disposent pas d'une telle force et ils n'en disposeront pas pour des raisons de politique intérieure. C'est pourquoi ils sont condamnés à perdre de telles guerres.

La troisième est politique. Les nations du monde entier aboutissent à la conclusion logique qu'aujourd'hui ils peuvent défier politiquement les États-Unis. Prenons l'exemple le plus récent : L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), qui réunit Russie, Chine et déjà quatre républiques d'Asie Centrale⁴, est prête à s'étendre en incluant l'Inde, le Pakistan, la Mongolie et l'Iran. Ce dernier pays a été invité au moment même où les États-Unis tentaient d'organiser une campagne mondiale contre le régime iranien. Le *Boston Globe* a défini, avec justesse, l'OCS comme une

« alliance anti-Bush » et un « glissement tectonique dans la géopolitique mondiale ».

DÉVELOPPEMENT CHINOIS

La Chine prendra-t-elle la tête d'ici 2025 ? Il est tout à fait clair que la Chine fait très bien en matière économique, qu'elle développe considérablement ses forces militaires et qu'elle commence à jouer un rôle politique important dans des régions bien au-delà de ses frontières. La Chine sera indubitablement plus forte en 2025. Elle est cependant confrontée à trois problèmes qu'elle doit régler.

Le premier est interne. La Chine n'est pas stabilisée politiquement. L'importance de la réussite économique et le sentiment nationaliste plaident en faveur du régime du parti unique. Mais la Chine doit affronter le mécontentement d'environ la moitié de la population qui se sent exclue des bénéficiaires, et le mécontentement de l'autre moitié en raison des limites de leur liberté politique.

Le second problème est lié à l'économie-monde. L'incroyable expansion de la consommation en Chine (comme en Inde) prélèvera sa dîme sur l'écologie mondiale et sur les possibilités d'accumulation du capital. Un trop grand nombre de consommateurs et trop de producteurs auront de grandes répercussions sur les niveaux de profits mondiaux.

Le troisième problème réside chez les voisins de la Chine. Si elle réussit à réintégrer Taiwan, si elle aide à régler la réunification de la Corée et si elle parvient à se concilier (psychologiquement et politiquement) le Japon, il se créera dans ce cas une structure géopolitique unifiée en Asie orientale qui pourra occuper une position hégémonique.

Ces trois problèmes peuvent être résolus, mais ce ne sera pas facile. Et il n'est pas certain que la Chine parvienne à surmonter ces trois difficultés d'ici 2025.

Le dernier scénario est celui de l'anarchie multipolaire et de fluctuations économiques désordonnées. En raison de l'incapacité de l'ancien pouvoir hégémonique à se maintenir, de la difficulté d'en établir un nouveau et de la crise de l'accumulation du capital, ce troisième scénario paraît le plus probable. ■

Immanuel WALLERSTEIN

Notes du traducteur :

1. Henry Luce : célèbre éditeur éditorialiste états-unien (1898-1967) fondateur des grands magazines *Time*, *Fortune* et *Life*. Soutien actif du Parti républicain, il se signalera après la Deuxième Guerre mondiale par son anti-communisme, puis par son anti-castrisme virulents. Ancien étudiant de Yale, il fut membre de l'étrange confrérie secrète des diplômés de cette université : les *Skulls and Bones*.

2. Il s'agit de l'accroissement des exportations des produits *Made in USA*.

3. Aux États-Unis.

4. Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan.

BIBLIOGRAPHIE EN FRANÇAIS

- *L'Afrique et l'indépendance*, Paris, Éditions Présence africaine, 1966.
- *Les inégalités entre les états dans le système international : origines et perspectives*, Centre Québécois des Relations Internationales, Université Laval, Québec, 1975.
- *Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Paris, Éditions Flammarion, 1980.
- *La crise, quelle crise ?* (avec S. Amin, G. Arrighi & A. G. Frank), Paris, Éditions François Maspéro, 1982.
- *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750*, Tome I ; *Le Système du monde du XV^e siècle à nos jours*, Tome II, Paris, Éditions Flammarion, 1984.
- *Race, nation, classe : les identités ambiguës* (avec Étienne Balibar), Paris, Éditions La Découverte, 1988 [réédition La Découverte/Poche, 1997].
- *Le capitalisme historique* [nouvelle édition 2002, avec la postface : « La mondialisation n'est pas nouvelle »], Paris, Éditions La Découverte, 1985.
- *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.
- *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde* (avec S. Amin, G. Arrighi & A. G. Frank), Paris, Éditions La Découverte, 1991.
- *Ouvrir les sciences sociales*, Paris, Éditions Descartes & Cie, 1996.
- *Letters from the President 1994-1998*, Madrid, International Sociological Association, 1998. [anglais/français/espanol]
- *L'Après-Libéralisme. Essai sur un système-monde à réinventer*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999.
- *L'histoire continue*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999.
- *L'Utopistique, ou les choix politiques du XX^e siècle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2000.
- *Une nouvelle phase du capitalisme ?* (avec François Chesnais, Gérard Duménil & Dominique Lévy), Paris, Éditions Syllepse, 2001.
- *Sortir du monde états-unien*, Paris, Éditions Liana Levi, 2004.



Ci-dessus de gauche à droite :

- La station de métro Porte-Dorée, Paris-Soir, 22 mai 1937.

- Laetitia Toureaux dans Détective, 1937.

- « Les inspecteurs examinent le wagon tragique », Paris-Soir, 22 mai 1937.

LAETITIA TOUREAUX ET LA

LE CRIME DU MÉTRO PO

L'affaire Laetitia Toureaux, assassinée dans le métro parisien le 16 mai 1937, eut d'autant plus de retentissement qu'elle ne fut jamais élucidée. Au fur et à mesure de l'enquête, on découvrit les multiples facettes, troublantes, de la victime. Mais le témoignage d'Yvonne Riou, à travers cet article de sa fille Liliane, est le premier à établir les relations de Laetitia Toureaux avec le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Mussolini.

Le 17 mai 1937 au début de l'après-midi, Victor R. et Yvonne C. sont à table, dans leur chambre sous les toits au 115 de la rue Saint-Maur, lorsque le concierge, nommé Tranchant, frappe à la porte :

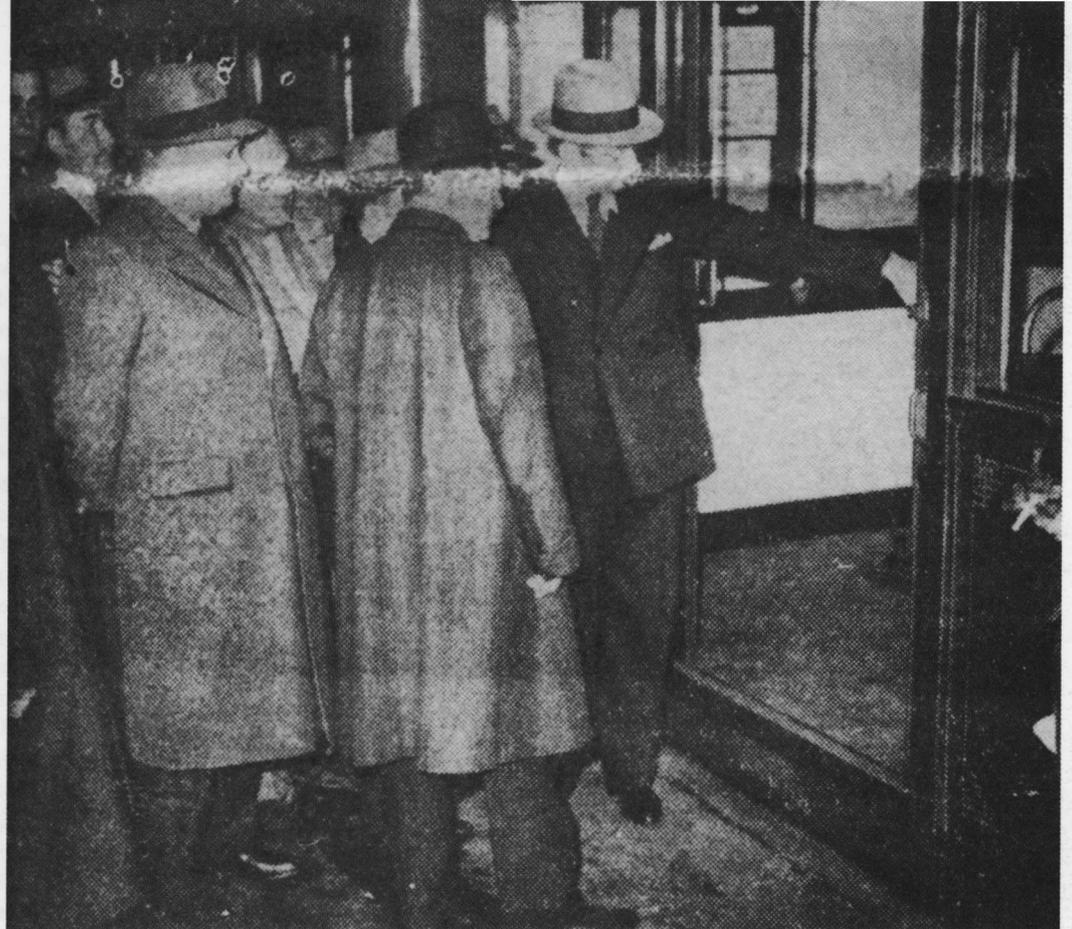
« Vous savez la nouvelle ? Yolande s'est fait assassiner... »

À sa main *Paris-Soir* qui annonce sur trois colonnes à la une « le crime mystérieux du métro », avec la photo de « la blonde Laetitia », l'amie de René. On les voyait souvent ensemble chez Rique, le bistrot au bas de l'immeuble, le point de ralliement de la petite bande. M. Tranchant lit à haute voix : « Dans le métro aux cahots irréguliers, dans cette cage de verre roulante où les voyageurs vont et viennent dans un mouvement perpétuel, une femme est assise, assassinée, un couteau planté dans le cou, sans

qu'une goutte de sang ait coulé, elle continue son voyage, immobile, les yeux ouverts... » Victor fait signe au concierge de ne pas continuer : Yvonne est enceinte. Elle accouchera trois semaines plus tard.

L'affaire Laetitia Toureaux commence. Tout de suite, les imaginations s'enflamment autour de ce « beau crime » : « Aucun début de roman policier n'a autant de violence, d'attrait, de mystère que l'arrivée à la scène de l'actualité du crime du métro » s'enthousiasme *Détective*. Le premier crime dans le métro de Paris – il y avait eu des précédents à Londres et à New York – commis à une heure de grande affluence, le dimanche de la Pentecôte.

Laetitia T. quitte seule L'Ermitage, le bal musette de Maisons-Alfort, à 18 heures. Elle prend l'autobus, remarquée, jolie femme, le



A JOYEUSE BANDE PORTE-DOREE

ruban rouge de la légion d'honneur - croit-il - épinglé sur le revers de son tailleur vert, par le receveur qui la suit des yeux tandis qu'elle descend à la Porte de Charenton et s'engage dans la bouche du métro.

À 18 h 30, les usagers montés en première classe dans la rame n° 382, à la station Porte-Dorée, voient le corps de la seule voyageuse assise dans le compartiment basculer et tomber à la renverse, un couteau planté dans le cou. Le jeune agent de police appelé sur le lieu dégage l'arme de la blessure, un flot de sang jaillit. L'artère fémorale était touchée, la victime prononçait encore des paroles indistinctes. Brouillées sont les éventuelles empreintes sur la manche. La station n'a pas été bouclée.

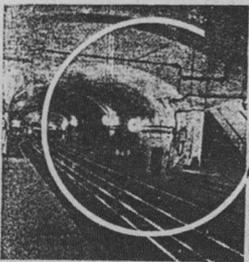
Les témoins sont formels : personne n'est descendu du compartiment. L'enquête établira que l'assassin n'a pas pu se cacher. Il a donc agi à la Porte-de-Charenton même, en quelques secondes, avec une audace impressionnante.

Cette sûreté d'œil et de main pourrait être celle d'un fou ou d'un sadique, voués à la répétition de leur acte. C'est dans cette direction que la police judiciaire oriente tout d'abord l'enquête, d'emblée sous le signe de la défaite - au risque de semer la panique parmi les milliers d'habitueus du métro - avant de se tourner vers le

SANS PRECEDENT : UN CRIME DANS LE METRO

LE MYSTERE DE LA RAME N° 382

VU PAR LE COMMISSAIRE GUILLAUME
DIRECTEUR HONORAIRE
DES RECHERCHES CRIMINELLES
A LA POLICE JUDICIAIRE



Pour un beau crime, c'est un beau crime. Si l'on considère que c'est un crime sans précédent, on peut dire que c'est un crime sans précédent. Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Entrez dans le métro
Le premier d'ailleurs est Lucien...
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Qui a tué ?
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Il est difficile de se représenter, sans...
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Entrez dans le métro
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Qui a tué ?
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

et de donner à son...
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Entrez dans le métro
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Qui a tué ?
Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.



Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

Paris-soir
Dimanche

Le numéro ne peut être vendu qu'accompagné de Paris-soir au prix global de 60 centimes.

LA FEMME ET SA JEUNESSE
Influence primordiale des sécrétions glandulaires

Le crime a été commis dans le métro, à la station Porte-Dorée, le 22 mai 1937.

LE CRIME DU MÉTRO PORTE-DORÉE



Laetitia (à droite) avec la « joyeuse bande » (Victor, Yvonne, Charles, René) sur l'embarcadère de L'Ermitage, le bal musette de Maisons-Alfort.

●●● milieu. Mais « Si quelqu'un sortait la lame, ce serait dans l'intimité, pas dans un wagon de première » remarque un truant interrogé par *Paris-Soir*. Et « la frangine du métro ne dansait pas avec des jules, mais avec des petits boulots qui fréquentent le samedi et le dimanche les bals de quartier ».

LA BANDE

Sur la photo conservée par Yvonne C. : l'embarcadère, L'Ermitage, devant la Seine. À l'exception du « grand » Maurice qui prend la photo, tous s'avancent le regard fixé sur l'objectif en perspective plongeante. À gauche Victor R. le chapeau relevé – ainsi que le « fou chantant » l'année suivante – Yvonne à son côté. Au milieu le « petit » Charles, Charlot, en casquette. À

droite René dit affectueusement « gros René » et Laetitia-Yolande, la veuve blanche et noire...

Yvonne est ouvrière en cartonnage, René ouvrier en lustrerie, Maurice facteur. Victor, carrossier et Charles, ébarbeur, habitent la rue Saint-Maur dans le XI^e arrondissement. Ils étaient tous trois allés à la même école, dans le quadrilatère où tomba la dernière barricade de la Commune. L'amitié persista à travers la vie du quartier et la fréquentation des bals.

Près du carrefour de la rue Saint-Maur et de la rue Oberkampf, au point de contact de trois quartiers, leurs populations transfuges, leurs faux airs de relais villageois qui ne se sont jamais blottis auprès d'un clocher, est le 115 de la rue Saint-Maur. Au sixième étage, Yvonne essaye les chapeaux que confectionne sa voisine, qu'on appelait Ninette : « Prenez-en un, vous le paierez en trois fois ». La modiste ne tardera pas à s'agrandir : « Elle a disparu dans une rafle, en 42... Le cordonnier du 109, juif lui aussi, qui réparait les souliers du bal quel que soit leur état, ça ne fait rien, donnez-les moi... Si on n'avait qu'une seule paire de chaussures, forcément des escarpins... Il a été emmené avec quatre de ses enfants... Dans ces années-là quand j'allais faire une course chez un commerçant du quartier, si le rideau de la boutique était baissé, mon cœur se serrait... » Disparus aussi, les noms. Sur le coup, urgence de l'oubli.

Ici des gens du Nord, Bretons, Alsaciens, Russes, Italiens ont un jour, parfois posé une valise, souvent entassé dans un espace exigu un mobilier pléthorique. Émigrés de la première ou de la seconde génération, pas assez nombreux pour former une communauté distincte. Là où tout un chacun vient d'ailleurs, personne n'est étranger. La réciprocité s'impose. Au 115, chez Rique l'Auvergnat, Laetitia Toureaux elle aussi sera accueillie sans méfiance.

C'est l'été 1936 : « On sortait en bande ». Laetitia a 29 ans. Pour Yvonne qui en a 18, c'est une vieille. Aucune femme ne fait partie de la bande en son nom propre, mais en tant que compagne. L'amitié entre hommes est sacrée. Elles se fréquentent sans être amies.

LES PETITS PAS DE L'ENQUÊTE

Le lendemain du meurtre, la photo en première page des journaux, prise avant son veuvage alors que Laetitia avait une vingtaine d'années, montre une jeune femme aux yeux et aux cheveux clairs, au sourire avide. La presse se cristallise sur ses amours. Heureusement pour lui, René S. faisait son service militaire à Longwy. Il était en faction à la caserne à l'heure du drame. D'autres amoureux seront mis hors de cause. Madame Toureaux, qui dans les premières éditions « forçait le respect et appelait l'amour », vire à « Laetitia, femme

légère ». La vérité se situait dans les nuances. René était sa seule liaison connue. Un témoin précise : « Elle riait, mais il fallait rester copain ».

Au fur et à mesure que l'enquête avance à « petits pas » reconnaît la police judiciaire, les personnalités multiples de Laetitia-Yolande, un peu cachottière, puis philanthrope et pisteuse sont dévoilées. C'est par les journalistes qu'on l'a su : Laetitia avait été employée comme détective. Elle était parrainée à la « Ligue du Bien Public » par un inspecteur de police – ce qui explique le ruban rouge rayé de noir au revers de son tailleur, le jour du meurtre, fausse légion d'honneur destinée à faire impression et à faciliter les enquêtes. On sait par le témoignage du receveur d'autobus que le procédé était efficace.

Quelques jours après le début de l'enquête, Yvonne, enceinte jusqu'aux yeux, est convoquée non pas seule, mais avec Victor R. et Charles I. Les témoins ne sont pas interrogés séparément, d'abord, mais ensemble, tout de suite... Un Maigret à rebours. Le commissaire Badin – « Il ne nous a même pas fait asseoir. On est entrés, on est ressortis aussi sec » : « Naturellement, vous ne savez rien ? »

Le ton est affable, à peine interrogateur... l'évidence même. Quelques minutes plus tard, sur le trottoir du quai de Gesvres, le trio respire. Bien sûr qu'ils ne savent rien : « On n'avait aucun intérêt à témoigner, on ne voulait pas être mêlé à cette histoire, à sa vie. Plus rien à faire avec elle. Trop contents de se défilier ». Au soulagement d'Yvonne se mêlait un certain désappointement : « Il nous a pris pour des petits cons ». À quelques centaines de mètres de là, dans la cour de la police judiciaire quai des Orfèvres, les journalistes transpirent par 30° à l'ombre. Plein de sollicitude pour les témoins, le commissaire les a « entendus » à la Préfecture...

Yvonne C. accouche le 10 juin. Lorsque, accompagnée de sa sœur, elle quitte la maternité de la Salpêtrière, son bébé dans les bras, l'inspecteur Coquibus – un nom qui ne s'invente ni ne s'oublie – est là qui l'attend. Denise s'inquiète, il la rassure : « Ce sera juste un tout petit entretien... simple formalité ». Au fond d'un café, il met sous les yeux d'Yvonne des photos de Laetitia T. – « Il voulait voir si j'étais jalouse » – et enchaîne : « Elle était moins jolie qu'on l'a dit, mais très bien faite : je l'ai vue à la morgue... » Yvonne approuve : « Je l'ai aidée à se faire une robe, chez elle dans son deux-pièces près du Père-Lachaise. Elle avait acheté du tissu mauve... une sorte de crêpe... du satin retourné... une robe de soirée... » Soixante ans plus tard, Yvonne achève la phrase qu'elle avait alors au bord des lèvres : «... tandis que j'épin-

glais sur elle le tissu mauve, elle me dit qu'elle devait se rendre en Italie, à une réception du comte Ciano... »

Depuis la fin mai, l'enquête était au point mort. Le 18 juin, *Paris-Soir*, renseigné par la sœur d'Yvonne C., sort son joker : « La police n'a-t-elle pas entendu cette grande, belle et mince brune aux yeux noirs, M^{lle} Yvonne C. ? L'affaire Laetitia Toureaux rebondit : Yvonne C., une inconnue ? Allons donc... Nous sommes au regret d'affirmer qu'elle a été longuement entendue voilà quelques jours à peine... Ne faudrait-il pas s'intéresser à la joyeuse bande... ? »

LA MOUCARDE

Ce *Soir*, le quotidien communiste dirigé par Louis Aragon le révèle, un certain M. Rouffignac, qui employait Laetitia T. comme pisteuse, l'avait recommandée à son client, M. Maxi, patron d'une firme en conditionnement de cirage, à la recherche d'une personne « de confiance ». Pour quoi faire ? « On peut souligner à l'attention du lecteur le mode de recrutement de certaines entreprises. Les compagnes de travail de Laetitia la jugent "serviable, bonne, ●●●

Soixante ans plus tard, Yvonne achève la phrase qu'elle avait alors au bord des lèvres.



LE CRIME DU MÉTRO PORTE-DORÉE

●●● gaie, aimable". *Que penseraient-elles de ses véritables activités ? Et était-elle uniquement au service d'une agence privée ?* »

Alors qu'elles attendaient le métro, Laetitia-Yolande proposa à Yvonne d'entrer au Lion Noir, la fabrique de cirage où elle-même était, soi-disant, conditionneuse. Il fallait, pour un salaire nettement meilleur que celui de la cartonnerie « *dépister, mine de rien, les ouvrières qui commençaient à s'organiser* ».

« *Les rouges, je les ai à l'œil.* »

Yvonne refuse net : « *Moucharder les copines, ce n'est pas mon genre.* »

« *C'est à ce moment-là qu'elle s'est mise à me reparler du comte Ciano : "Je vous emmènerai en Italie, je vous présenterai à ces messieurs, au comte Ciano"...* »

Quelques mois plus tard, Laetitia revient à la charge :



« La mère de la victime à sa sortie du bureau du juge d'instruction ». Paris-Soir, 22 mai 1937.

« *Est-ce que vous êtes peureuse ?* »

« *Elle n'insistait jamais, elle ne cherchait pas à en imposer, mais elle ne renonçait pas non plus* ». Cette fois, il s'agissait de tenir le vestiaire dans un grand café de Pigalle : « *Si je reconnaissais un client d'après les photos qu'on m'aurait remises, je devais téléphoner à "l'organisation" et rester calme, même si j'entendais des coups de feu* ».

Yvonne est tentée : « *C'était très bien payé. Elle a vu qu'on était fauchés* ». De retour au 115, elle en parle à Victor :

« *Tu te rends compte qu'elle te demande de faire l'indicatrice ?* »

– *Mais cette fois, ce sont des gens qui ont fait des sales coups.*

– *Pas forcément. Tu ne sais pas ce que c'est, mais tu sais ce que tu risques. Ne vas pas te mettre dans un truc comme ça.* »

À partir de là, le couple se stabilisant, la grossesse d'Yvonne annoncée à la fin de l'automne, Laetitia-Yolande lâche prise : « *René S. était parti au service militaire, sa liaison avec lui touchait à sa fin, nous nous sommes perdues de vue* ».

Pourtant un souvenir émerge : « *Le 31 décembre 1936, la nuit du réveillon, on avait été manger des escargots dans un bistrot de la rue de Charenton. À la table voisine, sur le coup de minuit, une autre bande s'est mise à fredonner l'Internationale. Yolande était assise en face de moi. Elle était outrée : "Ça y est, ça commence, encore des rouges... Il ne manquait plus que ça." Je n'avais jamais cherché à approfondir le sujet, j'avais bien autre chose en tête, mais à ce moment-là, je me suis dit qu'elle était fasciste. Absolument fasciste.* »

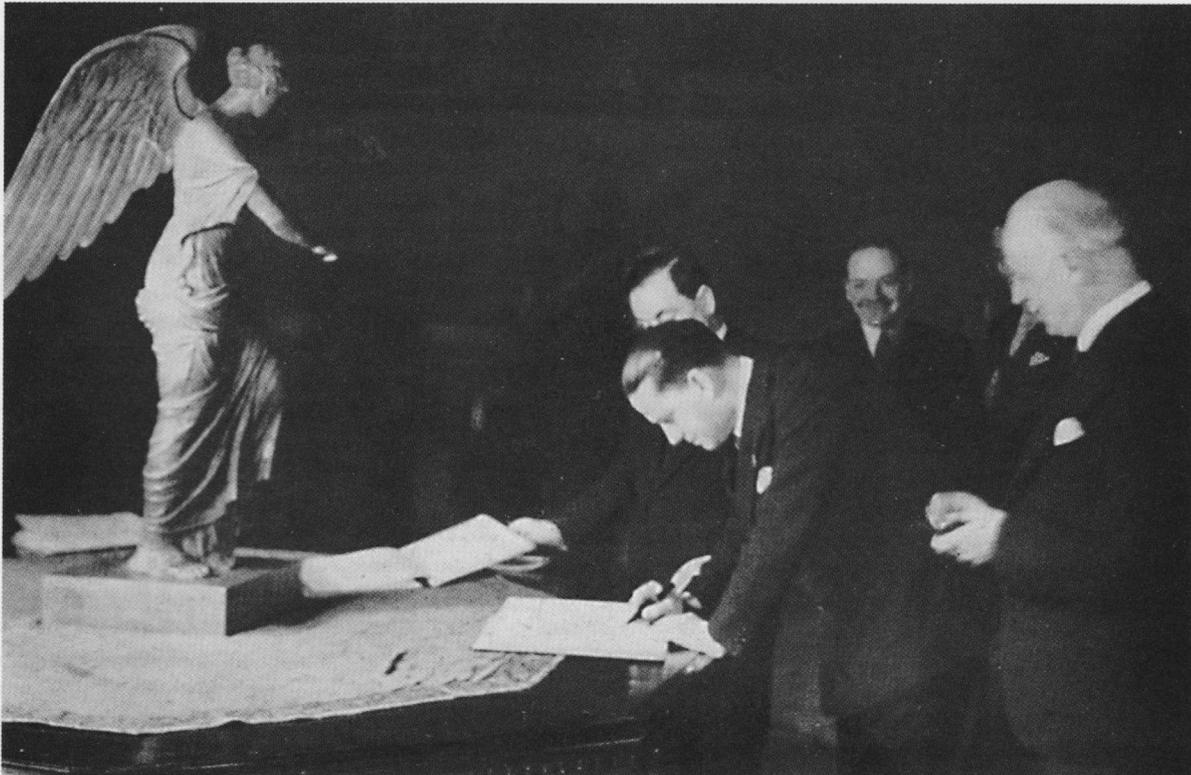
« *Elle a jeté son dévolu sur moi parce que j'étais très jeune. Elle a pensé qu'elle pouvait m'influencer. Elle n'avait pas besoin de confidente, ce qu'elle voulait, c'était un "mouton".* »

« *Ce qui caractérisait Laetitia, c'était la banalité... aucun signe distinctif... sauf un grain de beauté, une mouche sur le visage. C'était une femme très comme il faut, convenable.* »

« *Son appartement – une vraie chance ce deux-pièces à l'époque, 3 rue Pierre-Bayle, à la lisière du Père-Lachaise – un quartier retiré, à la limite du XI^e et du XX^e. Trop bien rangé, il donnait une impression de froid, comme s'il était inhabité. La photo de son mari, quelques vêtements... Le lit était en acajou, genre empire ("ses yeux fixant le tour de la chambre aux meubles d'un acajou sombre et brillant, d'un approximatif style Empire", écrit Alberto Moravia à propos du mobilier du Conformiste)... J'ai pensé que c'était une escale...* »

LAETITIA-YOLANDE

Née en Italie en 1907, dans le val d'Aoste qu'elle quitte à l'âge de 20 ans – alors que va se déclencher la « grande » crise – d'une famille migrante d'origine rurale, une mère couturière, deux frères



Le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères italien, signe le « gentlemen's agreement » entre l'Italie et la Grande-Bretagne au palais Chigi, à Rome. Janvier 1937. L'illustration, 9 janvier 1937.

peintres en bâtiment, elle-même fausse manutentionnaire, indicatrice avérée, Laetitia Toureaux est en rupture de province, de nation, de classes paysanne et ouvrière.

La plus lointaine source de document qui nous informe à son sujet émane de *Paris-Soir* du 26 mai 1937 : « En 1929, à la suite d'une bataille rangée qui opposa pendant près de trois ans à Paris les militants d'un parti politique au pouvoir dans un pays voisin de la France et leurs compatriotes immigrés, nous avons appris que l'ambassade de ce pays entretenait une police privée et que celle-ci était constituée par l'agence P., située dans le quartier Saint-Denis, dirigée par un ancien commissaire central de province (décédé le mois dernier). P.M. employait comme indicatrices chez les immigrés diverses jeunes femmes, parmi lesquelles une dame Nourrissat ».

L'itinéraire de Laetitia T. est un aller-retour, depuis sa naissance aux marches de l'Italie, à la lisière de la France. Pays bilingue, prénom italien, patronyme français, Laetitia Nourrissat se change en Yolande Toureaux.

Le rapport cité dans *Paris-Soir* mentionne une dame Nourrissat, alors qu'elle avait épousé le fils d'un de ses patrons, orfèvre, un monsieur Toureaux mort des suites d'une tuberculose. Marquée, peut-être déstabilisée par son veuvage – il n'était pas de semaine où elle ne fit une ou plusieurs visites à la tombe de son mari – elle confia à son père : « Mes activités m'empêchent de penser à mes malheurs », mais elle était engagée dans le fascisme avant son veuvage.

Laetitia T. voit sa famille plusieurs fois par semaine, tout en lui cachant ses véritables activités (Madame Nourrissat mère interroge les journalistes : « Qu'est-ce que c'est, une indicatrice ? ») et de ce fait, est mentalement séparée d'elle. De même, elle est extérieure à l'entreprise qui l'emploie en tant qu'« observatrice » « bonne, charitable ».

Éternelle déplacée, partout rapporteuse, partout pièce rapportée. Même aux Fasci où, dangereusement, elle ne se limite pas au domaine féminin, elle est en porte-à-faux.

Les polices italiennes et françaises suivaient très attentivement les activités des immigrés en général et le fort mouvement d'allées et venues de l'Italie vers la France. « Le privilège de sortir du pays n'est octroyé qu'à des gens fidèles au régime, ou pour des voyages de fonction. La police, seule, décide si une personne peut voyager à l'étranger ou non¹ ». Laetitia T. quant à elle a un passeport visé.

Paris-Soir relève un appel téléphonique venu de Rome qui, une nuit, jeta le trouble dans le petit village natal de Laetitia T., Ajate ; elle y résida en juillet 1936, à l'époque où, tandis qu'Yvonne C. l'aidait à ajuster une robe du soir, elle lui dit qu'elle devait aller à une réception du comte Ciano.

LE COMTE CIANO ET LES FRÈRES ROSELLI

Le gendre de Mussolini était en 1937 un ministre des affaires étrangères au faite de sa puissance, l'espoir des jeunes fascistes qui comptaient sur lui pour renouveler le régime et ●●●

1. Rezo de Felice, *Le fascisme*, Que sais-je.

●●● relancer le fascisme². Il fut assassiné en 1943 avec le consentement du *Duce*.

Ce Soir du 10 juin rappelle un certain nombre d'attentats : « *Qui étaient les inspireurs de l'attentat de Marseille ?* » (contre Alexandre de Yougoslavie). « *Un Italien, Bonfanti, tua l'antifasciste Clérico. Belso tue, à l'arme blanche, l'antifasciste Montanari : Ces attentats sont en correspondances avec le comte Ciano* » affirme le journal.

Le 9 juin 1937, le corps de deux Italiens assassinés à coup de revolver et achevés à l'arme blanche sont découverts dans un bois près de Bagnoles-de-l'Orne. Les victimes sont les frères Rosselli, antifascistes notoires. Carlo Rosselli surtout est un adversaire intraitable du fascisme. Avec l'anarchiste Berneri, il fonde une brigade constituée d'environ 150 engagés qui combattent aux côtés des autonomistes catalans et des anarchistes de la Confédération Nationale du Travail. Blessé sur le front d'Aragon, il rentre en France où il continue à recruter des volontaires. Non intégrés aux Brigades Internationales – indignés par les pratiques stalinienne dont la liquidation de Berneri – ils sont cependant à Guadalajara où les troupes populaires, toutes divisions surmontées, mettent en échec l'armée nationaliste et ses alliés : « *Elle est finie*, écrit Rosselli à son retour d'Espagne, *la fable d'un antifascisme qui ne sait pas se battre. Finie la diffamation d'un prolétariat incapable de réagir contre le fascisme*³ ».

La nouvelle de l'assassinat des frères Rosselli cause dans les milieux émigrés italiens une vive émotion. Cet attentat « *minutieusement préparé et farouchement accompli*, écrit *Ce Soir*, *n'est que le premier d'une longue série qui commence* » et, le 14 juin :

« *Dans combien de temps enquêtera-t-on dans les milieux fascistes. La police sait pourtant d'où viennent les tueurs et sur l'ordre de qui l'on tue. Le meurtre accompli, les assassins ont disparu. Ils restent introuvables dans l'affaire Toureaux...* »

« *Le crime de la forêt normande* » aussi gardait son secret. La presse ne manque pas de faire des rapprochements : « *Trop de meurtres sont restés impunis, Laetitia Toureaux, entre autres, a été exécutée à l'arme blanche* ».

Une foule évaluée à plus de 10 000 personnes accompagne les cercueils des frères Rosselli « *hissés à bras d'homme sur les fourgons qui les conduisent de la Maison des Syndicats, à la Grange-aux-Belles, jusqu'au cimetière du Père-Lachaise. Drapeaux rouges et drapeaux italiens voisinent*⁴ ». Ce fut l'une des dernières manifestations d'unité à la base du Front Populaire (le gouvernement Blum tombera le 21 juin).

Le 15 février 1945, au cours de la procédure ouverte à Rome sur les crimes des services spéciaux mussoliniens, l'ambassadeur Vittorio Cerrutti, entendu en qualité de témoin, déclare : « *En septembre 1937, je fis un rapport à Ciano sur l'impression suscitée en France par l'assassinat des Rosselli et je lui parlai du poignard retrouvé près des corps. Ciano se leva, fit le tour de la table, vint près de moi et me mettant la main à l'épaule, me dit : "Vous devez admettre que l'idée de ce poignard a été une idée géniale"... Je restai éberlué* ».

Ce témoignage confirme la déposition du général Roatta, grand chef des services secrets italiens : « *Vous me rapportez que le CSAR est une organisation puissante, qui nous admire et qu'elle veut des armes. Voyons ce dont ces gens-là sont capables : Carlo Rosselli nous empoisonne. Que le CSAR nous en débarrasse donc!* »

LA CAGOULE

Le CSAR, comité secret d'action révolutionnaire, fondé en 1936, était une organisation nationaliste et militaire. La Cagoule, puisqu'il faut l'appeler par son surnom, dont le tribunal suprême ne rendait que deux verdicts : l'acquittement ou la mort, aurait selon ses dires recruté environ 12 000 membres. La bouffonnerie de ses pratiques a longuement masqué son réel péril.

Le comte Ciano avait un puissant intérêt à l'élimination de Laetitia T. Il ne s'agissait pas d'un simple règlement de comptes entre cagouleurs...

Pour la presse, les rôles étaient distribués : Laetitia Toureaux, l'affectif et le sexuel, Carlo Rosselli, l'héroïsme, à la Cagoule la farce tragique. En fait, écrira *Le Libéraire* en décembre 1937 : « *Le danger fasciste nous a frôlés* ».

Le gouvernement français, de son côté, faisait en sorte de ne pas envier ses relations

avec Mussolini, d'où la nécessité de masquer la portée politique des assassinats, dénis de la politique de non-intervention en Espagne. Ainsi que l'écrivit *Ce Soir* du 28 juin à propos de l'affaire Toureaux : « *L'effort pour aboutir au classement de l'enquête eût gagné à être moins apparent* ».

Le comte Ciano avait un puissant intérêt à l'élimination de Laetitia T. Il ne s'agissait pas d'un simple règlement de comptes entre cagouleurs, mais de raison d'État formellement fasciste. La stratégie qui visait à maintenir le si « souhaitable » rapprochement avec la France n'aurait pu être prolongée si le meurtrier des Rosselli avait été découvert et identifié comme agent de l'Italie fasciste. Selon une rumeur, un membre de la Cagoule, Locuty, aurait accusé du meurtre de Laetitia T., en 1938, Filliol, tueur à gages de l'organisation. Mais les Cagouleurs ont fait disparaître les traces de l'instruction sur les faits qui leur étaient reprochés pendant « l'occupation ».

2. Rezo de Felice, *Le fascisme, un totalitarisme à l'italienne*, Presses de la Fondation des sciences politiques, 1981.

3. Pierre Milza, *Le voyage en Ritalie*, Plon, 1993.

4. *Ibid.*

5. Jean-Raymond Tournoux, *L'histoire secrète*, Plon, 1962.

6. *Ibid.*

Quoi qu'il en soit, lorsque le fondement politique d'une affaire criminelle est dévoilé, le nom du meurtrier est d'importance secondaire. Le signataire n'est pas l'auteur. Et au printemps 1937 les deux organisations, services secrets mussoliniens ou Cagoule, sont sœurs siamoises, la seconde excroissance dépendante et fascinée de la première.

Comment les choses auraient-elles tourné si l'appartenance fasciste de Laetitia Toureaux – connue de la police judiciaire – avait été rendue publique le lendemain du meurtre ? Divulguée, une telle information n'aurait peut-être pas incité Carlo Rosselli à une circonspection qui n'était pas dans son caractère (« *Nous sommes tous des volontaires de la mort pour reconquérir la liberté perdue...* »). On est fondé à croire, avec la lucidité de l'après-coup, que dans cet exemple de recours à la violence pour atteindre à l'exercice du pouvoir, à cette volonté de frapper les esprits n'a pas répondu, de la part des pouvoirs en place, celle d'alerter, de mettre en garde, de donner l'éveil, bref, de préparer les esprits à la résistance.

Lors du procès ouvert en 1948, le CSAR répond de l'assassinat des frères Rosselli en échange d'une importante livraison d'armes par le gouvernement Mussolini. Le procès ouvert en Italie en 1945 le révèle, c'est au printemps 1937 qu'un entretien a eu lieu à Nice, près de la frontière française, entre les services secrets italiens et le CSAR⁷. Les rencontres entre les deux organisations ont été rares et difficiles à mettre en œuvre. Laetitia T. quant à elle, faisait des allées et venues fréquentes entre la Péninsule et l'Hexagone. Elle disparaissait parfois de l'agence Rouffignac, qui lui confiait « *des filatures délicates, des enquêtes ardues* », pour de courtes absences : « *Je suis prise* ».

D'après un témoignage d'Yvonne C., Laetitia T. était suivie dès l'automne 1936. Un soir d'automne, après le bal, Laetitia-Yolande demande à Victor R. et Yvonne C. de la raccompagner chez elle. Arrivés rue Pierre-Bayle, petite voie mal éclairée entre le boulevard de Charonne et la rue du Repos qui jouxte le cimetière du Père-Lachaise, à deux pas du métro Philippe-Auguste, elle se retourne : « *Regardez, quelqu'un me suit... un bonhomme habillé en bleu foncé... L'autre jour, il m'a ratée de peu, je n'ai eu que le temps de monter chez moi.* » Après un coup d'œil jeté en arrière, elle grimpe vite l'escalier : « *Elle avait vraiment peur* » se souvient Yvonne C. La persévérance du tueur, de l'automne 1936 à mai 1937, permet de mesurer l'importance de l'enjeu.

Agent de Ciano, Laetitia T. savait peut-être qui avait commandité le meurtre de Rosselli et ceux de Clérici, Montanari. Son élimination, décidée de longue date, conditionnait-elle celle de Carlo

Rosselli qui la suivra de quelques semaines ? Est-ce parce qu'elle a été supprimée en tant que témoin virtuel à propos d'un meurtre futur que l'énigme de son assassinat est restée longtemps inélucidable ?

FASCINANTE ÉNIGME

« L'innocent » qui, en mars 1948, depuis l'asile psychiatrique où il était interné, écrivit comme beaucoup d'autres à la police judiciaire pour s'accuser du meurtre de Laetitia Toureaux, fut peut-être la preuve du trouble ressenti par la population, moins à la suite du crime, de son horrible poésème et de l'impunité de l'assassin, qu'en raison de sa cause inconnue.

Un soir des années 70, Victor et Yvonne Riou, mes parents, regardent à la télévision une émission consacrée à l'affaire Laetitia Toureaux. Des anonymes revendiquent le meurtre et reprennent le refrain « *elle en savait trop* », sans que jamais la teneur de ce « trop » soit énoncée. Elle avait trop parlé, cela allait de soi ; même si l'on ne savait pas de quoi, ni où, ni quand, ni à qui, même si l'on ne pouvait pas répondre à ces questions-là.

« *Pourtant, dit Yvonne, elle n'était pas hâbleuse, plutôt froide de tête, elle ne se vantait jamais ; le contraire d'une idiote* » (comme en témoigne son habileté à brouiller ses traces en les multipliant). Ne recrutant que pour l'information indigène, elle n'aurait eu aucun intérêt à utiliser le nom du dauphin de Mussolini comme un appeau pour des oiselles. Si elle a fait les mêmes travaux d'approche vers d'autres qu'Yvonne C., ce qui est peu probable, car seule celle-ci a été signalée par Henri Nourissat en tant que « confidente » de sa sœur, ce fut non sans discernement, vis-à-vis de jeunes femmes qui, comme elle, se sont tues.

L'animateur de l'émission, Pierre Bellemarre presse les témoins de se manifester. Par-delà le temps, l'affaire garde encore son pouvoir de fascination. Victor et Yvonne Riou n'ont pas besoin de se concerter : « *Ce n'était ni le lieu, ni les conditions requises pour témoigner : il n'y avait pas de mémoire à défendre. Ma préoccupation, après le drame, a été de protéger Victor, Maurice – ils étaient anarchistes, d'un anarchisme "pas très grave" – de la vendetta* ». Implicite, le souci de sa propre sauvegarde et celle de l'enfant qu'elle allait mettre au monde.

Après la mort de Laetitia, René Schramm, très choqué, apprit par une conversation ●●●



Le comte Ciano à Tirana en 1937. L'illustration, 15 mai 1937.

7. *Idem* note 5.

LE CRIME DU MÉTRO PORTE-DORÉE



Laetitia Toureaux
(troisième en partant
de la gauche) au bras
de René Schramm.
À leur droite, Yvonne
et Victor Riou.

●●● avec Victor Riou ses véritables activités : « Elle a voulu virer de bord, c'est pour ça qu'ils l'ont tuée ». La conviction de René n'entamait pas celle d'Yvonne : « Laetitia était absolument fasciste. Elle n'avait pas la tête à faire de la politique. Elle s'étourdissait. Elle ne faisait plus le poids ». Mais avait-elle jamais fait le poids ? Elle n'était pas une espionne de haute volée. Le fait d'appartenir à la classe pauvre, de n'avoir aucune protection familiale en haut lieu l'a rendue plus que vulnérable, facile à sacrifier.

Il n'empêche : Laetitia T. n'avait à première vue aucun intérêt politique à fréquenter « la joyeuse bande », sinon celui soumis à la nécessité de recruter, et de brouiller les pistes. Un voile d'innocuité... Tâter le pouls, renseigner sur l'état d'esprit de ces couches populaires promptes à la revendication, fermes dans la grève, mais rétives à l'engagement, dont les réactions face à un coup de force fasciste n'étaient pas prévisibles. Peut-être a-t-elle jeté son dévolu sur la petite bande justement pour cela...

Yolande-Laetitia se coulait dans l'incognito parisien. Les femmes allaient au bal, seules ou

**« Laetitia était
absolument fasciste.
Elle n'avait pas la tête
à faire de la politique.
Elle s'étourdissait.
Elle ne faisait pas
le poids. »**

avec une copine, libres de refuser une danse, de changer de partenaires. Laetitia T. bénéficiait de cette liberté neuve, en contradiction avec le moralisme fasciste, croyant faire partie d'une élite missionnée avec ses prérogatives : aller au bout de ses désirs tout en baignant dans le climat populaire, en parfaite

cohérence avec le populisme mussolinien. Elle glissait vers un autre genre de vie, se rendant par là même suspecte.

Les vêtements de Yolande, autre camouflage, étaient confectionnés par sa mère couturière. L'enquête a établi que Laetitia T. vivait au-dessus de ses moyens, mais sans exagération. Un petit appartement, des voyages... Le fascisme italien rétribuait peu, voire pas du tout ses agents, censés travailler pour une cause à laquelle ils s'étaient voués. En période d'économie de guerre, les modes étrangères, surtout celles de Paris, étaient vivement déconseillées aux Italiennes, d'où la robe mauve confectionnée par elle-même (M^{me} Nourrissat n'aurait pas manqué d'interroger sa fille sur la nécessité d'une robe du soir) pour se rendre à une réception du comte Ciano. En aparté, lui rendait-elle compte

de ses missions, ce qui expliquerait que l'on ne trouve aucune trace de Laetitia Toureaux-Nourrissat au deuxième bureau italien ?

Le jour du crime, la veuve était en vert. Une renaissance, la fin d'un deuil pour le retour à l'Ermitage, la guinguette-oasis. Poursuivie depuis des mois, désespérant de se fondre dans les murs, force-t-elle la couleur ainsi que certains animaux déguisent leur angoisse d'un fard, une odeur, un son strident ?

Le 2 décembre 1935 fut « la journée de l'alliance » qui vit des milliers d'Italiennes donner leur alliance à la patrie pour financer la guerre en Éthiopie. Yvonne ne se souvient pas avoir vu une alliance, qu'elle soit en or ou en acier, au doigt de Laetitia T., pourtant très attachée au souvenir de son mari. Au reste, à la fin des fins de ce conte noir, elle n'aurait eu besoin que de l'anneau d'invisibilité.

LA BANDE ET LA GUERRE

Qu'est devenue la « joyeuse bande » ?

Charles Ignovisci et Victor Riou, faits prisonniers en juin 1940, sont rentrés en France en 1945 après 5 ans de stalag. Maurice Friedlander a été fusillé au Mont Valérien le 15 juin 1943 pour faits de résistance. Yvonne Riou, pendant « l'occupation », « prend la place » de Victor aux usines Citroën. Elle va et vient de la rue Saint-Maur à la croix de Chavaux. Montreuil, arrière-pays du XI^e arrondissement, est depuis longtemps propice au développement de ses activités industrielles et, pour l'heure, clandestines. Moins de densité humaine, moins de délateurs potentiels. Le dimanche en soirée, après avoir confié sa fille à la famille Gallousi, des immigrés italiens, pour la semaine, elle fait un crochet jusqu'à l'imprimerie Guillois, compagnon de Victor Riou pendant la drôle de guerre, évadé. Elle se revoit « *comme dans un rêve* », « oublier » un paquet de tracts sur le rebord de la fontaine Saint-Michel : « *S'il y a un contrôle dans le métro, tu t'appuies contre le mur, tu laisses doucement tomber le paquet et tu t'en vas...* »

« *C'est pendant les années de guerre surtout qu'il a fallu avoir de la chance* ». Après un temps, elle ajoute : « *Mais Maurice, lui, était juif...* » Maurice Friedlander, partisan d'actions de résistance à main armée individuelles, ou en très petits groupes, ne s'était pas joint au réseau d'André Guillois. Dès son retour de captivité, Victor Riou se rendit au café où Maurice avait ses habitudes. Le patron : « *Un inspecteur est entré : "Connaissez-vous Maurice Friedlander ?" J'allais répondre que non. Maurice s'est levé et a dit : "C'est moi"...* »

Pendant l'effondrement de juin 1940, une cohorte de prisonniers traverse la ville de Remiremont. Victor Riou – « *On a été livrés, il n'y avait plus un gradé* » – est dans le groupe de tête. Du haut d'un balcon, l'état-major allemand

jette des paquets de cigarettes à terre : « *Le premier qui y touche je lui casse la gueule ! On a marché dessus... Derrière nous, ç'a été la ruée...* » Devant le monument de la Victoire, un groupe d'anciens combattants :

« *La victoire, notre victoire !*

– *Il fallait la défendre votre victoire, pauvres cons...* »



Laetitia Toureaux.
Paris-Soir, 22 mai 1937.

Dans un recoin, une porte s'ouvre, une femme dit : « *Entrez* ». Il dit qu'il ne peut pas laisser les copains. Elle dit qu'elle comprend.

Par la suite, il tentera cinq fois de s'évader, sera cinq fois repris. Il avait fait une guerre antifasciste, avec la croix de guerre pour fait de résistance désespérée à l'avance allemande.

Cette conviction antifasciste était partagée par toute la « joyeuse bande » dès avant le meurtre de Laetitia Toureaux, qui aura été cependant un sinistre préambule, la confirmation d'un danger fasciste imminent. Une terrible leçon inaugurale. ■

Liliane RIOU

Paul-Louis Courier et Pierre-Jean de Béranger



Béranger, un portrait daté de 1850. Journées révolutionnaires 1830-1848. A. Dayot.

Les relations entre l'écrivain au regard social Paul-Louis Courier (1772-1825, voir *Gavroche* n° 147) et le chansonnier Pierre-Jean de Béranger (1780-1857) se basent sur leurs œuvres respectives, mais aussi sur leur destin commun face à la censure.

La littérature du siècle classique rend compte de la société où elle se trouve. La littérature du siècle philosophique est cohérente par rapport aux idées des Lumières. Avec le cortège des révolutions qui bombarde la fin du XVIII^e siècle et

l'ensemble du XIX^e siècle, la littérature témoigne des bouleversements tant dans les habitudes, les mentalités, que dans les modes de pensées. L'alliance entre la politique et l'activité intellectuelle se fait de manière de plus en plus étroite.

Au cours du temps, la littérature française est accessible successivement à l'élite de la société, aux couches moyennes, pour parvenir enfin dans tous les foyers au point que des hommes du peuple deviennent écrivains. Paul-Louis Courier est issu des couches moyennes. Il se situe d'ailleurs à la croisée des chemins entre une société

d'Ancien Régime et une société où le peuple tient une place de choix dans sa vie politique. Ses écrits se trouvent dans une opposition violente et ironique contre une Restauration qui cache des partisans de l'Ancien Régime comme les prêtres, les préfets, les magistrats ou les gendarmes.

LES POÈTES DU PEUPLE

Pour connaître les relations que Paul-Louis Courier a entretenues avec des écrivains ou des hommes célèbres, rien de tel que la consultation des *Lettres de France et d'Italie*¹ ainsi que de la *Correspondance générale*². Il serait intéressant de travailler sur les relations de Courier avec les poètes du peuple. Mais le pamphlétaire vécut à une époque charnière où la poésie sociale, institutionnellement née en 1840, était dans un état embryonnaire depuis le XV^e siècle.

Dans les derniers moments de sa vie, il fréquente néanmoins le premier écrivain d'expression populaire du XIX^e siècle, né en 1780, et devenu célèbre, en 1816, grâce à ses chansons contestataires. Il s'agit de Pierre-Jean de Béranger, simple commis expéditionnaire au secrétariat de l'Université au moment de leur fréquentation.

Quelles sont les circonstances qui favorisent cette rencontre ? S'apprécient-ils mutuellement dans la mesure où Courier passe pour avoir mauvais caractère ?

LA DÉFENSE DU PEUPLE

Courier et Béranger. Ces deux noms ont-ils déjà été rapprochés ? En 1852, Sainte-Beuve estime que Courier « appellerait par plus d'un endroit la comparaison avec Béranger qui, jusque dans la polémique, n'a pas moins de curiosité, d'arrangement et d'art³ ». Les *Cahiers Paul-Louis Courier* de la Société des amis de P.-L. Courier évo-

quent une fois seulement les deux patronymes dans le même article écrit, en 1970, par Jan O. Fisher, professeur à l'Université Charles IV de Prague : « P.-L. Courier dans l'histoire de la littérature du XIX^e siècle⁴ ». Fisher, qui a mené des études monographiques sur les deux auteurs, les sollicite en comparant les pamphlets de l'un et les chansons de l'autre. Il trouve des points communs dans leur manière de s'adresser au lectorat : « *Courier et Béranger s'adressent d'une manière intime à leur lecteur et à ses sentiments ; ils remplacent les interminables descriptions par le raccourci et l'esprit du jour dans leurs œuvres de "genre mineur", le pamphlet et la chanson*⁵. » L'auteur de l'article affirme qu'ils « ont été les premiers à trouver dans le détail quotidien le point de départ pour donner un tableau du monde contemporain », ce qui les détacherait, par certains côtés, du dogme de l'académisme classique et les rapprocherait, en définitive, d'un réalisme balzacien ou stendhalien.

On peut comparer le destin littéraire des deux écrivains libéraux. Un peu avant la chute du Premier Empire marqué par des affrontements militaires avec les Russes et les Allemands, ils commencent à s'inquiéter des événements non sans penser à eux-mêmes : Béranger craint que son traitement de commis expéditionnaire soit amputé⁶ ; Courier pense que cela empêchera la princesse de Salm-Dyck de venir l'hiver qui suit⁷.

En 1816, lorsque Béranger devient le « *chansonnier de l'opposition*⁸ », Courier prend lui aussi véritablement position contre la Restauration, en 1818. Les deux hommes attaquent la royauté, les courtisans, les prêtres, les magistrats, Béranger de manière moins directe : il se garde de lancer des attaques trop personnelles et insultantes ; Courier de manière plus

hargneuse, incisive et virulente. Les attaques personnelles et générales de Courier s'apparentent, en outre, au poète social occitan Auger Gaillard (1530-1595), fort doué dans le genre satirique qu'il tournait en médisance ou en morale. La critique personnelle du poète baroque visait des valets, des servantes, un avocat, ses anciens camarades de guerre, un bourgeois, un consul et un curé. Sa critique générale visait l'ignorance du corps médical, le clergé et la noblesse⁹. L'analogie avec Paul-Louis Courier est donc patente.

En 1823, lors de l'expédition d'Espagne, Béranger s'oppose à l'entrée des troupes françaises en Espagne¹⁰ dans le « *Nouvel ordre du jour* ». Cette chanson est à rapprocher du *Livret de Paul-Louis Courier, vigneron, pendant son séjour à Paris en mars 1823*¹¹, pamphlet qui explique que la guerre aura pour conséquence de rétablir l'ancien régime en Espagne et donc l'excès d'impôts pour le peuple¹².

En ce qui concerne la vision populaire, les deux auteurs partagent la même idée : le chansonnier estime avec émotion et respect que les classes laborieuses sont plus patriotes que la noblesse¹³ ; le pamphlétaire, en calculateur, affirme que le peuple est rempli de bon sens¹⁴.

Hormis le rapprochement des œuvres des deux auteurs, qui peut s'effectuer d'un point de vue social, se sont-ils côtoyés de leur vivant ?

De nombreux ouvrages de référence écartent l'approfondissement de la question tantôt en affirmant qu'ils étaient en prison en même temps, tantôt en prétendant le contraire. Savinien Lapointe, écrivain qui a bien connu le grand chansonnier, raconte dans ses *Mémoires sur Béranger* que ce dernier avait, à Sainte-Pélagie, pour compagnons de captivité messieurs de Jouy, Fontan et Cauchois-Lemaire et ●●●

1. In *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, texte établi et annoté par Maurice Allem, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1951.

2. *Correspondance générale*, présentée par Viollet-le-Duc, Paris, Klincksieck, 1976 (t. I), 1978 (t. II) ; Paris, Nizet, 1986 (t. III).

3. Sainte-Beuve, *Les Grands Écrivains français*, Paris, Garnier frères, 1930, pp. 275-276.

4. In *Cahiers Paul-Louis Courier*, mai 1970, n° 3.

5. *Idem*.

6. *Correspondance* de Béranger recueillie par Paul Boiteau, Paris, Garnier

frères, 1860, t. I, Lettre LXXI à monsieur Quénescourt de 1813 : « *Nous allons éprouver des retenues dans notre administration pour un don de chevaux* ».

7. Dans les *Lettres de France et d'Italie*, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, op. cit., Lettre CLXV à madame la princesse de Salm-Dyck du 29 septembre 1813, Courier écrit : « [...] je crains que ce vacarme, dont vous êtes plus près que nous, ne vous cause quelque inquiétude et ne vous empêche de venir ici cet hiver ».

8. Béranger, *Ma biographie*, Paris, Perrotin, 1857, p. 182 : « *La publica-*

tion de mon premier volume acheva de faire de moi le chansonnier de l'opposition ».

9. Lire Auger Gaillard : *œuvres complètes*, publiées, traduites et annotées par Ernest Nègre, PUF, Paris, 1970.

10. « *Nouvel ordre du jour* », in *Chansons*, Bruxelles, Laurent frères, 1830.

11. In *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, op. cit., pp. 164-175.

12. *Ibidem*, pp. 174-175.

13. Le 30 mars 1814, Béranger fut témoin du courage d'ouvriers devant un affrontement armé. Il raconte ce fait dans

Ma biographie, Paris, Perrotin, 1857, pp. 141-151 : « *Le peuple des ouvriers, entassé derrière la ligne de défense que j'avais voulu voir le matin, compta toute la journée sur l'arrivée de l'Empereur [...]. À la nouvelle de la capitulation, il fallait voir la stupeur et la rage de cette multitude courageuse qui a le goût et l'instinct des combats et qui, tout le jour, n'avait cessé de solliciter des armes qu'on s'était bien gardé de lui accorder* » (p. 141).

14. *Procès de Paul-Louis Courier*, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, op. cit..

●●● qu'il y avait également Paul-Louis Courier : « *Il y avait aussi M. Paul-Louis Courier, qui a remarqué un sieur Béranger qui fait bien la chanson et qui lui semble ne pas manquer d'esprit*¹⁵. »

Inversement, Emile Aron écrit dans les *Figures tourangelles*¹⁶ que Béranger « *occupa la cellule que venait de libérer Paul-Louis Courier* », ce qui laisse supposer que les deux hommes n'étaient pas en prison en même temps. Enfin, la *Correspondance*¹⁷ de Béranger ne mentionne quasiment jamais Paul-Louis Courier, sauf le 15 février 1822, quand le chansonnier écrit à Berville au sujet d'un troisième procès qui le menace alors même qu'il se trouve encore emprisonné à Sainte-Pélagie. Berville, avocat depuis 1816, avait défendu quelques mois plus tôt Paul-Louis Courier dans une affaire dont voici les faits précis.

AVANT LA RENCONTRE

Le gouvernement de la Restauration voit, peu de temps après son instauration, ses adversaires se regrouper en une société secrète. Les personnes qui la composent – des républicains, des anciens jacobins et d'anciens opposants de Bonaparte – n'avaient donc pas les mêmes idées par le passé. Les plus connus sont La Fayette, Benjamin Constant et Manuel. Les bases de leurs idées se répandent ensuite dans toute la France et font des émules parmi des écrivains ou des journalistes frappés de



censure. Ainsi, le publiciste Cauchois-Lemaire est jugé puis emprisonné, en août 1821, à cause de ses articles perçus comme offensants envers le roi.

Au début de l'année 1821, Courier vit à la Chavonnière, à Vézetz. Il y écrit un pamphlet politique intitulé *Simple discours* dans lequel il s'oppose au fait que la ville tourangelle participe à une souscription ouverte par le ministre de l'Intérieur, ce qui plongerait Vézetz dans un endettement encore plus important. Il était contre l'achat du château de Chambord avec l'argent public pour l'offrir ensuite à un héritier du trône¹⁸.

En effet, le château, en liquidation à l'époque, étant difficile à vendre en raison de son prix élevé, il est convenu d'ouvrir une souscription afin d'obtenir assez d'argent pour l'offrir à un prince royal, évitant ainsi de le vendre par morceaux. Le 6 mars, Chambord trouve un acquéreur : le comte de Calonne. Le *Simple discours*, paru le 4 mai, est l'occasion pour son auteur de récapituler toutes les désapprobations qu'il entretient avec le pouvoir. Mi-mai, une ordonnance policière s'abat sur le pamphlet qui est saisi, ce qui a pour effet de populariser Paul-Louis Courier et ce qui incite les gens à se procurer ledit document interdit. En juin, il est question de juger l'auteur du pamphlet à la cour d'assises du Département de la Seine à cause de ses attaques un peu trop âpres. Trois chefs d'inculpations sont avancés : l'offense faite au roi, provocation à offenser Louis XVIII et enfin outrage aux bonnes mœurs, à la morale publique et religieuse¹⁹. Courier se rend donc à Paris pour répondre des faits qui lui sont reprochés.

Afin de préparer sa défense, il se retire à la Chavonnière pour écrire une harangue qu'il souhaite prononcer le jour de son procès qui doit avoir lieu le 28 août²⁰. Finalement il ne prononce rien sur le conseil de son avocat. Le 29, il communique à sa femme le résultat de sa peine : « *Deux mois de prison et deux cents francs d'amende, voilà le résultat d'hier*²¹. »

Pierre-Jean de Béranger dans les années 1820 (Pierre-Jean de Béranger, préface de Yuri Danilin, Moscou, Les Belles Lettres, 1957, frontispice).

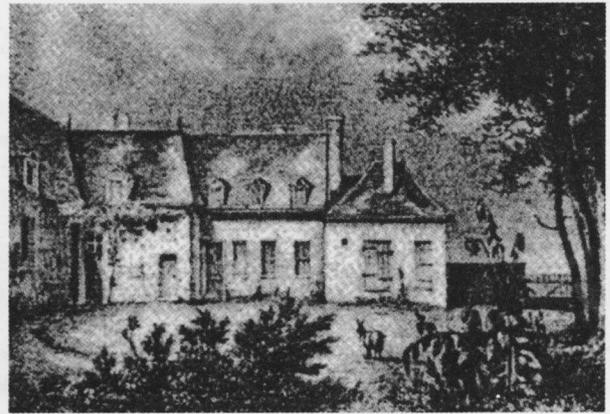
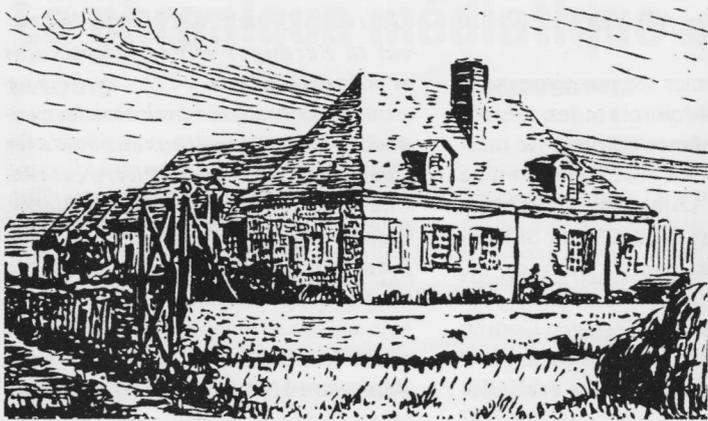
Avant de prendre la décision de purger sa peine de prison et de payer les 300 francs d'amende²², il décide d'écrire le texte du *Procès de Paul-Louis Courier* dans lequel il justifie le *Simple discours* et ridiculise ce qui lui semble être la parodie de justice qui l'a condamné. Il demeure pour cela à la capitale, ce qui n'est guère dans ses habitudes lorsqu'il compose.

Nous sommes alors en septembre ou au début du mois d'octobre 1821. Béranger se trouve également à Paris pour trois raisons. Il dépose, chez l'imprimeur Firmin Didot, les épreuves des chansons qu'il veut éditer pour son compte. Comme certaines sont polémiques, il se doute qu'aucun éditeur ne se risquera à publier ses deux volumes. Il ouvre donc une souscription et démarche afin d'obtenir l'argent nécessaire pour couvrir les frais de l'impression. Partout on annonce l'imminente sortie des *Chansons* de Béranger. Mais il faut une autorisation de publier. Béranger apporte sans doute une épreuve de son ouvrage pour qu'il soit étudié par le tribunal. La réponse arrive le 20 octobre : le tribunal de première instance du département de la Seine refuse l'autorisation, incriminant plusieurs chansons et couplets²³.

Béranger et Courier se sont donc rencontrés à ce moment, soit parce que le chansonnier le sollicitait en tant que souscripteur, soit parce qu'ils s'étaient croisés aux abords du tribunal. En effet, Béranger avait coutume de rendre visite aux prisonniers politiques tels que le journaliste anticlérical Cauchois-Lemaire, un ami de Courier qu'il visitait également.

Le jeudi matin 11 octobre 1821, Courier rapporte à son épouse un commentaire de Béranger sur son procès : « *L'homme qui fait de jolies chansons disait l'autre jour : – À la place de M. Courier, je ne donnerais pas ces deux mois de prisons pour cent mille francs*²⁴. »

Cette citation des paroles de Béranger prouve que les deux hommes avaient dû se voir quelques jours avant. Néanmoins, la phrase est curieuse. Pourquoi Béranger voulait-il voir Courier en liberté ? Peut-être parce qu'il craignait que le pamphlétaire prît davantage de notoriété par la réclame qui se faisait autour de l'emprisonnement.



Le domaine de la Chavonnière, côté sud-est, habité par Paul-Louis Courier, de 1818 à 1825, situé à Véretz, en Touraine (Gérard Bauer, extrait de deux conférences, *Journal de l'Université des Annales*, 20 octobre 1930, n° 21, p. 437).

Le domaine de La Chavonnière, côté nord (L. Marchadier, *Paul-Louis Courier*, Tours, 1925, p. 17).

LES VISITES DE BÉRANGER À COURIER EN PRISON

Le jeudi soir, 11 octobre 1821, le pamphlétaire décide de se mettre en prison conformément au jugement prononcé le 28 août. Il a pour compagnon de cellule le journaliste Cauchois-Lemaire qui purge une peine d'un peu plus d'un an. Comme il a le droit de recevoir de la visite, il dîne avec Béranger le lundi 22 octobre et parle d'une connaissance commune, Emilie Hémar, épouse de l'officier Félix Lacoste établi aux États-Unis, qui sera plus tard la maîtresse de Mérimée : « *J'ai eu des nouvelles d'Emilie par Béranger, avec qui j'ai dîné hier*²⁵. »

Le jeudi 25 octobre, les deux hommes se revoient et évoquent de la publication des *Chansons* : « *J'ai encore dîné hier avec le chansonnier : il imprime le recueil de ses chansons, qui paraît aujourd'hui. C'est une grande affaire, et il pourrait bien avoir querelle avec maître Jean Broë. Il y en a de ces*

*chansons qui sont vraiment bien faites : il me les a données*²⁶. »

Deux jours plus tard, dans la suite de la même lettre à sa femme, il relate à nouveau les chansons de Béranger : « *J'ai les chansons de B. où il y en a de fort agréables. Je te porterai cela. Je m'aperçois maintenant que je t'ai déjà dit cela dans l'autre page.* »

Une semaine après, soit autour du 31 octobre, Courier évoque le succès de Béranger dans une lettre à son épouse : « *Les chansons de Béranger, tirées à dix mille exemplaires*²⁷, *ont été vendues en huit jours. On en fait une autre édition. On lui a ôté sa place ; il s'en moque ; il en trouvera d'autres chez des banquiers ou négociants, ou dans des administrations particulières. On ne sait s'il sera inquiété : je ne le crois pas. Il a pourtant chanté des choses qui ne se peuvent dire en prose*²⁸. »

Paul-Louis Courier est bien informé du fond de sa chambre à Sainte-Pélagie, car le 27 octobre, Béranger est destitué de son poste de commis expé-

ditionnaire au secrétariat de l'Université. En revanche, Béranger sera inquiété les 5 et 7 novembre, car il a publié ses deux volumes de chansons sans tenir compte de l'interdiction du 20 octobre. Le tribunal veut faire saisir les ouvrages encore en vente chez les libraires et dénonce quatorze chansons comme suspectes²⁹. Le lendemain du 7, Béranger rend visite à Courier, sans doute pour l'informer de ses tracas judiciaires : « *J'ai vu hier B. l'auteur des chansons, on le poursuit vigoureusement*³⁰. »

Le 16 novembre, Béranger rend tout visite à Courier, juste avant un interrogatoire. Courier s'en fait l'écho : « *Je quitte à l'instant Béranger, qui va être jugé, et sans doute condamné*³¹. »

Finalement, c'est le 20 novembre que le tribunal de première instance renvoie le chansonnier devant la cour d'assises. Un arrêt de la chambre d'accusation du 27 novembre 1821 confirme le renvoi de Béranger devant la cour d'assises. Le chansonnier décide alors de ●●●

15. Savinien Lapointe, *Mémoires sur Béranger*, Paris, Gustave Havard, 1858, pp. 179-180.

16. Tours, C.L.D., 1986, p. 20.

17. *Correspondance* de Béranger recueillie par Paul Boiteau, Paris, Garnier frères, 1860, t. I.

18. L'épisode qui conduisit Courier à être inquiété par la justice est évoqué par Yuri Danilin (*Béranger et ses chansons*, Moscou, 1973, p. 83).

19. L'outrage aux bonnes mœurs, à la morale publique et religieuse est un texte de loi paru le 17 mai 1819. Plusieurs écrivains furent poursuivis en raison de cette loi : Pierre-Jean de Béranger, en 1821 et 1828, pour ses *Chansons* (1821) et ses *Chansons inédites* (1828) ; Gustave Flaubert, en 1857, pour *Madame Bovary* (1856) ou Charles Baudelaire, en 1857, pour *Les Fleurs du mal* (1857).

20. Le procès aurait dû avoir lieu en juillet, mais à cause d'une maladie de Courier, il fut reporté en août.

21. Lettre CCXIII à Madame Courier, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, *op. cit.*

22. Lire J. Lucas-Dubreton, *Béranger*, Paris, Hachette, 1934, pp. 80-82 où les rapports entre Béranger et Courier sont évoqués.

23. Lire le *Procès fait à M. P.-J. de Béranger*, in *Œuvres complètes* de Béranger, Paris, H. Fournier, 1837, t. III, pp. 297-299. Le détail précis des chansons et des couplets condamnés par la loi du 17 mai 1819 est présenté par Bernard Joubert, *Anthologie érotique de la Censure*, Paris, La Musardine, 2001, p. 35.

24. Lettre CCXVII à Madame Courier, in *Œuvres complètes* de Paul-

Louis Courier, *op. cit.*

25. Lettre CCXIX à Madame Courier, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, *op. cit.*

26. *Ibid.*, Lettre CCXIX à Madame Courier. Voir aussi la Lettre 715 à sa femme, in *Correspondance générale* de Paul-Louis Courier, t. III, Paris, Nizet, 1986, où il est probable que Geneviève Viollet-le-Duc se trompe d'une semaine dans la datation de la lettre. Courier évoque la sortie « *aujourd'hui* » des chansons de Béranger : elles paraissent le 25 octobre 1821 (et non le 26 comme semble le croire Courier). À propos de l'emprisonnement respectif des deux hommes, Romain Douare (*L'Actualité dans Béranger*, Grenoble, Breynat et Cie, 1891, p. 20) prétend qu'ils s'offraient leurs textes pour réconfort : « *Paul-*

Louis Courier lui prête le secours de ses pamphlets, et Béranger celui de ses chansons. »

27. En réalité, il y eut 10 500 exemplaires (in Béranger, *Ma biographie*, Paris, Perrotin, 1857, p. 207).

28. Lettre CCXX à Madame Courier, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, *op. cit.*

29. Lire le *Procès fait à M. P.-J. de Béranger*, in *Œuvres complètes* de Béranger, Paris, H. Fournier, 1837, t. III, pp. 299-301.

30. Lettre 724 à sa femme du vendredi 9 novembre 1821, in *Correspondance générale* de Paul-Louis Courier, t. III, Paris, Nizet, 1986.

31. Lettre CCXXIV à Madame Courier, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, *op. cit.*

●●● publier son procès comme l'a fait Courier à la suite du sien. Il continue ses visites à Paul-Louis Courier, le vendredi 30 novembre : « *J'ai vu hier Béranger qui m'a encore fait un magnifique éloge d'Emilie, il la trouve incomparable et n'en finissait pas sur ses belles qualités. J'ai trouvé cela singulier. Voudrait-il faire croire qu'il est bien avec elle ? [...] Je n'ai pas répondu grand-chose, ni témoigné aucune envie de la voir, ce qui était peut-être le but de Béranger*³². »

Le matin du procès en assises du 8 décembre, Béranger se rend dans la salle du tribunal qui le condamne à trois mois de prison et à 500 francs d'amende.

Béranger n'est pas emprisonné avec Courier le 8 décembre³³, comme l'on pourrait s'y attendre. Une pièce de la préfecture de police du Département de la Seine³⁴ atteste que son emprisonnement dura du 19 décembre 1821 au 18 mars 1822.

QUELQUES RENCONTRES ULTÉRIEURES

Un second procès éclate en février 1822 à cause de la publication en décembre du *Procès de Béranger*. Lors de cette audience, ouverte dès 9 heures du matin et qui attire une foule immense, Béranger se présente inquiet. Paul-Louis Courier y assiste³⁵. Finalement l'acquittement est prononcé par le Président du tribunal. L'huissier le reconduit dans sa cellule pour achever les quelques jours qui lui restent à purger. Trois semaines après sa sortie, le 6 avril, il paye son amende plus les frais, soit 602,05 francs³⁶.

Dans sa *Biographie*, Béranger rappelle qu'il a occupé la même cellule que Courier dont il dit quelques mots : « *Je passai fort gaiement mes trois mois de détention à Sainte-Pélagie, dans la chambre qu'après deux mois de séjour venait de quitter P.-L. Courier, autre séditieux moins maltraité que moi par la Restauration,*

*mais dont la fin fut si affreuse et si regrettable*³⁷. »

Les deux hommes se sont revus par la suite, car ils fréquentent les mêmes salons et les mêmes cercles. Le mercredi 20 novembre 1822, ils ont dîné chez un ami commun, Cauchois-Lemaire, lui aussi détenu à Sainte-Pélagie avec Béranger : « *Béranger me conta qu'Emilie est en Amérique*³⁸. »

Le 4 janvier 1823, alors que Courier se trouve à Vézetz, il écrit à Béranger et l'apostrophe de « *cher poète et compagnon de Sainte-Pélagie* ». Voici la teneur de la lettre : « *J'espère que M. Bobée*³⁹ *vous aura fait tenir, comme il me le promit avant mon départ de Paris, un lambeau d'Hérodote traduit selon un petit pouvoir ; je voudrais bien que vous l'eussiez et que vous le lussiez. Vous ne m'en dites point votre avis. Dites-moi que cela est fort beau et que vous en êtes enchanté. On m'a pourtant conté que vous n'approuviez pas certaines vieilleries dans mon style. Je soupçonne que vous avez raison. Mais, me corriger, impossible ; peut-être aussi trouverez-vous mes façons de dire un peu gauloises mieux à leur place dans une version de ce vieux conteur Hérodote. Quoi qu'il en soit, ayez ce fragment. Si on ne vous l'a point envoyé, faites-le demander chez Bobée, rue de la Tabletterie, et puis souvenez-vous de moi avec nos amis de la rue Neuve-Saint-Augustin. Je vous embrasse*⁴⁰. »

Quelques jours plus tard, Courier se rend à Paris pour régler une affaire pour sa prochaine traduction d'*Hérodote*. Le dimanche 26 janvier, il est invité à déjeuner avec Béranger : « *J'ai déjeuné avec Béranger chez Madame Gévaudan ; c'est lui Béranger qui m'a mené [...]. Béranger déteste Haxo*⁴¹, *c'est une haine violente pour quelque goguenardise*⁴². » C'est à nouveau chez les Gévaudan que les deux hommes se retrouvent en février : « *J'allai l'autre jour voir Cauchois-Lemaire qui demeure chez M. Gévaudan un des*

*chefs de la Grande Messagerie. Je trouvais là Béranger et des femmes qui m'embrassèrent*⁴³. »

Un « *dîner amical réunit tous les vendredis dans un restaurant modeste Courier, Victor Cousin, Pierre Lebrun, Cauchois-Lemaire, Augustin Thierry, Thiers, Mignet et Béranger* », rapporte Jean Touchard⁴⁴. C'est à l'une de ces occasions que Béranger lui donne son avis sur son *Fragment d'une traduction nouvelle d'Hérodote* : « *Lebrun trouve dans mon Hérodote un peu trop de vieux français, quelques phrases traînantes. Béranger pense de même, sans blâmer cependant cette façon de traduire. On est content de la préface*⁴⁵. »

PROPOS DE BÉRANGER SUR COURIER

Le chansonnier dévoile ses sentiments à une époque où le pamphlétaire est oublié et où le chansonnier est au sommet de sa gloire. Le 14 juillet 1832, il écrit à madame Cauchois-Lemaire : « *Si Courier vivait encore et qu'il eût continué d'écrire ses pamphlets, il se pourrait qu'il fût passé de mode*⁴⁶. »

Béranger se confie également auprès d'Eugène Noël qui rapporte dans ses *Souvenirs de Béranger* ses propos : « *Il me fit une autre fois l'histoire de Paul-Louis Courier et entra sur madame Courier dans des détails si charmants qu'un père n'eût pas parlé autrement de sa fille, et même peu de pères l'auraient fait avec autant de tendresse ; un peu de colère se fût mêlée au souvenir des dernières années de son ménage ; mais Béranger n'eut contre cette malheureuse dame, aucune amertume. Toute sa sévérité était pour le pamphlétaire insolent*⁴⁷. »

En définitive, les relations entre Paul-Louis Courier et Béranger demeurent courtoises, peu familières et sans doute emplies d'une mutuelle jalousie de la réussite de l'autre. Elles sont chargées de réticences et surtout de réserves. ■

Frédéric-Gaël THEURIAU

32. Lettre 729 à sa femme, in *Correspondance générale* de Paul-Louis Courier, t. III, Paris, Nizet, 1986.

33. Courier sort le 9 décembre.

34. Cote E A2 10.

35. Lire le *Procès fait à M. P.-J. de Béranger*, in *Œuvres complètes* de Béranger, Paris, H. Fournier, 1837, t. III, p. 312.

36. *Correspondance* de Béranger recueillie par Paul Boiteau, Paris, Garnier

frères, 1860, t. I, Lettre CI, p. 239.

37. Béranger, *Ma biographie*, Paris, Perrotin, 1857, pp. 202-203.

38. Lettre CCXXX à Madame Courier, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, op. cit.

39. L'imprimeur de Paul-Louis Courier.

40. Lettre CCXXXI à Béranger, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, op. cit.

41. Un général.

42. Lettre 760 à sa femme du dimanche 26 janvier 1823, in *Correspondance générale* de Paul-Louis Courier, t. III, Paris, Nizet, 1986.

43. Lettre 765 à sa femme du jeudi 27 février 1823, in *Correspondance générale* de Paul-Louis Courier, t. III, Paris, Nizet, 1986.

44. *La Gloire de Béranger*, Paris, Armand Colin, 1968, t. I, p. 302.

45. Paul-Louis Courier, *Livret de Paul-Louis Courier, vigneron, pendant son séjour à Paris, en mars 1823*, in *Œuvres complètes* de Paul-Louis Courier, op. cit., p. 165.

46. Lettre LXXI à madame Lemaire du 14 juillet 1832, in *Correspondance* de Béranger recueillie par Paul Boiteau, Paris, Garnier frères, 1860, t. II.

47. Eugène Noël, *Souvenirs de Béranger*, Paris, Pagnerre, 1857, p. 14.

La chronique médiatique de Jean-Jacques Ledos

MAQUIS

Dans un environnement médiatique de plus en plus confus mais soumis aux groupes dominants, il existe encore des filots d'information différents voire contestataires, auxquels la transmission par l'internet assure, mieux que les anciens tracts photocopiés, une large diffusion à moindre coût. À raison d'agir (<http://raisondsagir.org/>), Grain de sable (www.graindesable.com) et Là-bas si j'y suis (www.la-bas.org), qui ont leurs fidèles, on peut ajouter À contre courant (www.acontrecourant.org).

LIBERTÉ D'EXPRESSION ?

L'affirmation de la liberté d'expression est réitérée dans la plupart des institutions nationales ou internationales depuis que les États Généraux réunis à Versailles l'inscrivent en août 1789 dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, quelques mois avant que les États-Unis n'en fassent l'objet d'un premier amendement à la Constitution de 1787. Le principe sera réaffirmé et généralisé par la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à Paris en 1948. L'application de ces vertueuses intentions a été très tôt bafouée par des censures avouées ou non. La censure est un acte rare. L'autocensure est aujourd'hui un comportement que les communicants doivent inscrire en filigrane dans leur déontologie s'ils veulent éviter d'être remis dans le rang par le licenciement, le contrôle fiscal, les agressions, voire l'assassinat comme on l'a constaté à Moscou récemment. Au-delà de cette attitude d'autocontrôle, on observe que le mensonge tient lieu de communication officielle et triomphe dans la plupart des pays. La liberté d'expression est l'illustration du mythe du rocher de Sisyphe.

BLOGOMANIE

Chacun peut créer son blog sur l'internet. C'est assurément une nouvelle forme d'utilisation de la liberté d'expression qui contourne les censures plus ou moins avouées des médias institutionnels. Peut-on être assuré que les auteurs livreront des informations authentiques parce que recoupées ? Peut-on affirmer que certains sites ne seront pas récupérés par d'habiles hackers ?

OUBLI

Quatre représentants des principaux partis politiques étaient présents dans le studio de l'émission politique A vous de juger, le 16 novembre dernier. Des téléspectateurs invités ont posé les questions que leur impose leur vie quotidienne, emploi, salaires insuffisants, menace de licenciement, chômage, toutes situations engendrées par la pratique du libéralisme, un mot qu'aucun des représentants de cette France d'en bas n'a prononcé !

EFFET D'IMAGE

« Une image vaut mille mots » écrivait naguère un professionnel des médias¹. On l'observe plus que jamais lorsque la fréquence des apparitions à la télévision d'une image agréable assure la notoriété. Des propos convenus, susceptibles d'atteindre des partisans, souvent déjà convaincus, font le reste. L'assiduité des téléspectateurs est telle qu'ils n'ont plus le temps de chercher les « cent mille mots » qui pourraient leur apporter l'information que la séduction de l'image dissimule.

1. Gabriel de Broglie

L'ENFER, C'EST LES AUTRES ?

Les pays dits démocratiques ne manquent pas de rappeler à ceux qui ne le sont pas l'obligation de respecter les droits de

l'Homme, en ne pratiquant pas la torture lors des interrogatoires et en renonçant aux mauvais traitements à l'égard des détenus. La situation dans les geôles américaines à Cuba ou ailleurs ne serait-elle qu'une exception que le terrorisme justifierait ? Un article du *Monde diplomatique* de novembre dernier décrit la situation des prisonniers dans les pénitenciers américains dont certains geôliers auraient organisé les lieux de détention à l'étranger¹. Une correspondante du *Monde* rapporte sur son blog (<http://clesnes.blog.lemonde.fr/> à la date du 20 novembre) ce qui n'est qu'un fait divers : « Timothy Joe Souders, 21 ans, malade mental, incarcéré pour vol en magasin, est mort à la prison de Jackson, dans le Michigan, après avoir passé plusieurs jours à l'isolement. Les gardiens l'avaient attaché nu sur une dalle métallique. On lui avait donné six sortes de médicaments en attendant de le transférer dans un centre pour psychotiques. Quatre jours plus tard, on l'a retrouvé sans vie. L'autopsie a montré qu'il était probablement mort de déshydratation. Il baignait dans sa propre urine et il avait transpiré par des températures avoisinant 30 degrés. » Il faut lire ces nouvelles descriptions de l'enfer et poser la question de l'origine de ces violences. Dans quelle zone sombre de l'esprit de l'homo sapiens, éclairé par les Lumières de certains philosophes sinon par la grâce divine que certains attribuent à un « projet intelligent » (« intelligent design »), une telle cruauté a-t-elle pu naître ? On se console en disant « L'enfer, c'est les autres² », à moins que l'Homme ne soit une erreur qu'aucune programmation de la Nature n'avait prévue. ■

1. Avery F. Gordon : D'où viennent les tortionnaires d'Abou Ghraïb ?

2. Dernière scène de *Huis clos* par Jean- Paul Sartre.

À VISITER

À la Bibliothèque historique de la Ville de Paris se tient depuis le 9 novembre 2006 et jusqu'au 4 février 2007 une exposition intitulée Les Parisiens du temps de la Commune, 1871. « Découvertes parmi les trésors de la BHVP, quelque 500 plaques de verre composent le reportage inédit d'un photographe méconnu : Hyppolite Blancard. Riche pharmacien de son état, il voua une passion à la photographie, en marge du commerce des clichés soumis à la censure. »

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, salle d'exposition.

22 rue Malher, 4^e.

Métro : Saint-Paul. Tél. : 01 44 59 29 40.

Ouvert tous les jours sauf les lundis de 11 heures à 19 heures.

Entrée : 4 € - Tarif réduit : 2 €

Photos ci-contre :

L'arsenal, cour d'honneur, juin 1871.

Porte-Maillot en juin 1871.

Saint-Cloud, place d'Armes, février 1871.

© Paris Bibliothèques, 2006.



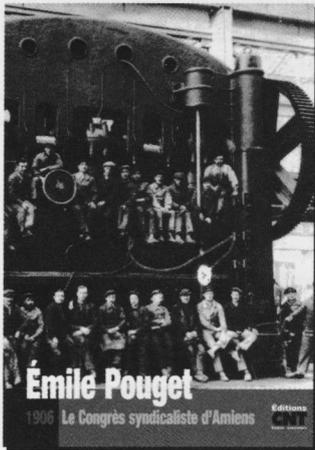
À cette occasion est publié le superbe livre : *Regard d'un Parisien sur la Commune : Photographies inédites de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris*

Présenté par Jean Baronnet

Éditions Gallimard

224 pages, 35 €





1906. Le Congrès syndicaliste d'Amiens
Émile Pouget
Paris, Éditions CNT-RP,
2006, 144 p., 15 €

À l'instar de nombreux anarchistes, Émile Pouget (1860-1931) participe, vers la fin du XIX^e siècle, à un mouvement syndical en plein essor. En 1902, il est secrétaire-adjoint d'une CGT qui, sous la conduite de Victor Griffuelhes, va incarner, quelques années durant, les principes du syndicalisme révolutionnaire. En 1906, la Confédération tient son IX^e congrès à Amiens (cf. Gavroche n° 148). Malgré un ordre du jour très fourni, le sujet qui retient l'attention des congressistes est la proposition de la fédération du Textile (animée par les guesdistes du Nord), qui souhaite voir la CGT établir des relations suivies avec le Parti socialiste. Le 13 octobre, les délégués votent, à la quasi-unanimité, la résolution présentée par le Comité confédéral, que l'Histoire baptisera plus tard sous le nom de « Charte » d'Amiens. Pour la revue *Le Mouvement socialiste*, Pouget fait un long compte rendu du récent congrès, paru fin 1906-début 1907, et jamais publié depuis lors. Dans l'extrait qui suit, Pouget répond à l'offensive des guesdistes et des réformistes contre les « anarchistes » du Comité confédéral de la CGT, et réfléchit aux causes qui ont amené les libertaires au syndicalisme.

« C'est cette unification merveilleuse et féconde qui est la caractéristique de l'influence vivifiante du syndicalisme ! Les hommes d'opinions diverses – qui ailleurs se regardent comme chien et chat – ici font bon ménage. Si les socialistes sont « unifiés », c'est depuis peu, et seulement d'épiderme ; au fond, les vieilles catégories subsistent : allemanistes, blanquistes, guesdistes. Eh bien, dans le milieu syndical, les uns et les autres marchent en plein accord, et les uns et les autres s'entendent aussi fort bien avec les anarchistes !

Il y a là un problème de psychologie sociale qui, s'il eût été examiné et résolu aurait pu dispenser les socialistes du Nord d'une manœuvre inutile. Ils eussent compris combien il est vain de tenter la subordination de la Confédération générale du Travail au Parti socialiste, et ils eussent reconnu qu'il y a impossibilité radicale à absorber ou à désagréger un organisme qui a une telle puissance rayonnante. De même aussi, se fût calmée leur phobie des anarchistes ; pour se guérir de cette maladie, ils n'eussent eu qu'à se remémorer en quelles circonstances s'accomplit, entre les « guesdistes » et les grève-généralistes, la scission du Congrès de Nantes.

C'était en 1894. En pleine période de persécution anarchiste. À un moment où il suffisait d'être dénoncé comme libertaire pour être emprisonné. Les anarchistes, dispersés, paralysés, embastillés, étaient dans l'impossibilité absolue d'exercer une action quelconque. Cependant, la rupture s'opéra entre les éléments politiques et les éléments syndicalistes. C'est la preuve que les tendances d'autonomie du mouvement syndical qui, depuis lors, se sont si fortement accentuées, existaient déjà.

Certes, depuis cette époque, des anarchistes ont pris une part active au mouvement syndicaliste. Et cela est fort compréhensible. En ce mouvement ils découvrent, mises en action, la plupart de leurs théories, sinon toutes.

La critique que font du parlementarisme les libertaires, leur horreur de la conquête des pouvoirs publics, ils la trouvaient dans les syndicats, non sous une forme combative, mais sous forme d'indifférence : les syndicats n'étaient pas antiparlementaires, mais, très nettement, ils se manifestaient a-parlementaires. Peu importait que cette indifférence en matière politique ne commençât qu'au seuil du syndicat : peu importait qu'au dehors le syndiqué participât à l'action politique... Ce que

l'anarchiste tenait pour un fait considérable, c'est que le syndicat restât a-politique.

La théorie anarchiste qu'il n'y a de réalité sociale que dans les milieux économiques était affirmée au syndicat par l'action syndicale même. De plus, les fins révolutionnaires poursuivies par les syndicats s'identifient avec l'idéal anarchiste. Le fédéralisme économique qu'ils entrevoient comme devant s'épanouir sur les ruines de la centralisation étatiste et capitaliste, avec des groupements de production, de circulation et de répartition pour base sociale (impliquant l'absorption des fonctions utiles que remplissent aujourd'hui État et municipalités et l'élimination de toute superfétation extérieure à la vie économique), qu'est-il, sinon le communisme libertaire ?

Pour toutes ces concordances, et par d'autres qu'il est inutile d'énumérer, mieux à leur aise dans les milieux économiques que les militants des autres écoles socialistes se sont trouvés les anarchistes. Et c'est pourquoi, arguant des nombreux points de contact existant entre leurs théories et les tendances syndicalistes, des esprits atrabilaires ont conclu à l'identité du syndicalisme et de l'anarchisme et leur méconnaissance des caractères spécifiques du syndicalisme les a induits, aussi, à qualifier d'anarchisants les syndicalistes purs.

Certes, l'influence des anarchistes s'est accrue dans les syndicats ; mais leur action a été toute individuelle. Ils ont pu catéchiser les camarades qu'ils ont côtoyés, cherchant à les convaincre de la supériorité de leur doctrine sociale, mais à cela s'est bornée leur propagande. Jamais ils n'ont émis la prétention de faire partager, en bloc, à l'organisme syndical, leur manière de voir, encore moins de le faire participer à une action purement anarchiste.

C'est cette attitude qui différencie l'intervention doctrinale des anarchistes de celle des socialistes (partisans de la proposition du Nord) au sein des groupements corporatifs. Tandis que les premiers ne cherchent qu'à toucher l'individu, les seconds visent l'organisation elle-même : ce n'est pas le syndiqué qu'ils veulent entraîner au groupe socialiste, c'est le syndicat qu'ils prétendent affilier au Parti socialiste.

Cette différence a une valeur de premier ordre : elle souligne que l'influence anarchiste est toute morale, toute individuelle et qu'elle ne se concrétise pas en une manifestation quelconque. Donc, elle ne peut avoir aucune répercussion sur l'organisme syndical. On n'en pourrait dire autant de l'influence socialiste – comprise et pratiquée selon les vues de la fédération du Textile –, c'est le groupement lui-même qui serait engagé dans une voie que peuvent tenir pour pernicieuse un nombre plus ou moins grand de syndiqués.

Ce que l'anarchiste tenait pour un fait considérable, c'est que le syndicat restât a-politique.



MERCREDI 25 OCTOBRE

Voilà : c'est fait. Tout le monde au boulot... Mais pour une journée seulement. Demain, grand défilé festif dans la capitale, organisé par la CGT. S'attendre à des perturbations dans la production vendredi. Fatigue et gueule de bois des Peugeot montés à Paris.

La semaine prochaine sera coupée par le pont de la Toussaint. Et puis, docteur... quarante jours de grève pèsent sur le métabolisme, même des plus équilibrés. Manque de sommeil, perte d'appétit, bouffées d'angoisse, dégoût du travail. « *Hou-la, c'est très très grave ça, dit le médecin. Il vous faut du repos.* »

Et les salles d'attente sont en effet bondées dans les semaines qui suivent la reprise. Grévistes, non-grévistes, suiveuses... tous s'y retrouvent. Peugeot, usine du mal-vivre... du trop-travailler.

Beaucoup de grévistes ont conservé leur badge et affichette « gréviste ». Et s'interpellent d'une chaîne à l'autre : « *Ohé-ohé! on veut des sous.* »

Les chefs se font tout gentils ; les fayots, mal dans leur peau, font profil bas mais les ex-grévistes continuent de chanter : « *Fayot-fayot! 1500 balles.* »

[...]

JEUDI 26 OCTOBRE

La CGT fait un battage national pour organiser une gigantesque manifestation à Paris en soutien aux Peugeot de Sochaux et de Mulhouse. Une journée d'action unitaire sans lendemain pour fêter la reprise du boulot ? C'est un mois plus tôt que cette montée à Paris aurait pu être efficace... pour inviter toutes les corporations de France à épauler les grévistes Peugeot et, surtout, les inciter à entrer en guerre à leur tour contre les plans d'austérité du gouvernement. Car le malaise ne s'arrête pas à la porte de la maison Peugeot. Si la solidarité a été forte, c'est que chacun s'est reconnu dans l'OS Peugeot. Ce gréviste-là incarnait les colères et les espoirs du plus grand nombre.

Le train spécial des Mulhouse passe par Strasbourg. Le train des Sochaux emprunte la ligne Bâle-Paris via Vesoul. Quatre cents grévistes y embarquent avec casse-croûte, sifflets, trompettes, tambours, pétards, litrons et canettes. Certains grévistes sont déjà bien éméchés à l'arrivée en gare de l'Est, à midi. Les quatre cents grévistes de Mulhouse débarquent à leur tour.

Direction place de la République. Les membres du bureau confédéral de la CGT sont en tête de la manifestation. Suivis immédiatement par le millier de Peugeot-Mulhouse-mê-mecom-bat et des délégations interprofessionnelles CGT des quatre coins de France. Un rassemblement de dix mille personnes, selon les organisations syndicales.

Un syndiqué CGT de Carrosserie-Sochaux a aperçu le délégué CGT de son atelier marchant

dans le rang des officiels. Voulant lui serrer la main, il passe sous la corde séparant les prolos de base des dignitaires syndicaux. Il est plaqué au sol, pull retroussé sur la tête, par un membre du service d'ordre CGT-Paris. D'autres délégués interviennent, expliquent que le gars neutralisé est un camarade. L'agressé se relève et déchire sa carte CGT.

Reynald Keller, ouvrier à Sochaux, a enregistré un 45 tours, *Pouvoir mieux vivre. Partager*. Sept cent soixante exemplaires sont vendus au cours de cette promenade parisienne. Le bénéfice ira à la caisse de solidarité des grévistes.

Durant le voyage du retour, un ouvrier de Fonderie, complètement saoul, veut se jeter du train. Un de ses compagnons l'assomme d'un coup de poing pour le calmer. Pas frais, les grévistes descendent en gare de Montbéliard aux environs de 23 heures. Les derniers pétards éclatent.

ÉPILOGUE TRISTE DE « LA DER DES DERS »

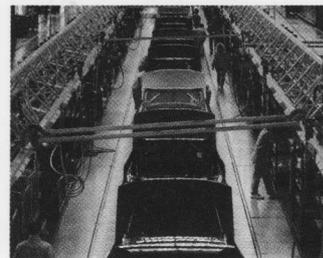
Deux cent cinquante grévistes au début de la grève à Sochaux. Embellie jusqu'à trois mille puis retour au noyau dur de cent cinquante grévistes la dernière semaine. À Sochaux, dix mille salariés ont participé au conflit si l'on prend en compte ceux qui ont débrayé juste une heure en tout et pour tout. Plus de mille huit cents dossiers ont été déposés à la maison des syndicats pour toucher l'argent de la solidarité.

On était parti à même pas cinq cents. Oui, et à Mulhouse, ils étaient douze au départ. Non ! Vingt-cinq. Mais non ! Quarante. Inutile de se chamailler sur ce détail. L'important, c'est d'avoir pu tenir six semaines à Sochaux – et sept à Mulhouse. Le

sentiment que plus jamais on ne reverra ça, qu'on pourra profiter du nombre, noyés dans la foule des mécontents, colère et joie mêlées, pour oser braver la direction.

À Sochaux, ces six semaines de grève se sont déroulées dans une ambiance plutôt bon enfant. La direction aurait préféré que ça frite pour pouvoir licencier à la pelle et casser le mouvement. Certes, ici et là, il fallait retenir un copain pour qu'il ne joue pas du poing sur un cadre qui jouait la provocation. Celle-ci n'est pas forcément visible du premier coup d'œil. De même que l'on ne perçoit pas tout de suite la violence larvée, l'ambiance pourrie des ateliers de fabrication.

La CGC et le SIAP n'ont évidemment pas participé à la grève. Et FO a vite retiré ses billes. À Mulhouse, le 20 octobre, la CFTC et la CFDT se sont également prononcées pour la reprise du travail. Quant au bureau national de la CGT, il a organisé son baroud d'honneur à Paris alors que la grève était terminée. Pour que les camarades reprennent le boulot la tête haute. Comme si on devrait avoir honte de revendiquer nos droits...



MARCEL DURAND

Grain de sable sous le capot

Résistance & contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)

Préface de Michel Pialoux

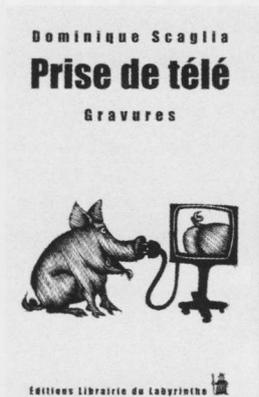
Coédition édition revue & augmentée

ÉDITIONS GONON

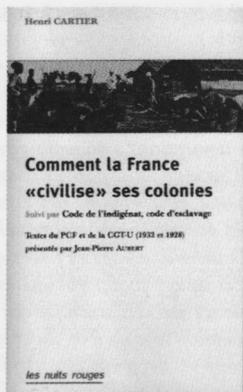
Grain de sable sous le capot Résistance & contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003) Marcel Durand

Préface de Michel Pialoux, Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2006, 430 p., 23 €

Figure du travailleur récalcitrant, l'auteur se fait le mémorialiste d'un groupe d'OS des usines Peugeot de Sochaux durant plus de trente ans, de l'après-1968 à nos jours. Le livre retrace les journées ordinaires à l'usine où « l'on fait le fou pour ne pas le devenir » et la résistance de quelques irréductibles face aux « innovations » du management. Il raconte aussi dans le détail les moments de rupture que constituent les grèves, en particulier celle de l'automne 1989. Les pages qu'il y consacre sont particulièrement riches sur la dialectique qui s'établit tout au long du conflit entre les organisations syndicales, y compris combattives, et les ouvriers les plus radicaux, qu'ils soient organisés ou non. L'extrait que nous publions relate la fin de cette grande grève. Ce livre se lit comme le témoignage d'un « ouvrier ordinaire » sur l'évolution de la condition ouvrière des trente dernières années, mais aussi comme l'expérience d'une contre-culture ouvrière au quotidien face à des méthodes d'exploitation de plus en plus perfectionnées.



PRISE DE TÉLÉ
GRAVURES
 de Dominique Scaglia,
 préface de François Ruffin,
 Amiens, Éditions Librairie
 du Labyrinthe,
 2006, (non paginé), 9 €



COMMENT
LA FRANCE
« CIVILISE »
SES COLONIES
TEXTES DU PCF ET DE LA
CGT-U (1932 ET 1928)
 présentés par
 Jean-Pierre Aubert,
 Éditions Les Nuits rouges,
 159 p., 10,80 €

Télé visuels

La télévision a envahi notre quotidien. Pire, elle a gangrené nos esprits. C'est un peu l'idée qui sous-tend ce recueil d'une soixantaine de gravures. Dominique Scaglia joue sur plus d'un paradoxe. Le discours télévisuel forme-t-il un univers bruyant ? L'auteur propose des dessins sans légende et sans parole, explosant dans un cri muet. La télévision, c'est l'image en perpétuel mouvement ? Ici, le dessin satirique semble figé dans le temps, et la technique de la gravure n'est pas pour rien dans cette impression de force tranquille : la gouge creuse son sillon et s'inscrit dans le temps long comme pour faire mentir le caractère éphémère du flot d'informations et d'impressions dont nous abreuve le petit écran.

La télé, en couleur ? Chez Scaglia la satire se fait cruelle et ironique, jouant du noir et du blanc, comme si le passé devait irrémédiablement rattraper et engloutir ce média terrible et puissant, séducteur et manipulateur.

Quand la mode impose sur nous sa dictature, qu'il est doux de goûter à ces dessins au style un peu désuet !

Pour l'auteur de cet intéressant recueil, une chose est sûre, la télé, c'est de la soupe qu'une cuisinière nous sert à l'heure du dîner. Elle prend même la place de l'assiette sur la table, et il ne reste plus qu'à plonger son couteau et sa fourchette dedans, pour s'en délecter d'une bonne (?) tranche. La métaphore culinaire ne s'arrête pas là, puisqu'une gravure nous montre parmi d'autres deux bambins tétant le pis ayant poussé sous un téléviseur. Mamelle nourricière ? Lait ou venin ?

Pour Dominique Scaglia, la télévision, c'est avant tout le petit écran avec son présentateur en cravate, sourire commercial aguicheur, dents aiguës et regard hypnotique. Le petit écran et son antenne à râteau qui défigure nos toitures. Le stéréotype visuel n'a pas encore pris le temps d'évoluer, mais rien ne saurait mieux nous parler que ces représentations traditionnelles. Ici, point d'écran plasma haute définition, point d'antenne parabolique, point d'ordinateur ou de téléphone portable qui dorénavant nous permettent d'emmener partout avec nous ce boulet dont le dessinateur accable le téléspectateur transformé alors en bagnard.

La télé est encore un appât que l'on met sous les yeux de l'âne pour le faire avancer. Dans une autre gravure, elle est tout simplement posée sur un piège à loup pour mieux berner celui qui la regarde, qu'elle happe par ailleurs d'un grand coup de langue. La télé, anthropomorphisée, relève nettement du monstre. Quand de l'écran sort une énorme paire de fesses, il en coule un étron gigantesque : la télé, plus que de la soupe, apparaît bien comme de la merde ! Vision noire et sans nuance, certes, mais qui traduit les pires excès des forces qui la dirigent et des intérêts que trop souvent elle sert.

Les gravures de Scaglia fonctionnent par analogie et substitution. La forme rectangulaire du petit écran se mue en soupière, en tête ou en projectile ; en poids accroché au cou du spectateur, car la télé nous noie ; en caravane que l'on traîne derrière soi sur la route des vacances, voire en billot sur lequel le bourreau s'apprête à trancher la tête de sa victime. L'écran devient le corps de la seringue avec laquelle on entretient son addiction, ou le cadenas que l'on ouvre ou que l'on ferme, l'oreiller sur lequel on pose sa tête pour dormir.

Dans notre monde actuel où les images s'entrechoquent dans nos têtes, où il faudrait plusieurs vies pour voir ne serait-ce qu'une année de programmes télévisuels d'un pays, la caricature a son rôle. Elle nous invite à la réflexion. Elle nous interroge. Pourquoi, dans les dessins de Scaglia, des hommes transformés en soldats marchent-ils au pas de l'oie, un petit écran en lieu et place de la tête, une antenne pour tout fusil ? Jusqu'à quel point sommes-nous formatés et modelés, désespérément dirigés par ce roi qui trône crânement sur un meuble télé, arborant avec mépris son sceptre en forme d'antenne déglinguée ?

La caricature de la télévision n'est pas nouvelle (on pense au livre collectif intitulé *Dessine-moi la télé, petite anthologie de dessins d'humour*). Elle s'est toujours interrogée sur l'influence de ce média sur nos vies et ses rapports avec le pouvoir. Ce petit recueil de Dominique Scaglia, en nous parlant de la réalité de la télé, nous offre bien mieux que la télé-réalité.

Guillaume DOIZY

La France et ses indigènes

En rééditant ces deux brochures, *Comment la France civilise ses colonies* et *Le code de l'indigénat*, publiés l'une en 1932 et l'autre en 1928, respectivement par le PCF et la CGT-U, les éditions Les Nuits rouges nous replongent non seulement dans la réalité de l'horreur coloniale, mais aussi dans une époque où le PCF développait des analyses dites « gauchistes » qui tranchent singulièrement avec les ambiguïtés de ses positions ultérieures, notamment en 1945 à propos des massacres de Sétif et Guelma, et ensuite de 1954 à 1962 lors de la guerre d'indépendance conduite par le FNL algérien. Le PCF étant, entre-temps, dès 1935, devenu un parti de gouvernement nationaliste, on avait sans doute trop vite oublié qu'il n'en fut pas toujours ainsi. Mais en 1931, au côté de militants issus du syndicalisme révolutionnaire, d'anarchistes et de trotskistes, le PCF combattait le colonialisme. Et en bonne rigueur marxiste, exposait dans cette brochure les mécanismes de l'impérialisme économique qui présidaient à son développement. Ce texte éclaire son lectorat sur la réalité d'une politique ségrégationniste, en s'appuyant sur une parfaite connaissance des

méthodes brutales et iniques qu'employait le système colonial. Avec une fermeté de ton et une clarté d'exposition assez remarquable, l'auteur, un certain Henri Cartier, y déploie sa démonstration, en nous rappelant au passage que « pour faciliter l'expropriation du fellah algérien, toute une série de lois (1844, 1846, 1851, 1863, 1873, 1887, 1897 et surtout celle du 4 août 1926) détruisent le cadre musulman du statut foncier, particulièrement l'indivision des terrains possédés collectivement, et instaurent le type français de propriété individuelle ». On vérifiera, en relisant ce texte avec le recul, la rigueur de la démonstration ainsi que la pertinence du discours politique (excepté bien sûr, les inévitables glorifications « du socialisme dans l'Union soviétique »). Et à l'appui de cette affirmation, on citera simplement ce passage : « la conception de la soi-disant "supériorité des Français" (nous avons vu ce que vaut leur "civilisation"), le mépris du noir, du niaqué, du "bicot", races inférieures méprisées, sont si profondément inculqués par la bourgeoisie qu'il y a malheureusement des travailleurs français qui en sont influencés ».

Dans *Le code de l'indigénat, code d'esclavage*, les auteurs, vraisemblablement El Djarazairi (pseudonyme) et le syndicaliste Henri Raynaud, se penchent sur des lois qui ne furent abolies qu'en 1946, et encore pas partout dans leur application. Les pouvoirs disciplinaires des administrateurs y sont décrits comme une infime partie des lois d'exception pesant sur les Algériens. Lequel régime d'exception se constitue d'un ensemble de décrets, d'arrêtés, de circulaires qui permettent de pratiquer le séquestre et les amendes collectives, qui dans leur application donneront à l'arbitraire du pouvoir colonial, qu'il soit judiciaire ou policier (le régime du sabre), une puissance répressive sans équivalent en Europe. Les infractions à l'indigénat (en réalité une loi d'apartheid et d'exploitation éhontée) sont durement réprimées et entraînent des peines et des amendes que les auteurs nous exposent chiffres à l'appui (tirés du *Journal officiel de l'Algérie*). Ainsi dans l'arrondissement de Sétif, en 1927, un administrateur a roué de

coups un indigène pour l'empêcher de porter plainte et l'a jeté en prison sous le prétexte d'infraction à l'indigénat. Et le cas n'est pas isolé, qui éclaire ce que fut le quotidien d'arbitraire, de domination violente et d'abus de pouvoir auquel étaient assujettis les Algériens. « *Les mesures d'exception, malgré ce que prétendent les âmes charitables amies de la colonisation, ne disparaissent pas au fur et à mesure de l'évolution des Algériens, mais se renforcent parallèlement à elle.* » Ceci fut écrit en 1928 et tout était dit. Il fallait l'arrogance aveugle du colon et la suffisance hautaine des forces de répression, pour ne pas être capable de prendre la mesure du risque qu'ils encourageaient à persister dans leur politique répressive. Le déchaînement de violence était, on le comprend à la lecture de ces descriptions, inévitable. Autant d'humiliation accumulée et d'injustices patentes ne pouvaient que conduire à une explosion aux conséquences terribles.

Jean-Luc DEBRY

De la ferveur à la défaite

Les éditions Syllepse nous gratifient d'une traduction souple et élégante réalisée par Patrick le Tréhondat et Patrick Silberstein. Dans ce texte fluide mais charpenté, documenté et parfaitement structuré, Susan Weissman nous entraîne sur les traces de Victor Serge (1890-1947). Elle suit le cours de son œuvre et nous en restitue la substance grâce à une mise en perspective historique. On sait que cet homme hors du commun, auteur prolifique et talentueux, a traversé son époque en vivant avec passion son désir de transformation sociale. Sa vie durant, il lutta de toute la force de ses convictions révolutionnaires pour l'instauration d'un « *socialisme au sens humaniste du mot, et plus exactement d'un socialisme, démocratiquement, libérairement accompli* » (in *Trente ans après la Révolution*, 1947). Il en a épousé les circonvolutions, les enthousiasmes, en a théorisé les nécessités du moment, et, *in fine*, traqué par les hommes de main de la Guépéou, a connu le prix de la défaite. Son destin se confond avec celui, tragique, de l'histoire de la révolution sociale en marche. Elle commence à Paris à la fin du XIX^e siècle, le Paris de la Commune, de Jehan Rictus, époque à laquelle le mouvement libertaire tenait le haut du pavé, et elle se conclut avec l'échec tragique de la révolution bolchevique qui, rongée par le cancer stalinien, agonisera étouffée par la dictature bureaucratique d'un régime totalement militarisé. Il fut calomnié par les stalinien, dénoncé par les trotskistes, abandonné par les divers courants anti-léninistes de gauche et mourut seul. Mais malgré toutes les souffrances endurées, il demeurera, quoi qu'il arrive, fidèle au sens qu'il voulut donner à sa vie.

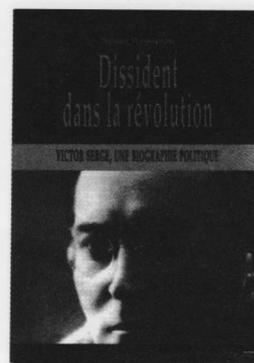
Ses écrits – essais, romans, témoignages – ponctuent chaque étape de son itinéraire. Susan Weissman y puise avec intelligence de quoi éclairer les grandes étapes du cheminement politique de Victor Serge. En 1919, comme de très nombreux anarchistes, il adhère au parti bolchevique et, séduit par ses analyses pragmatiques, se range résolument sous sa bannière. Profondément marqué par les effets de la terreur blanche (30 000 morts) qui s'abat sur la Finlande en 1918 suite à la défaite des rouges dans ce pays voisin de la Russie, il soutient, justifie et participe à la mise en place du communisme de guerre. Lequel ne tardera

pas à substituer à la dictature du prolétariat la dictature du parti, privant les soviets de leurs prérogatives et vidant de leur sens l'élan et les espoirs de l'an I. À partir de 1921, estimant que la révolution dégénérerait avec la mise en place de la Tcheka au sein de laquelle sévissaient des éléments sadiques et ambitieux, il prend ses distances avec les léninistes. Et après l'écrasement de la Commune de Cronstadt, il se range du côté des opposants, écœuré qu'il est par les mensonges officiels que répandent les hommes au pouvoir à Moscou. « *Pour Serge, le mensonge du parti est pire que l'abus d'autorité* ». D'autant que la médiocrité des cadres du Komintern aura fini de justifier son pessimisme quant à l'avenir de la révolution européenne.

À partir de 1925, il bataille avec l'opposition pour sauver l'âme du bolchevisme. Mais le dixième anniversaire de la Révolution russe marque un tournant qui sera fatal à cette résistance. Avec l'échec de l'opposition au sein du parti, Trotski et Zinoviev sont vaincus. La voie est désormais libre pour Staline et sa police politique. Le suicide de Ioffé en 1927 sanctionne la victoire de l'appareil stalinien et la Guépéou réprime les manifestations de sympathie qui tentaient de s'exprimer à cette occasion. La persécution qui frappe alors les opposants est identique à celle qui dans les premières années de la révolution frappa les anarchistes. Ce paradoxe désabusé souligné par Victor Serge lui-même est d'autant plus amer qu'en son temps, il avait justifié de telles pratiques. Commence alors, avec l'exil, une vie d'errance et de misère. Dans un climat de méfiance et de soupçon, il continue à écrire et à lutter. L'univers confiné des opposants devient de plus en plus étouffant, d'autant qu'un à un ils sont réduits au silence par des tueurs qui les traquent jusqu'en Espagne et au Mexique. La discorde et les divisions épuisent et isolent le lutteur. La diffamation et le mensonge feront le reste.

Susan Weissman est une passeuse qui nous invite à relire les écrits de Victor Serge. Comme, par exemple, *Seize fusillés : où va la révolution russe*, publié aux Cahiers Spartacus ou encore *Mémoires d'un révolutionnaire* dans la collection Bouquins des éditions Robert Laffont. Car c'est aux sources de l'auteure qu'il faut puiser.

JLD

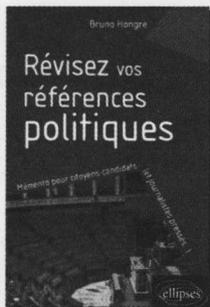


DISSIDENT DANS LA RÉVOLUTION

VICTOR SERGE, UNE BIOGRAPHIE POLITIQUE

de Susan Weissman

Éditions Syllepse, 2006, 481 p., 25 €



RÉVISEZ VOS RÉFÉRENCES POLITIQUES
de Bruno Hongre
Ellipses, Paris,
12 €



VIVA POSADA
Éditions de l'Insomniaque
Format 23 sur 33
2006, 234 p., 40 €

LES 100 PLUS BELLES IMAGES DE L'AFFAIRE DREYFUS
de Raymond Bachollet
Éditions Dabecom
180 illustrations
112 p., 22 €

Aux bons mots les bons auteurs

La citation est une facilité que s'offrent certains écrivains ou journalistes pour assurer leur propos sinon pour briller. Malheureusement, peu d'entre eux se donnent la peine d'en vérifier l'authenticité et l'origine. Bruno Hongre, qui a déjà publié chez le même éditeur dans *Réviser vos références culturelles* un grand nombre de citations après en avoir retrouvé l'auteur et la date, recommence l'exercice à propos des déclarations d'hommes et de femmes politiques dans *Réviser vos références politiques*. Par exemple, qui a dit et quand : « *La télévision, qu'on le veuille ou non, c'est la voix de la France* » ? Réponse note 20bis, page 27. Georges Marchais a-t-il vraiment dit « *Taisez-vous Elkabbach* » ? Voir 44bis, page 35.

On ne trouve pas dans le livre l'origine de cette déclaration « *Le bout du tunnel est en vue* » à propos de la situation de l'emploi ? Rappelons cruellement que c'était Giscard d'Estaing vers 1977. On saluera au passage les bons mots inventés par les conseillers en communication dont le ridicule éclate deux ou trois décennies plus tard.

Au fait, qui a dit « *La culture, c'est ce qui reste, quand on a tout oublié* » ? Édouard Herriot ou le chroniqueur littéraire du *Monde* Émile Henriot ? Réponse dans le précédent ouvrage du même auteur. Les plumitifs de tout ramage devraient se précipiter pour acquérir ces deux livres.

Jean-Jacques LEDOS

Cadavres mexicains

Les éditions de l'Insomniaque publient une monographie contenant plus de 430 gravures de José Guadalupe Posada (1852-1913). Elle est intitulée *Viva Posada*. La plupart des gravures y sont reproduites en fac-similé dans leurs couleurs d'origine et font revivre des figures familières qui nous parlent du Mexique, de sa réalité, de ses légendes qui demeurent présentes dans l'imaginaire de tout un chacun. Tout le monde connaît en effet les squelettes insolents et fêtards de celui que l'on nomma parfois le « Daumier Mexicain » et que Diego Rivera (1886-1957) contribua à faire connaître. Mais l'homme et son travail sont à redécouvrir. La dimension politique et populaire de ses dessins et gravures en fait un artiste à part.

Sa production s'enracine dans le Mexique de son époque. Un Mexique rongé par la corruption, l'exploitation éhontée des paysans sans terre ni droit, l'autoritarisme et l'arbitraire des dictatures militaires, un Mexique secoué par une crise révolutionnaire sans précédent, un Mexique dont la figure de Zapata et l'œuvre de Frida Kalho nous offrent une image haute en couleurs. Un pays où le destin tragique et désespéré des Indiens fut dépeint par B. Traven. Un pays qui, aujourd'hui encore, malgré les escadrons de la mort au service des gouverneurs sans scrupule, à travers la Commune d'Oaxaca et la révolte des Indiens du Chiapas, nous renvoie un message d'espoir, plein d'insolence, d'audace et de vivacité. Un pays où la mort est au cœur même de la vie.

José Guadalupe Posada se fit très tôt remarquer par le pouvoir politique à la solde des grands propriétaires terriens. Ses caricatures de riches et de puissants de son temps, et son engagement politique au côté des opposants au régime dictatorial de Porfirio Díaz l'obligeront à vivre dans une quasi-clandestinité. Malgré tout, en 1884, il s'associe à l'éditeur

Antonio Vanegas Arroyo. Et c'est à cette époque qu'apparaissent ses premiers « calaveras », qui en espagnol signifie aussi le « noceur » le « fêtard », ces fameuses squelettes dont Posada fera les personnages principaux de ses gravures. Il emprunta ces figures originales au lithographe Santiago Hernández qui en fut l'inventeur. Posada accentua leur côté satirique et comique, mais surtout, il introduisit une dimension politique et sociale qui fit de ses représentations impertinentes une critique au vitriol de la société mexicaine. Les « calaveras » finissent par devenir les héros de bandes dessinées qui évoquent l'actualité du pays et trouvent un accueil favorable auprès du peuple. Ils se transforment vite, dit-on, en une sorte de « Guignol » mexicain.

Posada utilise souvent un seul accessoire, une moustache, un sombrero ou un chapeau de dame, pour typer ses personnages et les situer socialement. Hommes politiques sans scrupules, soldats de la Révolution en pleine action ou péons devenus ivrognes à force de désespoir, sont évoqués dans leur rapport au monde et à la société sans avoir besoin d'être décrits. On retrouve aussi dans ses représentations les symboles de la culture indienne, le serpent, le feu, la foudre et les monstres qui, malgré tous les efforts de la hiérarchie religieuse des colonisateurs, ont survécu dans le quotidien de ce peuple soumis à l'impitoyable domination du sabre et du goupillon. Les éditions de l'Insomniaque nous permettent donc d'accéder à une œuvre unique, riche, foisonnante, populaire, contrastée, une œuvre toute en clair-obscur, une composition de traits précis et en mouvement qui possède en soi une force d'une incontestable valeur plastique. Et, nous rappelle l'éditeur, l'école des graveurs mexicains issue du Taller de Gráfico Popular s'est largement inspirée du style et de l'esprit de Posada.

JLD

Images de crise

Dans le cadre des commémorations de l'année 2006, le livre de Raymond Bachollet rappelle les événements relatifs à la crise politique qui s'est cristallisée autour de la personne du capitaine Dreyfus. Mais contrairement à bien des ouvrages, celui-ci insiste sur l'image. Il nous convie à une exploration des faits, des mouvements de l'opinion, des clivages politiques, mais aussi des représentations collectives.

L'originalité du travail de R. Bachollet réside dans la nature même de ses sources : les images publiées par la presse, en général négligées ou mal comprises par les historiens, car considérées comme trop imprécises, voire même inconsistantes. Et pourtant, cette presse, souvent illustrée, est pleinement représentative de l'essor politique et culturel du XIX^e siècle. L'image imprimée représente donc un matériau

incontournable pour qui veut sonder les mentalités de la période.

R. Bachollet raconte la crise au travers des caricatures, des photographies, ou encore des gravures descriptives tirées des couvertures du *Grelot*, de *L'Illustration*, du *Rire* ou encore du *Psst...!* et du *Sifflet*. Ces images saisissent le lecteur par leur puissance et la théâtralité de leurs mises en scènes, leur inventivité, leur humour parfois, ou plus souvent leur ignominie. L'auteur s'intéresse aux pulsations de cette presse, alors très polémique et toujours prête à se battre. Il raconte comment la crise a fait naître – et mourir – des brûlots satiriques, véritables feux de paille faits pour embraser les consciences. Le lecteur découvre le cheminement de dessinateurs talentueux qui ont choisi leur camp et diffusent, par leur crayon, des arguments visuels propres à entraîner les foules.

Le livre raconte la tourmente dans laquelle s'enfonça le pays, riche en révélations et en rebondissements. Zola par son « J'accuse » ébranle les consciences, inverse le balancier de l'opinion. On s'interroge finalement sur cette armée cléricale et répressive, capable de tous les crimes. On demande de plus en plus la révision du procès.

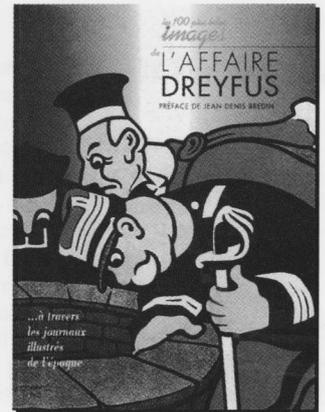
La très riche iconographie qui fait le corps même de ce livre montre combien l'image, caricaturale ou non,

loin de refléter la réalité, est avant tout un instrument de modélisation des consciences, s'appuyant sur des stéréotypes multiséculaires. Ces images tentent d'aiguiser les peurs et les préjugés, les renforcent ou les créent, font appel à des stimuli psychologiques puissants. Le juif « typique » prend des allures inquiétantes, vulgaires, sales et morbides. On l'animalise en insecte, en parasite. À l'opposé, d'autres images visent à sacraliser tel acteur historique ou tel événement.

Le livre de R. Bachollet, très pointu sur le déroulement des événements, mériterait d'offrir quelques clés sur les mécanismes précis du langage des images. Comment s'élaborent, évoluent et disparaissent les stéréotypes ? Quid des stratégies propagandistes des journaux qui les diffusent ? Une grille d'analyse de la rhétorique caricaturale et des imaginaires autour de l'affaire Dreyfus aurait été passionnante.

Ce petit ouvrage à la riche iconographie, qu'une mise en page particulièrement réussie valorise pleinement, invite à s'interroger sur le rôle et l'importance de l'image dans la formation et le déroulement des crises politiques. Une question passionnante qui, on l'a vu avec l'affaire des caricatures de Mahomet, reste pleinement d'actualité.

GD



Les soixante-dix ans des Cahiers Spartacus

Il est des longévités éditoriales remarquables que *Gavroche* a envie de saluer plus particulièrement. En octobre 2006, les Cahiers Spartacus fêtèrent leurs soixante-dix ans de publication. Malgré quelques interruptions dues au poids de l'hégémonie stalinienne, de 1939 à 1946 et de 1958 à 1969, c'est au rythme des aléas économiques de la maison d'édition que son catalogue s'est enrichi de titres. Au fil du temps, ils sont devenus des classiques qui aujourd'hui encore gardent toute leur pertinence. Créés et animés jusqu'à son décès par René Lefevre (1902-1988), les Cahiers Spartacus occupèrent, dès l'origine, une place à part dans le débat politique qui agite l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Ils permirent à de nombreux lecteurs, curieux et méfiants à l'égard de la langue de bois, de découvrir des textes introuvables par ailleurs. Des textes qui, aux confins des idées professées par Rosa Luxemburg, Henry Poulaille, Boris Souvarine ou encore Marcel Ollivier, éclairaient la réalité des combats politiques de leur temps d'un point de vue décalé, critique et, au regard du contexte, à proprement parler audacieux.

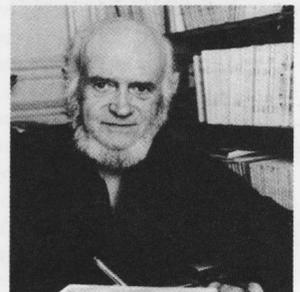
C'est donc en octobre 1936 que fut publié le premier opus d'une longue série. Il s'agissait d'un texte de Victor Serge qui relatait le premier grand procès stalinien au cours duquel furent éliminés Zinoviev, Kamenev et Smirnov. Et ensuite, persévérant dans cette logique, en 1949, les Cahiers publièrent le document de Guy Vinatrel sur l'univers concentrationnaire soviétique qui provoqua une campagne de diffamation de la part des staliniens. Spartacus, éditeur d'Anton Pannekoek, marxien plus que marxiste, ouvert aux idéaux libertaires, qui du simple fait de choisir librement ses textes, adoptait une posture insolente dictée par le refus de se soumettre aux injonctions des communistes de parti, s'exposait à payer le prix fort, et à tous points de vue. Dans la France de l'après-guerre, ce n'était pas une mince affaire que de garder le cap malgré les calomnies et les diffamations. Il fallait non

seulement de la constance et de l'audace, mais aussi une détermination politique peu commune pour tenir coûte que coûte. René Lefevre, un temps militant de la Gauche révolutionnaire au sein de la SFIO, proche de Marceau Pivert avec qui il créa en 1938 le Parti socialiste ouvrier et paysan, garda tout au long de sa vie cette énergie, cette détermination et surtout cette curiosité qui nourrissaient son combat.

Les Cahiers Spartacus offrent en effet un choix de titres hors du commun qui sont le reflet du courage politique d'un homme et de sa grande curiosité intellectuelle. On y trouve des auteurs aussi importants que Rosa Luxemburg avec notamment *Marxisme contre dictature* ou le texte incontournable de Maurice Dommanget, *Enragés et curés rouges en 1793*, Jacques Roux, Pierre Ollivier, ainsi que celui, désormais classique, d'André et Dori Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin*, sans oublier bien sûr *Les notes pouvant servir à l'histoire de la Commune* de Jules Andrieu (il s'agit d'un livre édité par Payot dont Spartacus a récupéré la fin de série grâce à Louis Janover et Maximilien Rubel). Et dans une actualité plus contemporaine, des signatures aussi diverses que celles de Charles Reeves, un des animateurs de la revue *L'Oiseau Tempête*, d'Henri Simon, animateur de la revue *Échanges et mouvement*, côtoient celle de Marcel Cerf, membre éminent des Amis de la Commune 1871, ou celle du très célèbre mais néanmoins controversé Noam Chomsky.

L'équipe actuelle a repris le flambeau et s'attache à poursuivre le travail éditorial initié par René Lefevre. Ils ont fait leur la maxime de Condorcet, qui affirme que « *La vérité appartient à ceux qui la cherchent et non à ceux qui prétendent la détenir* ». Gageons que les lecteurs de *Gavroche* s'y reconnaîtront, partageant le même appétit de savoir et le même besoin de s'enrichir des réflexions et des pratiques du passé pour comprendre le présent.

JLD



René Lefevre.





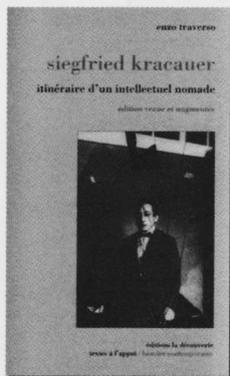
LA POLITIQUE SELON ORWELL

de John Newsinger
traduit de l'anglais par

Bernard Gensanne,
préface de

Jean-Jacques Rosat

Agone, coll. Banc d'essais,
Marseille, 368 p., 24 €



SIEGFRIED KRACAUER ITINÉRAIRE D'UN INTELLECTUEL NOMADE

d'Enzo Traverso

Éditions de la Découverte
Collection textes à l'appui

226 p., 20 €

d'Ernest Bloch, et évoluant en marge de l'école de Frankfurt, proche dans l'esprit de Gunther Anders, lecteur attentif de Max Weber et Georg Lukács, il s'intéressa à l'histoire et au cinéma. Journaliste et essayiste, il a décrit de façon minutieuse le Berlin de l'Allemagne de Weimar dont il reste une des figures marquantes, en tout cas celui qui sut le mieux rendre compte de son ambiance. *Les employés*, livre publié en 1929, dont on attend avec impatience la réédition dans la collection Philia aux éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, constitue sans doute le regard le plus pertinent qu'un auteur ait encore jamais porté sur la petite bourgeoisie. Il décrit sous forme de chroniques et de tableaux cette classe sur laquelle le nazisme s'appuya pour asseoir sa domination idéologique, cette classe à laquelle aujourd'hui chacun est sommé de s'identifier. Ainsi, par exemple, sa fausse conscience, la nécessité de « bien présenter », l'idéologie du jeunisme avec sa cohorte de produits de beauté, l'organisation des loisirs qui miment la convivialité, les nouvelles formes d'organisation du travail, et la soumission librement consentie à une hiérarchie, en résumé tout ce qui préfigure la domination du spectacle dans

Un homme de son siècle

George Orwell est un auteur mondialement connu. Rares sont ceux qui n'ont pas lu ou ouvert au moins une fois *La ferme des animaux*, 1984 ou son témoignage sur son expérience de la guerre d'Espagne, *Hommage à la Catalogne*. Sa critique du totalitarisme fut saluée en son temps par bon nombre de libéraux et de conservateurs avec lesquels, pourtant, George Orwell n'avait aucune connivence intellectuelle. Mais nous vivions alors dans un monde bipolaire où l'empire du mal siégeait à l'est de l'Europe, dans un monde bipolaire où, à l'ouest, il était difficile d'être de gauche et antistalinien. De fait, en pleine guerre froide, les communistes firent de leur mieux pour transformer l'homme de gauche qu'était George Orwell en un écrivain réactionnaire.

Le livre de John Newsinger entend remettre les points sur les i. Nous avons affaire ici à une biographie politique aussi passionnante qu'érudite et agréable de lecture, qui nous dévoile le cheminement politique de l'écrivain. Orwell est un homme de son siècle. Par là j'entends que sa pensée politique s'est construite en se confrontant avec quelques-uns des événements majeurs de la première moitié du XX^e siècle : l'émergence des mouvements de libération nationale au sein de l'Empire britannique l'a beaucoup intéressé, lui, l'ancien policier colonial écœuré par le racisme et la violence de ses compatriotes en Birmanie ; la guerre d'Espagne à laquelle il prit part dans les rangs révolutionnaires lui fit détester profondément les pratiques stalinienne et la politique faussement internationaliste de l'URSS ; la Deuxième Guerre mondiale enfin, qu'il passa, en partie, derrière les micros de la BBC.

John Newsinger nous dévoile un auteur prolifique, alternant les œuvres de fiction et les textes d'analyse politique, nouant des liens étroits avec certains militants trotskistes ou anarchistes, se fâchant aussi et fustigeant toujours les

militants de gauche incapables de rompre franchement avec l'URSS. Ainsi, il n'aura pas de mots assez durs pour critiquer la béatitude de certains intellectuels devant la figure de Staline ; et d'une manière générale, il s'en prit avec férocité au socialisme de ces intellectuels. Il écrit ainsi : « *Pour beaucoup de ceux qui se réclament du socialisme, la révolution n'est pas un mouvement de masses auquel ils espèrent s'associer mais un ensemble de réformes que nous, les gens intelligents, allons imposer aux basses classes* ». Cette aversion pour celles et ceux qui méprisent les classes populaires et entendent faire leur bonheur y compris contre leur gré, George Orwell la gardera toute sa vie, sans que cela ne l'amène à parer ce même peuple de toutes les vertus.

Il faut rendre grâce à John Newsinger de ne pas avoir gommé ou minimisé les errances de l'écrivain. Car Orwell est un homme qui se cherche, qui évolue, qui essaie de comprendre le monde tel qu'il est, tel qu'il peut devenir. Ce n'est pas un homme de parti ou un théoricien, ni un béni-oui-oui.

En guise de conclusion, citons les mots du philosophe Jean-Jacques Rosat, le préfacier de ce livre, pour qui George Orwell était un « *socialiste d'un genre inédit : trop égalitariste et révolutionnaire pour être social-démocrate, mais trop démocrate et anti-totalitaire pour être communiste ; trop lucide sur la réalité des rapports de force entre les hommes et les États pour être anarchiste, mais trop confiant dans la droiture et dans le refus de l'injustice parmi les gens ordinaires pour basculer comme tant d'autres dans le pessimisme conservateur ; trop patriote pour ne pas chercher une voie spécifiquement anglaise de passage au socialisme, mais trop internationaliste pour n'être pas farouchement anticolonialiste* ».

Christophe PATILLON

Penseur dans l'Allemagne de Weimar

Les éditions de la Découverte viennent de rééditer *Siegfried Kracauer, itinéraire d'un intellectuel nomade*, dans une version revue et augmentée. Kracauer (1889-1966) est un auteur majeur qui, hélas, est encore mal connu en France. Les lecteurs de *Gavroche* se souviennent peut-être avoir lu un de ses livres publié aux éditions Le Promeneur en 1995, intitulé *Rues de Berlin et d'ailleurs*, qui datait de 1920. Ami de Walter Benjamin et de Theodor W. Adorno, correspondant

la vie quotidienne y est présenté sous la forme d'une enquête sociologique. Elle emprunte divers chemins qui vont du témoignage au dialogue, en passant par la description attentive des us et coutumes de ces cousins des petits bourgeois de Brecht. En retraçant le parcours de cet intellectuel extraterritorial, Enzo Traverso nous livre quelques clés qui nous aident à mieux comprendre son parcours et son œuvre. Son travail nous permet surtout de mieux situer ce penseur atypique et, partant, de saisir les influences qui le traversent, son judaïsme, le marxisme, l'exil en France où en 1939 il fut interné dans un camp pour « étrangers indésirables », puis enfin aux États-Unis où il mourut en 1966 (étant resté étranger et parfaitement hermétique à la culture américaine). « *En 1930 Walter Benjamin et Siegfried Kracauer développeront une interprétation similaire du fascisme dans lequel ils saisiront l'expression d'une tendance fondamentale de notre époque à une esthétisation de la politique* » écrit Enzo Traverso, montrant ainsi l'extraordinaire actualité de la pensée d'un intellectuel qui observa avec soin ceux qui incarnaient, « en dépit des apparences », les conséquences de l'aliénation d'une classe, la petite bourgeoisie. Les nazis avaient donc de bonnes raisons de haïr Kracauer et en 1933 son livre sur les employés sera brûlé dans les célèbres autodafés de sinistre mémoire. Enzo Traverso nous introduit à la lecture de son étude sur *Jacques Offenbach ou le secret Second Empire* (1937) ainsi qu'à celle de son essai sur l'histoire (*History*, publié après sa mort en 1969), sans oublier bien sûr la photographie (1927). Il nous donne envie, une fois en possession des points de repère nécessaires à la traversée d'une œuvre résolument atypique mais parfaitement en prise avec l'histoire de son époque, de nous y plonger. Car elle a un écho chez nous, tant il est vrai que les structures fondamentales de l'aliénation propre à notre siècle y sont dessinées avec une évidence qui nous sidère.

JLD

La Commune et le pouvoir

Les lecteurs de *Gavroche* connaissent et apprécient les travaux de Pierre-Henri Zaidman. Ils se souviennent que dans les numéros 132 et 133, il les avait gratifiés d'une excellente présentation d'Émile Duval. C'est d'ailleurs en explorant les archives au sujet de la sortie de Châtillon en vue d'écrire un article pour la revue que l'auteur se prit d'intérêt pour le personnage d'Émile Duval, le considérant avec raison comme une figure emblématique de la Commune dans sa première période. Il est vrai en effet qu'il est très instructif de devenir familier de cet ouvrier d'origine modeste devenu général de la Commune. Et de mieux connaître ce personnage hors du commun, ce héros comme aime à le rappeler Alain Dalotel dans son avant-propos, de savoir qui était l'homme avec ses failles intimes, ses contradictions, ses convictions et ses faiblesses dans l'action comme dans la réflexion. Mais aussi de mieux cerner ce qu'étaient l'esprit, les valeurs et l'idéologie blanquiste dont il fut un des acteurs de premier plan. Pierre-Henri Zaidman nous rappelle, fort à propos, que la Commune fut avant tout possible grâce aux blanquistes, à leur engagement et à leur sens tactique, avec ce que cela comporte d'opportunisme et d'audace. Car il est incontestable que l'extraordinaire énergie de ces révolutionnaires fut à l'origine de la radicalisation de la Garde Nationale. Leur romantisme issu du siècle passé se fortifiait des influences de l'Internationale et des idéaux pré-marxistes. À la croisée des valeurs socialistes du moment, ces héritiers de 1793, de René Hébert et des Enragés (Jacques Roux, Jean-François Varlet...) mirent en action une appétence révolutionnaire qui emporta pèle-mêle ouvriers, journaliers, boutiquiers et artisans des faubourgs dans un désir de transformation radicale de la société. Considérations qu'il est d'ailleurs pertinent de rapprocher des propos de Bakounine (*Les Trois conférences faites aux ouvriers de val de Saint-Imier*, publié aux éditions la CNT). « Ces Jacobins magnanimes qui veulent le triomphe de la révolution et qui, ayant l'instinct socialiste, ne peuvent plus faire

autrement que de désirer une révolution sociale et économique », dit-il dans le préambule de *La Commune de Paris et la notion de l'État* (5-23 juin 1871). Considérations qui sont au cœur d'une réalité sociale et politique qui, à tous points de vue, constitue la spécificité de la Commune – à ce propos, il faut lire ou relire le texte que Maximilien Rubel consacra à la Commune. Elle y puise sa grande originalité et, partant, son caractère unique et attachant. Dans cet ordre d'idée, sans doute inspiré par les réflexions de ses illustres aînés, Pierre-Henri Zaidman souligne que « *Homme d'action, Duval apparaît comme un matérialiste soucieux de la question sociale et un socialiste révolutionnaire, partisan de la représentation directe, qui n'a qu'un but : abattre la société bourgeoise* ». C'est dire si, comme nous le propose l'auteur, en suivant pas à pas le militant, l'activiste, on parvient à saisir l'essence même de l'événement. Émettons ici un simple regret : au regard de la somme documentaire sur laquelle s'appuie Pierre-Henri Zaidman et de sa maîtrise du corpus théorique qu'il manie avec aisance, il est dommage qu'il n'ait pas exposé plus avant la question du mandat impératif et révocable et les débats qui s'y rattachent. Car comme il nous le signale, la chose n'allait pas de soi et fut, à l'aune de la question du pouvoir, de sa légitimité et de son organisation, un point de doctrine absolument fondamental. Et c'est bien ce retour sur cette question qui fait l'un des multiples intérêts de cet ouvrage en tous points remarquable.

Duval est un homme de pouvoir qui dans l'exercice de son mandat fut, de bien des manières, aveuglé par le rôle et la fonction qu'il exerça au cours de l'insurrection. « *Enfermé dans la logique de prise de pouvoir, il ne sait plus comment l'exercer* » nous dit l'auteur dans sa conclusion, et c'est bien là tout le drame de ce militant sincère et courageux. Mais au-delà de la tragédie personnelle, c'est aussi l'une des caractéristiques de la Commune. Au lendemain du 18 mars, la révolution sociale populaire et patriotique s'imposa, proposant au siècle qui allait bientôt

advenir une voie originale : un fédéralisme fondé sur la libre association et contrôlé par des comités à la base exerçant une démocratie directe aux antipodes du symptôme de représentation de la démocratie bourgeoise. Il s'agissait d'une voie originale et pleine de promesses que n'avaient pas encore ternie les querelles de chapelles et les manœuvres dilatoires qui les accompagnèrent (cf. Alain Dalotel, *Gabriel Ranvier*, Éditions Dittmar). Cette question du pouvoir nous revient comme un vaste chantier à ciel ouvert, jamais achevé. Les points vers lesquels nous renvoie Pierre-Henri Zaidman y sont naturellement attachés. Car si la volonté d'être efficace, de ne pas répéter les erreurs passées fut en effet à l'origine des postures éthiques adoptées par les uns et les autres, elle inspira aussi, ne l'oublions pas, la morale léniniste caractérisée, comme le rappela Trotski dans *Leur morale et la nôtre*, par le postulat que la fin justifie les moyens.

« *On ne peut qu'éprouver un certain malaise en concluant sur tout ce que nous savons de l'action de Duval pendant ces quelques jours où il mit en pratique ses idées révolutionnaires* ». Cette phrase qui ouvre la conclusion de l'historien, dont la sympathie pour la Commune ne saurait être remise en cause, met en évidence cette problématique. S'y confronter est tout à l'honneur de ceux qui sont assez fidèles à leurs idéaux pour s'autoriser à porter un regard où se mêlent sympathie pour les hommes, respect pour leurs engagements, mais aussi distance critique par rapport à certaines dérives autoritaires. Il s'agit en somme d'une tragédie, celle d'un homme qui affronte la mort, seul, et celle d'une révolution qui fut écrasée dans une débauche de haine et de sang, une révolution festive qui avait porté très haut les idéaux les plus nobles de l'humanité.

JLD

**ÉMILE DUVAL
(1840-1871)**

**GÉNÉRAL
DE LA COMMUNE
de Pierre-Henri
Zaidman**
Éditions Dittmar
377 p., 30 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à *Gavroche* à partir du numéro 150

Un an (4 numéros) : 30 € – Étranger : 32 € (par avion)

Tarif spécial étudiant et chômeur : 20 € – Tarif de soutien : à partir de 35 €

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à : Scoop Presse – Gavroche, BP 863, 27008 Evreux Cedex



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

- **Alcoléa (Raymond), Le Christ chez Franco.** *La Religion dans l'Espagne de Franco.* Denoël 1938, 237 p. (non coupé) ill. fotogr. hors texte, parfait état 20 €
- **Alem (Jean-Pierre), Enfantin, le prophète aux sept visages.** *La plus intéressante biographie de l'Apôtre Saint-Simonien.* J.-J. Pauvert 1963, 229 p. ill. hors texte, état neuf 15 €
- **Bardoux (Jacques), Staline contre l'Europe.** *Les preuves du complot communiste.* Flammarion 1937, S.P. Plaquette de 47 p., très bon état 12 €
- **Bouchet (Thomas), Le Roi et les barricades.** *Une histoire des 5 et 6 juin 1832.* Seli Arslan 2000, 221 p. ill. dans le texte, index, état neuf 20 €
- **Castro (Josué de), Géographie de la faim.** *La faim au Brésil.* Éditions Ouvrières 1949, 262 p. + 12 illustrations hors texte, parfait état 15 €
- **Charpy (Suzanne), Prenons-nous les usines ?** *Des Comités d'Entreprises à la Gestion Collective.* Spartacus N° 12 décembre 1948 20 €
- **(Collectif), La Société des Nations, son œuvre (janvier 1920-juin 1925).** Genève 1925, broché, 110 p., bon état 15 €
- **Collinet (Michel), Esprit du syndicalisme.** Éditions Ouvrières 1952, 232 p. (non coupé), état neuf 20 €
- **Decoin (Didier), John l'enfer.** *Roman.* Seuil 1977, 319 p., envoi 10 €

- **François (Michel), L'Affaire Guy Robert ou la revanche de 1968.** *Caen 1970 la répression contre les militants syndicaux.* CFDT du Calvados 1970, 126 p. 10 €
- **Galtier-Boissière (Jean), Tradition de la trahison chez les Maréchaux.** Pierre Trémois 1945, 93 p., vignettes de Pierre Devaux, bon état 14 €
- **Goustine (Christian de), Pouget, les matins noirs du syndicalisme.** La tête de feuilles 1972, couverture rempliée, illustrée, 246 p., bibliographie, très bon état 12 €
- **Humbert-Droz (Jules), L'Origine de l'Internationale communiste.** *De Zimmerwald à Moscou.* La Baconnière, Neuchâtel (Suisse) 1968, couv. rempliée, S.P. 253 p., bibliographie, très bon état 25 €
- **Jouhaux (Léon), La CGT ce qu'elle est, ce qu'elle veut.** Gallimard 1937, 187 p., parfait état 10 €
- **Jouvenel (Henry de), Pourquoi je suis syndicaliste.** Éditions de France 1928, 100 p. (non coupé), très bon état 10 €
- **Jouvenel (Robert de), La République des camarades.** Bernard Grasset 1914, 272 p., bon état 15 €
- **Le Livre des instituteurs.** *Morale professionnelle, Administration, Législation et Jurisprudence, La nouvelle organisation de l'Enseignement.* Le Soudier 1948, 323 p., index 15 €
- **Lorulot (André), La Libre Pensée au micro.** *Recueil des principales allocutions prononcées à la radio.* Idée Libre 1948, 128 p., bon état (non coupé) 20 €
- **Macdonald (Dwight), Partir de l'Homme...** *Examen critique des fondements de l'action socialiste.* Spartacus cahier mensuel N° 7 juillet 1948, 141 p. (non coupé), bon état 20 €
- **Margueritte (Victor), La Patrie humaine.** Flammarion 1931, bel exemplaire 15 €
- **Monnier (Thyde), Travaux.** Fayard, Le Livre de demain 1956. Broché sous couverture illustrée, 191 p., bon état 12 €
- **Paris (Edmond), Le Vatican contre la France.** Fischbacher 1957, couverture en couleurs, 301 p., nbr. illustrations photographiques, bel exemplaire 25 €
- **Paz (Abel), Chronique passionnée de la Colonne de Fer.** *Espagne 1938-1937.* Nautilus

- 2002, 359 p., illustrations dans le texte, parfait état 15 €
- **Plékhanov (G.), Le Matérialisme militant.** *Préface de A. Déborine.* Les Revues 1930, 227 p., index. Rare ouvrage dans cette édition, état moyen, dos consolidé 25 €
- **Ribard (André), 1960 et le secret du Vatican.** Librairie Robin 1954, 222 p. 15 €
- **Semprun Maura (Carlos), Révolution et contre-révolution en Catalogne.** *Socialistes, communistes, anarchistes et syndicalistes contre les collectivisations.* Les nuits rouges 2002, 335 p., état neuf 15 €
- **Serge (Victor), Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941.** Seuil points 1951, 444 p., bibliographie, index 20 €
- **Serge (Victor), Le Tropique & le Nord.** *Nouvelles.* Maspéro 1972, 1^{re} édition, couverture rempliée illustrée, 159 p. 25 €
- **Serge (Victor), Vie et mort de Léon Trotsky.** Petite coll. Maspéro 1973, 2 vol. 20 €
- **Serge (Victor), Naissance de notre force.** Rieder 1925, 280 p. 20 €
- **Serge (Victor), L'An I de la Révolution russe.** Librairie du Travail 1930, 1^{re} édition 471 p., très bon état 30 €
- **Serge (Victor), L'Affaire Toulaév.** Seuil 1948, 378 p. (non coupé) 1^{re} édition, bande conservée, très bon état 20 €
- **Soubiran (André), Napoléon et un million de morts.** Kent-Segep 1969, couverture illustrée rempliée, 422 p., légèrement défraîchi ... 20 €
- **Stevens (Edmund), Il n'y a pas d'énigme russe.** Nagel 1946, couverture cartonnée muette, 380 p. 10 €
- **Weil (Paul), Chansons de la place Pigalle.** Aux Galeries du Livre 1926, 318 p., rare 30 €
- **Weil (Simone), La Condition ouvrière.** Gallimard 1957, collection Espoir. Relié pleine toile 273 p., parfait état 30 €
- **Yvon (M.), Ce qu'est devenue la Révolution russe.** Les Brochures de la Révolution Proletarienne N° 2 (1936 ?), plaquette de 87 p., bon état 15 €
- **Zévaès (Alexandre), Histoire de la Troisième République 1870 à 1926.** Éditions Georges Anquetil 1926, 643 p., bon état de cet ouvrage souvent débroché 15 €

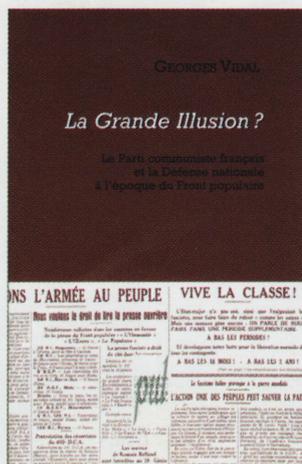
LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe — 27000 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : Adresse :

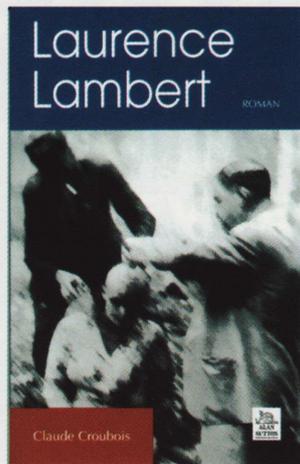
Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
Port et emballage prix forfaitaire		4,00 €
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal		Total

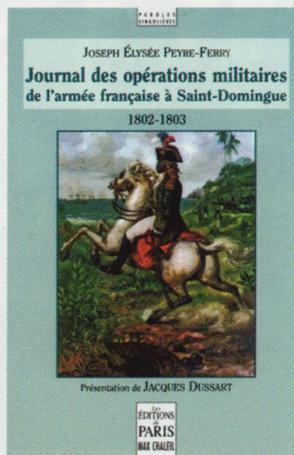


La Grande Illusion ?
Le Parti communiste français et la Défense nationale à l'époque du Front populaire
 Georges Vidal
 Presses Universitaires de Lyon
 22 €

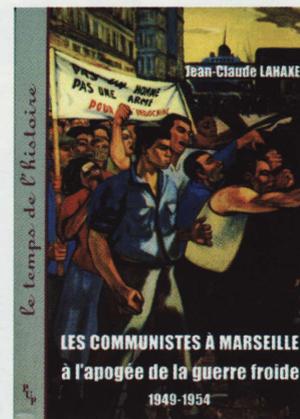
Près de 500 pages pour cet ouvrage tiré d'une thèse de doctorat. Analyse fouillée sur un parti qui fait évoluer son antimilitarisme vers une prise en compte des intérêts nationaux tout en voulant rester en accord avec la politique stalinienne. D'où des contradictions et des tensions importantes dans ce parti accusé souvent d'avoir une stratégie de double jeu.



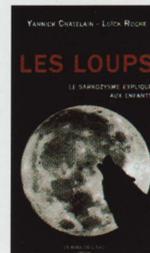
Laurence Lambert
 Claude Croubois
 Roman
 Éditions de Paris - 11 €
 Résident dans le Sud-Touraine et historien, spécialiste notamment de l'Occupation, l'auteur nous raconte une histoire d'amour interdit précisément pendant l'Occupation et dans un village de cette région qu'il connaît bien. Une belle rencontre qui, évidemment, se terminera en drame déjà montré par la photo de couverture. L'auteur réussit à nous faire revivre cette époque, la vie dans ce village entraîné dans le chamboulement de l'histoire avec des personnages aux prises avec leurs petites choses.



Journal des opérations militaires de l'armée française à Saint-Domingue (1802-1803),
 Joseph Élisée Peyre-Ferry
 Présentation de Jacques Dussart
 Éditions de Paris - 20 €
 Militaire, le capitaine Joseph Élisée Peyre-Ferry (1775-1835) fait partie du corps expéditionnaire français que Bonaparte envoya à Haïti (Saint-Domingue à l'époque) pour mater le soulèvement de la population après le rétablissement de l'esclavage qu'avait aboli la Révolution. Témoin et acteur de cette expédition sanglante (3000 hommes seulement en reviennent sur 30000), l'auteur note au jour le jour la chronique de ces événements dramatiques où il a côtoyé aussi bien la troupe que l'état-major, dont il ne cache ni la cruauté, ni les intrigues, ni la bêtise, apportant un nouvel éclairage sur l'arrestation de Toussaint Louverture. Ce livre constitue donc un document de première main sur un épisode peu connu de l'histoire de la colonisation française.

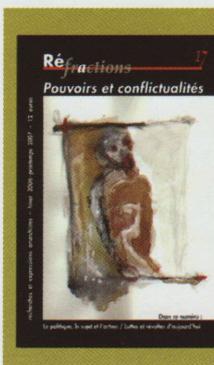


Les Communistes à Marseille à l'apogée de la guerre froide 1949-1954
 Jean-Claude Lahaxe
 Publications de l'Université de Provence - 28 €
 Ouvrage adapté d'une thèse qui permet de mettre en évidence une forme de militantisme spécifique aux communistes marseillais, plus complexe qu'une simple subordination à la direction parisienne.



Les Loups.
 Le sarkozisme expliqué aux enfants
 Yannick Chatelain & Loïck Roche
 Éditions BDL - 14 €
 En librairie prochainement. Les auteurs ont choisi une forme totalement inédite pour parler de politique : le conte... Histoire d'une méthode pour accéder au pouvoir, cruelle et violente, faite d'allégeances et de hurlements. Cet ouvrage – qui peut être lu de 7 à 97 ans – marque une nouvelle manière de « parler politique », et dessine les contours d'une nouvelle République où les hommes et les femmes, enfin, se tiendront debout.

La Fin de la télévision
 Jean-Louis Missika
 Éditions du Seuil - 10,50 €
 Jean-Louis Missika évoque la multiplication des canaux par lesquels on peut voir des images, de l'antenne traditionnelle adaptée à la TNT (télévision numérique terrestre), aux satellites multicanaux et aux blogs. Après les promesses et les investissements coûteux du câble en fibres de verre, le câble téléphonique de cuivre se trouve réhabilité grâce aux techniques de compression d'image et de multiplexage. Qu'en est-il des contenus ? La course à l'audience oblige le plus grand nombre des entrepreneurs à se positionner sur une demande standard établie sur l'attente supposée du plus grand auditoire moyen, c'est-à-dire le plus passif. Les blogs relèvent le plus souvent d'un amateurisme que seul le militantisme peut parfois crédibiliser. Pour les téléspectateurs plus exigeants, le choix d'émissions de qualité est limité à un petit nombre de canaux. L'abondance des sources amorce la dégénérescence des programmations élaborées par une chaîne constituée et annonce une télévision « à la carte ». Elle ne garantit pas l'authenticité – aussi relative soit-elle actuellement – des messages. Il s'agira, là encore, d'une illusion de liberté de choix. Au passage, l'auteur évoque quelques-uns des subterfuges qui permettent de manipuler les messages. Il décrit la « mise en scène » qui consiste à noyer l'information réelle dans les faits divers. Où est la télévision qui avait le souci de tirer le public vers les valeurs supérieures de la culture dans ses divers domaines ?



En partant de la question des plus anciennes qu'est le pouvoir, obsession des puissants et sujet de révolte des partisans de la liberté, ce numéro s'intéresse à notre époque néolibérale avec ses effets sur la politique et la place du politique. Une réflexion bien nécessaire alors que l'action collective devient opinion publique, objet de manipulation des politiciens et des médias.
Réfractions. Libreria Publico,
 145 rue Amelot 75011 Paris.

